

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 25 septembre 2023 / 9 Rabi Al Awal 1444 - N° 3384 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Horaires des prières

Fajr: 05h12 Dohr: 12h40
Asr: 16h03 Maghreb: 18h44 Isha: 20h03

MÉTÉO

Alger	: 26°	15°
Oran	: 27°	18°
Annaba	: 25°	17°
Béjaïa	: 25°	16°
Tamanrasset:	35°	22°

www.dknews-dz.com

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT GIORGIO NAPOLITANO

Condoléances du président de la République à son homologue italien

P. 24

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Attaf participe à une réunion des MAE des 5 pays qui rejoindront le Conseil de sécurité onusien

P. 24

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Cérémonie d'ouverture de l'exercice "Chemex Afrique"

P. 24

RENTÉE UNIVERSITAIRE

Plus de 1.6 million d'étudiants ont repris les cours

Plus de 1.6 million d'étudiants ont rejoint, samedi, les bancs de l'Université, au titre de l'année universitaire 2023/2024, encadrés par près de 70.000 enseignants au niveau des différents établissements universitaires, a indiqué le directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ali Choukri. Le nombre de nouveaux bacheliers est estimé à près de 331.272 étudiants, dont 312.745 ont été orientés, alors que 293.718 étudiants ont effectué leur inscription définitive jusqu'au 30 août dernier, soit 96.68%. La nouvelle année universitaire connaît une affluence vers les spécialités scientifiques et technologiques, a-t-il ajouté, citant l'orientation de 64% des nouveaux étudiants vers ces spécialités, contre un taux de 36% pour les sciences humaines et sociales.

P. 3



HISTOIRE

Conférence à Alger sur les Constitutions de l'Etat algérien de 1963 à 2020

P. 4

OUVERTURE DE BANQUES ET SHOWROOMS
À NOUAKCHOTT ET À DAKAR

L'Algérie franchit de grands pas sur la voie de la coopération interafricaine

P. 6

MAWLID ENNABAOU

Le ministère de la Santé met en garde contre les dangers des produits pyrotechniques

P. 10

SANTÉ

DÉPRESSION

9 symptômes à ne pas ignorer

Pp 12-13

FOOTBALL

2^e TOUR PRÉLIMINAIRE
DE LA COUPE DE LA CAF

"Assurer la qualification au match retour" (Farid Zemiti)

P. 21



CINÉMA

"Desert rose", un court métrage sur le drame des essais nucléaires français en Algérie

P. 16

AFFAIRES RELIGIEUSES

Le Mawlid Ennabaoui célébré le jeudi 28 septembre 2023

P. 2

AFFAIRES RELIGIEUSES

Le Mawlid Ennabaoui célébré le jeudi 28 septembre 2023



Le Mawlid Ennabaoui sera célébré, jeudi 28 septembre 2023, a annoncé mardi le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué. "Le Mawlid Ennabaoui sera célébré le jeudi 12 rabie al awal 1445 de l'hégire correspondant au 28 septembre 2023", a précisé la même source. A cette occasion, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs présente ses vœux au peuple algérien et à tous les pays musulmans.

AGRICULTURE

Le ministère décide "l'arrêt immédiat" de l'importation de bovins en provenance de France

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a décidé l'arrêt "immédiat" de l'importation de bovins vivants en provenance de la France, comme mesure préventive suite à l'annonce officielle de l'apparition de la maladie hémorragique épidémiologique dans ce pays, a indiqué samedi un communiqué du ministère. La même source a affirmé que "cette mesure préventive d'urgence fait suite à l'apparition d'une maladie contagieuse (maladie hémorragique épidémiologique) qui affecte principalement les bovins vivants en France, et ce après l'annonce officielle de l'apparition de cette maladie par les autorités sanitaires du pays concerné".

CENTRE UNIVERSITAIRE DE TIPASA

Ouverture de cinq nouvelles spécialités

Cinq (5) nouvelles spécialités de formation universitaire ont été ouvertes au centre universitaire Morsli-Abdallah de Tipasa, au titre de la nouvelle rentrée universitaire 2023/2024, a dévoilé samedi le rectorat de cet établissement de l'enseignement supérieur. Dans son allocution d'ouverture de cette nouvelle année universitaire, le recteur M. Mohamed Younsi, a annoncé la création de cinq nouvelles spécialités au Centre universitaire Morsli-Abdallah (mis en service en 2012). La plus importante de ces spécialités, selon lui, est la médecine, avec l'ouverture d'une annexe de médecine rattachée à la Faculté de médecine de l'université d'Alger, et au niveau de laquelle 416 étudiants se sont inscrits. Les quatre autres spécialités ont été ouvertes à la Faculté des sciences et technologie et portent sur la formation d'ingénieurs d'Etat en génie civil, génie des procédés, mathématiques et sciences agricoles, a ajouté le même responsable.

AIN DEFLA

Journées théâtrales qualificatives de Miliana les 24 et 25 septembre (organisateur)

Les Journées théâtrales de qualification à la 13e édition du Festival culturel local du théâtre professionnel, prévue du 19 au 24 octobre prochains à Sidi Bel Abbès, auront lieu les 24 et 25 septembre courant au théâtre communal Mahfoudh-Touahri de la ville de Miliana (wilaya d'Ain Defla), a-t-on appris, samedi, auprès du commissariat du festival.

Ces Journées théâtrales de Miliana verront la présentation de trois pièces sur les planches du théâtre communal Mahfoudh-Touahri, a indiqué à l'APS, le commissaire du Festival culturel local du théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès, Rachid Djerrourou. Il s'agit, a-t-il ajouté, des pièces "Naker Lahssane" (L'ingrat), de Mouvement théâtral de Koléa, "Rissalat Maridh" (Message d'un malade) de l'Association "El Ichâa" de la ville de Miliana, et "Mokh Liss" (Cerveau d'un voleur) du théâtre "Noudjoum Mezghena" d'Alger.

Le jury en charge de la sélection des meilleures œuvres théâtrales se compose des artistes Addas Ismahane et Reda Takhrast, tandis qu'il est présidé par M. Dine El Henani Mohamed, également rapporteur.

IDOOM FIBRE

Algérie Télécom atteint les 900 000 clients "FTTH"



Algérie Télécom annonce, avoir atteint, ce dimanche, 900.000 clients en Fibre Optique de l'offre "Idoom Fibre", indique l'opérateur dans un communiqué.

"Algérie Télécom est ravi d'annoncer qu'elle a franchi le cap des 900 000 clients en Fibre Optique FTTH (Fiber To The Home), se rapprochant ainsi de la barre symbolique du million", précise le communiqué, tout en soulignant avoir enregistré son "900 000 ème client, ce dimanche, au niveau du village Tirmine, Boghni, wilaya de Tizi-Ouzou".

Pour marquer cet important évènement, Algérie Télécom a décidé d'honorer son 900 000 ème client "Idoom Fibre" en lui offrant "une année d'internet gratuite et illimitée avec un débit de 300 Mbps".

Algérie Télécom rappelle, à l'occasion, avoir prolongé son offre "Idoom Fibre" pour une durée supplémentaire d'un mois à compter du 14 septembre 2023.

"Cette réussite témoigne, encore une fois, selon ladite entreprise, de l'engagement continu de l'entreprise de moderniser et étendre son réseau de fibre optique à l'ensemble des citoyens algériens où qu'ils soient".

ALGER

Lancement de 53 nouvelles lignes de transport urbain et suburbain

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, jeudi, la création de 53 nouvelles lignes desservant les différentes communes de la capitale, notamment dans les nouveaux pôles urbains.

Ces nouvelles lignes seront mises en exploitation à partir du dimanche prochain, a-t-elle précisé dans un communiqué.

Concernant les horaires d'exploitation pour ce programme, les premiers départs pour le service du jour sont prévus à 05h30 du matin et les derniers à 19h30, a précisé la même source.

S'agissant du service nuit, les premiers départs sont prévus à 18h50 et les derniers à 00h50, a ajouté le communiqué, soulignant que 19 lignes seront couvertes avec 19 bus durant la nuit.

Ainsi, 535 bus seront mis en exploitation pour couvrir 182 lignes, a fait savoir l'ETUSA, tout assurant que la création de ces nouvelles lignes intervient dans le cadre de l'arrêt de l'activité transport Talaba (étudiants) et le redéploiement de ses autobus vers le transport urbain.

FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN

Le concours "Annaba Film Industry" lancé

Le Festival du Film Méditerranéen d'Annaba (AMFF) a lancé le concours "Annaba film Industry" consacré aux porteurs de projets cinématographiques des pays méditerranéens, à l'occasion de la 4e édition du Festival prévue en novembre prochain, selon le comité d'organisation.

Organisé pour la première fois, le concours "Annaba film Industry", concerne les porteurs de projets cinématographiques des pays méditerranéens, tous âges confondus.

Les lauréats seront primés en trois catégories, concours d'aide au développement de scénario court-métrage, concours d'aide à la production de court-métrage, concours d'aide à la post production d'un court-métrage.

Le concours est ouvert aux professionnels et aux amateurs, qui auront l'opportunité d'être accompagnés dans le développement de leurs courts-métrages (32 minutes).

Les candidats doivent envoyer leurs œuvres à l'adresse suivante: industry@annabafilmfestival.com, avant le 15 octobre 2023.

Deux lauréats seront retenus pour le concours d'aide au développement de scénario court-métrage et recevront 1000 euros chacun, contre un seul lauréat choisi pour le concours d'aide à la production de court-métrage (5000 euros).

Le troisième lauréat du concours d'aide à la post production d'un court-métrage sera pris en charge en partenariat avec MAD BOX.

ACCIDENT DE LA ROUTE
19 morts et 386 blessés dans le pays en 24 heures

Dix-neuf (19) personnes sont décédées et 386 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Adrar avec 3 personnes décédées et 10 autres blessées, suite à un renversement d'un véhicule sur la route de Bordj Badji Mokhtar, commune de Reggane, précise la même source.

17 morts et 434 blessés en zones urbaines en une semaine

Dix-sept (17) personnes ont trouvé la mort et 434 autres ont été blessées dans 364 accidents de la circulation en une semaine au niveau des zones urbaines, a indiqué jeudi un communiqué des services de Sécurité nationale.

Le bilan fait état d'une hausse du nombre d'accidents (+20) et de décès (+10), ainsi qu'une baisse du nombre de blessés (-12), par rapport aux chiffres enregistrés la semaine précédente, a précisé la même source.

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents (+96%), en raison notamment du non-respect du code de la route et de la distance de sécurité, de l'excès de vitesse, de la fatigue et du manque de concentration au volant, outre l'état du véhicule, selon la même source.

3 morts et 10 blessés à Reggane (Adrar)

Trois (3) personnes ont trouvé la mort et dix (10) autres ont été blessées dans un accident de la route survenu samedi dans le territoire de la daïra de Reggane (Sud d'Adrar), a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

L'accident s'est produit à une dizaine de kilomètres de Reggane sur la route menant vers la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, suite au dérapage et au renversement d'un véhicule tout terrain, causant la mort de trois passagers dont deux sur place et faisant 10 blessés à différents degrés de gravité, a-t-on précisé.

Les éléments de l'unité secondaire de la protection civile de Reggane sont aussitôt intervenus pour évacuer les corps des victimes décédées et les blessés vers l'hôpital de la même collectivité.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances de l'accident, a-t-on ajouté.

INDONÉSIE

Un séisme de magnitude 6,3 frappe l'est du pays, aucune alerte au tsunami n'est émise

Un séisme de magnitude 6,3 a ébranlé la province des Moluques, dans l'est de l'Indonésie, dans la nuit de vendredi à samedi, mais n'a pas déclenché de vagues géantes, a indiqué l'agence de météorologie, de climatologie et de géophysique du pays.

Le tremblement de terre s'est produit à 21H59 heure de Jakarta (14H59 GMT), son épicerie étant situé à 169 km au nord-ouest des îles Tanimbar et à une profondeur de 177 km sous le fond marin, a précisé l'agence. L'agence avait précédemment enregistré le tremblement de terre à une magnitude de 6,6, mais en a révisé l'intensité par la suite.

Elle a indiqué que les secousses du tremblement de terre ne risquaient pas de déclencher un tsunami.

RENTREE UNIVERSITAIRE

Plus de 1.6 million d'étudiants ont repris les cours

Plus de 1.6 million d'étudiants rejoindront, samedi, les bancs de l'Université, au titre de l'année universitaire 2023/2024, encadrés par près de 70.000 enseignants au niveau des différents établissements universitaires, a indiqué le directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ali Choukri.

Le nombre de nouveaux bacheliers est estimé à près de 331.272 étudiants, dont 312.745 ont été orientés, alors que 293.718 étudiants ont effectué leur inscription définitive jusqu'au 30 août dernier, soit 96.68%. La nouvelle année universitaire connaît une affluence vers les spécialités scientifiques et technologiques, a-t-il ajouté, citant l'orientation de 64% des nouveaux étudiants vers ces spécialités, contre un taux de 36% pour les sciences humaines et sociales.

De nouvelles spécialités adaptées au marché de l'emploi ont été créées au niveau de plusieurs établissements universitaires, via des réseaux thématiques, à savoir le dessalement de l'eau de mer et le traitement des eaux salines créées au niveau des universités de Ouargla, l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediène d'Alger (USTHB), l'Ecole nationale supérieure d'hydraulique (ENSH) et l'Ecole nationale polytechnique d'Oran dans le cadre du soutien à la sécurité hydrique.

Pour renforcer certaines spécialités, les étudiants en médecine ont bénéficié, cette année, de la création de 14 nouveaux points de



formation, sous forme d'annexes rattachées aux facultés d'origine. Ces dernières ont enregistré l'inscription de 4.000 étudiants à leur niveau, soit 27% de l'ensemble des étudiants inscrits dans cette filière.

En ce qui concerne les deux nouvelles écoles supérieures créées au niveau du pôle technologique

de Sidi Abdallah, l'Ecole nationale supérieure de la nano et nanotechnologie a enregistré l'inscription de 200 étudiants, tandis que 215 autres ont été inscrits à l'Ecole nationale supérieure de la technologie des systèmes autonomes.

L'Ecole nationale supérieure de Mathématiques a, quant à elle, accueilli 306 étudiants, tandis que

l'Ecole nationale de l'intelligence artificielle a enregistré 314 étudiants, selon le directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère.

Par ailleurs, 246 étudiants se sont inscrits en double diplôme au niveau de 6 universités pilotes pour cette année, à savoir M'sila (droit privé et informatique, ma-

nagement des affaires et anglais), Laghouat (spécialités économie numérique et mathématiques appliquées), Tlemcen (spécialités finance internationale et anglais), Oran 1 (spécialités informatique et sciences de gestion), et Annaba (automatisme et informatique).

Sur le plan organisationnel, les inscriptions universitaires de cette année ont été marquées par la consécration de la politique "zéro papier", à travers la numérisation de l'opération dans ses différentes étapes, en sus des services ayant enregistré l'adoption d'une carte intelligente "unique et unifiée" qui permet d'accéder à toutes les œuvres universitaires (transports, hébergement, restauration et bibliothèques).

Par ailleurs, le secteur de l'enseignement supérieur sera renforcé par 40.000 places pédagogiques, réalisées dans 8 wilayas pour une enveloppe de 44,75 milliards de dinars, et de 21.500 lits répartis à travers 9 wilayas pour un montant de 25,75 milliards de dinars, et ce en vue d'améliorer les capacités d'accueil des étudiants au niveau des établissements universitaires.

Baddari préside la cérémonie d'ouverture officielle de l'année universitaire 2023-2024

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé samedi à l'université du 8-Mai 1945 de Guelma, en présence des autorités de la wilaya, la cérémonie d'ouverture officielle de l'année universitaire 2023-2024.

Lors de la cérémonie, organisée dans la salle de conférences Sassi-Benhamla du pôle universitaire de 5.500 places, le ministre a animé une conférence intitulée "une université innovante au service d'une Algérie émergente", en présence des recteurs de plusieurs universités du pays.

M.Baddari a souligné, au cours de son intervention, à laquelle ont également assisté par visioconférence plusieurs autres recteurs et des walis, que "le développement de l'université pour en faire une locomotive de croissance et un moteur de l'économie nationale est au cœur des

préoccupations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a consacré 11 parmi ses 54 engagements à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique".

Le ministre a déclaré que les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique ont favorisé la "création de 117 bureaux d'études afin de générer de la richesse et fournir l'expertise par l'élaboration des études requises par l'économie nationale".

Il a ajouté que cette année a également vu le dépôt de 870 brevets par des chercheurs universitaires, au moment où 200 autres brevets sont attendus.

M.Baddari a souligné également que l'université algérienne, riche de ses étudiants, de ses professeurs et de ses chercheurs, constitue "la force tranquille de la nouvelle Algérie", ajoutant que les ins-

tutions du secteur "se concentrent actuellement sur la créativité, l'innovation et l'harmonie entre le système universitaire et le modèle socioéconomique de l'Etat algérien pour générer de la richesse".

Le ministre a également appelé les recteurs des universités à "développer des offres de formation avancée et d'assurer la concrétisation des conventions de partenariat conclus entre universités", tout en appelant les enseignants-formateurs à orienter leurs étudiants "vers des sujets novateurs afin qu'ils puissent créer des richesses".

M.Kamel Baddari a présidé, à l'occasion de sa visite dans la wilaya de Guelma, le lancement d'une plateforme numérique destinée à concrétiser la stratégie "zéro papier" à l'université du 8-Mai 1945 avant de souligner à ce propos, que le processus

de numérisation que le ministère promet à travers toutes ses institutions, "représente une rupture avec les pratiques de gestion du passé, devenues obsolètes".

Le ministre a poursuivi sa visite de travail dans la wilaya de Guelma par l'inspection, à la faculté Souidani-Boudjemaâ, du pôle d'innovation, puis par l'inauguration de l'incubateur d'entreprises et de start-ups de l'université Abdaoui-Mohamed et, enfin, par l'inspection du nouveau pôle universitaire de 6.000 places pédagogiques.

M.Baddari devait également inspecter l'Institut des télécommunications (2.000 places pédagogiques), inaugurer 2.000 autres places pédagogiques à la Faculté des sciences de la santé et une résidence universitaire de 1.000 lits avant d'inspecter le projet d'une cité universitaire de 2.000 lits.

De nouveaux recrutements pour renforcer le corps enseignant

La rentrée universitaire au titre de cette saison (2023/2024) a été maquée, au niveau des institutions universitaires du Sud du pays, par de nouveaux recrutements de titulaires de Magister et de Doctorat, toutes filières d'enseignement confondues, pour la promotion de l'enseignement et de la recherche.

Dans l'optique d'assurer plus de performance aux nouvelles recrues, des sessions de formation leur ont été organisées sur leur mission pédagogique, leurs droits, déontologie et accompagnement pédagogique et l'encadrement en langue anglaise.

A Ouargla, pas moins de 108 nouveaux enseignants, maîtres-assistants titulaires de diplômes de Magister et de Doctorat, ont signé, au titre de cette saison universitaire, leurs procès-verbaux d'installation à l'Université Kasdi-Merbah, portant, ainsi, le nombre du corps enseignants à 1.365 encadreurs, toutes filières et grades confondus.

De même, la nomenclature des spécialités a été étoffée au titre de cette saison par l'ouverture des filières de production pétrolière et gazière, électrotechnique, génie mécanique, génie civil, génie de procédés, sciences agronomes et pharmacologie, par souci d'assurer une formation qualitative à la satisfaction des inscrits et satisfaire le marché de l'emploi en compétences qualifiées.

L'Université de Ouargla accueille, au titre de cette saison, un effectif de plus de 31.000 étudiants, dont 5.283

nouveaux inscrits, répartis sur onze départements et la Faculté de médecine. Pas moins de 63 nouveaux enseignants titulaires de Doctorat et de Magister ont été recrutés à l'Université "Ahmed Draya" d'Adrar par souci de combler le déficit accusé en encadrement universitaire, a indiqué le recteur, Pr. Mohamed Amine Benamar.

Cette institution a été renforcée cette saison par l'ouverture, pour la première fois, d'une filière de médecine à la faveur de la signature d'une convention de coopération avec l'Université de Tlemcen dans le but d'épargner aux recrues de cette filière le déplacement hors-wilaya et assurer l'encadrement des structures médicales de la région.

Près de 13.828 étudiants, dont 2.170 nouveaux inscrits, encadrés de 599 enseignants, ont rejoint cette saison l'Université d'Adrar. Dans la wilaya de Laghouat, l'on relève que 7.449 nouveaux inscrits ont rejoint l'Université "Ammar Thelidji" de Laghouat, 2.267 nouveaux inscrits à l'Ecole supérieure "Taleb Abderrahmane" et 433 nouveaux bacheliers inscrits au Centre universitaire "Cherif Bouchoucha" d'Aflou, a affirmé le recteur de l'Université de Laghouat, le Pr. Djamel Benbartal.

Cette saison a été marquée à Laghouat par l'ouverture de nouvelles spécialités d'enseignement supérieur, dont la Pharmacologie (132 inscrits), Sciences vétérinaires (157), ingénieur d'Etat (132) Sciences et technologies (191), en

plus d'autres filières au centre d'Aflou, dont l'Anglais, Economie et Finance et Banques, et également deux filières, en l'occurrence Anglais et Education physique à l'Ecole "Taleb Abderrahmane" pour encadrer, en perspective, les établissements primaires. Pas moins de 212 nouveaux enseignants titulaires de Doctorat et de Magister ont été recrutés à l'Université Ammar Thelidji de Laghouat portant le nombre du corps enseignants à 1.604.

La wilaya de Tamanrasset qui accueille cette saison plus de 7.020 étudiants, dont 311 nouveaux inscrits, a connu le renforcement de corps enseignant par 44 nouvelles recrues, portant le nombre global à 314 enseignants au niveau de cinq facultés et 15 départements.

La nouvelle saison universitaire a été marquée dans la wilaya de Béchar par l'ouverture, à l'Université "Mohamed Tahri" de deux nouvelles spécialités d'enseignement liées à la sécurité des réseaux et agronomie saharienne, a fait savoir le recteur, Mohamed Medjaoud.

L'Université accueille au titre de cette saison plus de 10.000 étudiants, dont 1.930 nouveaux inscrits, encadrés de 7.000 enseignants. Cette institution d'enseignement supérieur sera renforcée, au titre de la saison 2024/2025, par l'ouverture d'une nouvelle faculté de médecine d'une capacité d'accueil de 2.000 places pédagogiques, retenue au niveau du nouveau pôle universitaire "Lahmar", a indiqué le même responsable.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER 9,5 millions de voyageurs à l'horizon 2024

Le nombre de voyageurs via l'aéroport international d'Alger "Houari-Boumediène" atteindra 9,5 millions d'ici à 2024, a annoncé samedi le directeur général (DG) de l'aéroport d'Alger, Mohamed Salah Kouache.

Dans une déclaration à l'APS en marge du vol retour sur la ligne aérienne directe Alger/Addis-Abeba (Ethiopie), M. Kouache a précisé que le nombre de voyageurs à travers l'aéroport d'Alger s'était élevé à 6,5 millions en 2022, un chiffre qui devrait atteindre 8 millions cette année, et entre 9 à 9,5 millions d'ici 2024.

Cette augmentation du nombre de voyageurs s'explique par les nouvelles lignes qui ont été ou seront ouvertes au cours de la période à venir, desservant les trois continents : l'Afrique, l'Europe et l'Amérique, ce qui permettra de transformer l'infrastructure aérienne en un hub d'où transitent les voyageurs, notamment la communauté africaine vers l'Afrique (est, ouest et sud).

Le réseau international (47 destinations) et intérieur (33 destinations) permettront, selon le même responsable, de renforcer la centralité de l'aéroport d'Alger grâce à son emplacement stratégique, en particulier avec l'ouverture des deux lignes Caracas (Venezuela) et New York (Etats-Unis), et le développement des services de l'aéroport d'Alger en général, en facilitant les démarches pour la communauté algérienne, les voyageurs et les passagers, ainsi que pour les opérateurs économiques et les touristes.

De son côté, le Directeur des ventes et du réseau d'Air Algérie, Hadj Said Nadir, a indiqué que cette stratégie, mise en œuvre par les hautes autorités du pays, avait permis une hausse de 40% du taux d'embarquement par rapport à 2019, et une augmentation du nombre de voyageurs en transit à l'aéroport d'Alger.

L'aéroport d'Alger est devenu un véritable hub pour les pèlerins en provenance d'Europe à destination des Lieux Saints, preuve en est, que 2.900 pèlerins ont été transportés, cette année, vers Djeddah en transitant par Alger, a-t-il précisé.

Et d'ajouter, parallèlement à l'ouverture de lignes directes, notamment vers l'Afrique, Air Algérie envisage d'optimiser sa rentabilité et sa compétitivité en établissant des partenariats entre des opérateurs économiques algériens et étrangers activant dans le transport de passagers, le fret, le tourisme et les voyages.

Les ventes de billets sur les deux nouvelles lignes directes Alger-Addis-Abeba et Alger-Douala débutent, samedi, en préparation de leur mise en service, portant ainsi le nombre de vols d'Air Algérie vers les destinations africaines à 23 vols par semaine.

ANEM Le retrait de la fiche d'inscription se fera prochainement sur la plateforme numérique

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a annoncé jeudi à Alger, que le retrait de la fiche d'inscription auprès de l'ANEM pour les demandeurs d'emploi se fera directement sur la plateforme numérique, dans les tout prochains mois.

Le ministre qui répondait aux questions des députés de l'APN, lors d'une séance plénière, présidée par M. Brahim Boughali, président du Conseil, le ministre a précisé que "le retrait de ce document se fait actuellement au niveau des agences locales de l'ANEM auprès du lieu de résidence du demandeur, mais sera opérable sur la plateforme numérique de l'Agence dans les tout prochains mois".

M. Bentaleb a, en outre, souligné que "l'ANEM œuvre à moderniser ses structures à travers le développement du dispositif informatique et des services d'inscription à distance, afin de permettre aux demandeurs d'emploi et aux employeurs d'accéder aux sites web de l'agence en vue de s'y inscrire, déposer des offres d'emploi ou encore consulter les offres d'emploi disponibles sur le site, outre la généralisation du système "Wassit", qui permettra aux demandeurs d'emploi et à l'ensemble des employeurs de profiter des services offerts par les structures locales d'emploi".

A ce propos, M. Bentaleb a indiqué que plus de 74.000 demandeurs d'emploi se sont inscrits via le service d'inscription à distance, ces trois derniers mois (juin, juillet, août). Le ministre a, également, ajouté que l'ANEM avait dédié une plateforme numérique spéciale à l'allocation chômage pour permettre aux jeunes demandeurs de bénéficier de cette allocation, depuis le 25 février, et suivre leurs demandes en temps réel, précisant que le nombre de bénéficiaires de cette allocation a dépassé les 2 millions en août 2023.

Concernant le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, le ministre a fait état de plus de 541.000 bénéficiaires dans des postes d'emplois permanents, dont 321.503 postes administratifs, ajoutant que cette opération restait ouverte jusqu'au 31 décembre prochain.

HISTOIRE Conférence à Alger sur les Constitutions de l'Etat algérien de 1963 à 2020

Des participants à une conférence sur les Constitutions algériennes ont mis en relief, mercredi à Alger, l'impact des développements politiques et socioéconomiques sur la promulgation et l'amendement des Constitutions qui s'accordent sur la nécessité de préserver les constantes de la Nation et les éléments de l'identité nationale.

Organisé par le Forum du Moudjahid, en collaboration avec l'Association "Mechaal Echahid et la Cour constitutionnelle, sous le titre "Lecture des Constitutions de l'Etat algérien: de la protection des symboles de la Révolution septembre 1963 à la protection de la mémoire nationale Constitution de Novembre 2020", les intervenants ont été unanimes à souligner qu'en dépit de l'existence de variantes dans les Constitutions nationales, qui subissent tout comme les Constitutions des Etats, l'impact des développements politiques et socioéconomiques, voire même internationaux, les Constitutions ont en partage, néanmoins, un dénominateur commun qui est la préservation des constantes de



la Nation et des éléments de l'identité nationale. Le membre de la Cour constitutionnelle, Mesbah Menas a relevé que la Constitution de 2020 a connu une consolidation des éléments de l'identité nationale, citant à ce

titre, le contenu singulier de son préambule qui institue la Déclaration du 1er Novembre comme document fondateur de l'Etat algérien et consacre le statut historique du Front de libération nationale (FLN), en sus d'au-

tres thèmes, à l'instar du rejet des discours de haine et de toutes les formes de discrimination, de la garantie de la sécurité juridique et démocratique et des problèmes liés à l'environnement.

A son tour, l'enseignant du droit constitutionnel, Amar Rekhila a focalisé, à travers son intervention, sur la dimension historique de la Constitution de 2020, estimant qu'elle se veut "la concrétisation de l'engagement du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en matière de préservation de la mémoire nationale, notamment dans le contexte des enjeux induits par les mutations internationales qui requièrent la valorisation de l'unité nationale".

INONDATIONS EN LYBIE

La ministre d'Etat libyenne aux affaires féminines salue la position honorable de l'Algérie

La ministre d'Etat aux Affaires féminines au Gouvernement d'Union nationale de Libye, Houria Termal, a salué mercredi "la position honorable" de l'Algérie à l'égard de la Libye, suite aux dernières inondations qui ont fait d'importantes pertes humaines et matérielles, exprimant sa volonté de bénéficier de l'expérience algérienne, notamment en matière de soutien psychologique et d'accompagnement des victimes.

Dans une déclaration à la presse au terme de sa rencontre avec la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, Mme Houria Termal, en visite de travail en Algérie, a exprimé sa gratitude et sa profonde estime pour l'Algérie, Président, peuple et Gouvernement, pour "leurs positions

honorables", leur solidarité et leur soutien à la Libye dans "ces circonstances difficiles suite aux inondations qui ont frappé l'est du pays, faisant de nombreuses victimes".

Cette visite, ajoute-t-elle, vise à échanger les expériences et connaissances, d'autant que l'Algérie s'est confrontée par le passé, à de nombreuses difficultés, ce qui lui a permis d'acquérir une grande expérience en matière de gestion des catastrophes et de soutien psychologique aux victimes.

Elle sera, également, l'occasion de renforcer le partenariat dans ce domaine à travers "un mécanisme de coopération entre les deux ministères".

La visite permettra de tirer profit de l'expérience algérienne en matière d'émancipation et d'autonomisation de la femme, a-t-il affirmé, rappelant la

convergence de vues, compte tenu de la proximité socio-culturelle entre les deux pays. Pour sa part, Mme Krikou a mis en avant l'expérience "pionnière" de l'Algérie dans ce domaine, affichant sa disposition à "renforcer la coopération" avec son homologue libyenne dans ce sens.

La coopération bilatérale englobe le partage d'expériences et d'expertises en matière de prise en charge psychologique des victimes des inondations, étant donné que l'Algérie avait créé des cellules de proximité à cet effet, a précisé Mme Krikou. La ministre libyenne et la délégation qui l'accompagne ont écouté, à l'occasion, un exposé sur la stratégie algérienne du secteur de la solidarité et les différents programmes tracés par l'Etat pour la prise en charge et la promotion de la femme.

ECOLES CORANIQUES ET DES ZAOUIAS

L'intérêt de l'Etat aux diplômés réaffirmé

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a réaffirmé, jeudi à Alger, l'intérêt accordé par l'Etat aux diplômés des écoles coraniques et des zaouïas en tant que "soutien de sécurité face aux courants étrangers à notre religion et nos valeurs".

En réponse aux questions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, M. Belmehdi a précisé que les diplômés des écoles coraniques et des zaouïas sont au centre "des principales préoccupations de l'Etat en vue de développer le système de l'enseignement coranique et de soutenir les zaouïas qui contribuent à asseoir les valeurs de la modération et du juste milieu et faire face aux courants étrangers à notre religion, nos mœurs et nos coutumes". Qualifiant les étudiants des écoles coraniques et des zaouïas de "réservoir stratégique pour l'encadrement des établissements religieux et de sou-



pape de sécurité nationale", le ministre a rappelé les mesures prises en faveur de cette catégorie dont "la valorisation du diplôme de récitation du Saint Coran et l'habilitation de certaines écoles coraniques et zaouïas à octroyer le diplôme de récitation du Coran et l'attestation du niveau ainsi que leur association à l'élaboration des programmes scolaires de différentes catégories de l'enseignement coranique".

Selon le ministre, la plupart des mosquées disposent de salles de prière pour les femmes où il y a des activités

permanentes pour l'enseignement du coran, l'alphabétisation et l'orientation religieuse.

Il a mis en avant les efforts de son département ministériel en matière de revalorisation du patrimoine islamique, citant "la réédition du premier Mus'haf en Algérie et la réindexation et la numérisation des manuscrits au service des chercheurs".

Dans une déclaration avant l'ouverture de la session, le président de l'APN, Brahim Boughali a salué le contenu du discours du pré-

sident de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de sa participation à la 78e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

Pour M. Boughali, le discours du président Tebboune "a redoré l'image de la diplomatie algérienne proactive puisée des valeurs du peuple et de sa civilisation ainsi que des idéaux et principes humanitaires fondés sur la justice, l'égalité et la dignité humaine", saluant "la vision clairvoyante et profonde sur les questions régionales et internationales dans un contexte marquée par les tensions, les conflits et le recours à la force et à la guerre pour le règlement des crises".

Le président de l'APN a affirmé que ce discours réitére "la position de l'Algérie pronant le dialogue, la coexistence pacifique, le respect mutuel, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays et la défense des causes justes des peuples colonisés, à leur tête les causes palestinienne et sahraouie".

APS

BOUMERDES

Les occupants restants des chalets relogés avant fin 2023 (Belaribi)

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a souligné, jeudi à Alger, le souci de son département ministériel à reloger le reste des occupants des logements préfabriqués (chalets) dans la wilaya de Boumerdes avant fin 2023, relevant que seulement 1273 habitations temporaires étaient programmées à être éradiquées et dont les occupants bénéficieraient de logements sociaux locaux.

S'exprimant lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), tenue sous la présidence du Président de l'APN, Brahim Boughali, le ministre a indiqué que les pouvoirs publics ont consacré, suite au séisme qui a frappé la wilaya le 21 mai 2003, des aides financières selon le degré des dégâts occasionnés au parc de logements, en sus de l'affectation de 14.917 logements préfabriqués (chalets), dont à ce jour, 13.644 unités ont été éliminées et dont les occupants ont été relogés.

Répondant à une question du député Kamel Korichi (Indépendants), M. Belaribi a fait savoir que "1.273 logements préfabriqués sont programmés à être éradiqués", relevant que le nombre de logements finis et non distribués dans le cadre de la formule Logement public local (LPL), a été estimé à 1.138 unités qui seront distribuées aux familles qui résident toujours dans les chalets, à travers différents sites dans la wilaya.

Le ministre a également abordé, à ce propos, le programme dont a bénéficié la wilaya de Boumerdes, dans le cadre du plan 2020-2023 et qui a été estimé à 38.699 unités de logement de formules différentes, dont 16.372 logements, 5.856 logements en cours de réalisation et 5.600 logements en cours de lancement, tandis que les travaux sont à l'arrêt au niveau de 1.076 logements.

Dans le cadre du programme qui a été alloué à cette wilaya, en vertu de la loi de finances 2023, 2.000 logements ont été affectés, dont 200 unités dans le cadre du Logement public local (LPL) et 1.500 subventions ont été affectées à la construction du logement rural et 200 unités pour le Logement promotionnel aidé (LPA). D'autre part, en réponse à une question du député Yakoub El Ferat (FLN), concernant les projets d'équipements publics au niveau de la nouvelle ville de Bouinan et le pôle urbain de Sefsaf à Blida, le ministre a indiqué que 10 milliards de DA ont été



affectés aux structures publiques de Bouinan et 2 milliards de DA au pôle urbain de Sefsaf. La nouvelle ville de Bouinan a bénéficié de 58 structures publiques éducatives de différents cycles, de sièges de Sécurité urbaine et de polycliniques, dont la réalisation est prise en charge par le secteur de l'habitat, a fait savoir le ministre qui a ajouté que le coût des projets d'aménagement urbain de cette ville s'élève à 41 milliards de DA (routes, eaux, électricité et aménagement extérieur...).

Quant au pôle urbain de Sefsaf, il a bénéficié de 10 structures publiques dont 4 achevées (3 groupements scolaires, 3 collèges, un lycée, un siège de sécurité urbaine et une polyclinique).

Evoquant les projets de développement programmés au niveau de la nouvelle ville de Bouinan, M. Belaribi a affirmé qu'il a été procédé à l'actualisation du schéma général de la ville à même de créer trois pôles dédiés à l'investissement, l'industrie et aux loisirs, précisant que les terrains au niveau du pôle d'investissement sont disponibles aux investisseurs intéressés au niveau

de la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

Par ailleurs, en vue d'accélérer la cadence des travaux de réalisation des logements promotionnels aidés et sociaux participatifs, le ministre de l'Habitat a fait état d'une série de mesures prises à cet effet, dont la non exigence aux promoteurs de présenter des procès-verbaux d'avancement des travaux du projet dans son ensemble et il suffit juste de produire des procès-verbaux partiels.

A une autre question du député Ahmed Beldjilali (MSP) sur les quotas des projets de logements dans la wilaya de Tiaret, le ministre a précisé que cette wilaya a bénéficié de 23.816 logements de différentes formules dans le cadre du plan triennal 2020 à août 2023, dont 13.171 logements ont été achevés.

Dans le cadre de la loi de finances de l'année en cours, 3.400 logements ont été affectés à cette wilaya, dont 300 logements publics locaux, 100 logements promotionnels aidés et 1000 aides dans le cadre de la construction individuelle dans les lotissements sociaux.

DJANET

Affluence à l'exposition-vente des fournitures scolaires

L'expo-vente des fournitures scolaires qui se tient à la maison de jeunes de Djanet connaît une grande affluence des parents d'élèves et familles venus faire leurs achats en articles scolaires à des prix compétitifs, a-t-on constaté.

Intervenant dans le cadre des préparatifs pour la rentrée scolaire 2023/2024, cette manifestation, initiée par la direction du commerce et de la promotion des exportations (DCPE) en coordination avec la wilaya de Djanet, draine, depuis le début de ce mois de septembre, un large public venu acquérir les articles scolaires et les besoins de leurs enfants pour l'année scolaire.

Approché par l'APS, le DCPE, Driss El-Houas, s'est félicité de l'organisation de cette manifestation de proximité venant en aide aux parents et familles défavorisées leur atténuant le fardeau des dépenses liées à cet événement.

De son côté, l'exposant, Kheireddine Rezeigui a fait savoir qu'il tend, au travers la mise en vente d'une panoplie d'articles, à assurer le succès de cette initiative visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens.

De nombreux visiteurs, accompagnés de leurs enfants scolarisés, se sont félicités de la mise sur pied de cette manifestation de proximité leur permettant de faire leurs achats à des prix abordables et préserver le budget familial.

ANNABA

10 projets innovants dans le domaine de l'économie bleue en compétition

La compétition du challenge national pour le meilleur projet innovant dans le domaine de l'économie bleue a été lancée mercredi à Annaba avec la participation de 10 projets innovants relatifs à l'investissement durable dans le domaine de la valorisation des richesses maritimes et la protection des côtes et le milieu marin.

La compétition organisée à l'initiative du centre de recherche en environnement d'Annaba en collaboration avec le programme économie bleue, pêche et aquaculture, dans un des hôtels du chef-lieu de wilaya vise à accompagner les porteurs de projets proposant des solutions innovantes réalisables dans les domaines d'exploitation et de valorisation des richesses maritimes, aquacoles et de protection de l'environnement marin en vue de leur permettre de les concrétiser sur le terrain, a précisé à l'APS, l'expert national spécialisée en économie bleue, Ouarda Tahraoui qui supervise la compétition.

Durant deux jours, les porteurs de ces projets dont 6 femmes bénéficieront d'une formation intensifiée dans le domaine de l'entrepreneuriat innovant en rapport direct avec l'investissement dans la pêche, l'aquaculture et la protection du milieu marin à travers des stages dans le cadre d'ateliers de travail dans les domaines de l'élaboration de projet innovant, le management des affaires, le financement, la commercialisation et la maîtrise des techniques de protection des systèmes de l'environnement et du milieu, selon la même responsable.

Elle a ajouté que les projets innovants participant à cette compétition concernent l'investissement dans les domaines en rapport avec la valorisation de l'exploitation des mollusques et la protection des systèmes environnementaux et la réhabilitation des récifs coralliens et leur exploitation avec des techniques durables, précisant que les trois lauréats du concours "meilleur projet innovant dans l'économie bleue" bénéficieront de prix et de l'accompagnement et d'appui technique pour la concrétisation de leurs projets.

Pour rappel, la manifestation a été marquée par l'inscription de 70 candidats parmi les porteurs de projets dans l'économie bleue et après évaluation effectuée par un comité spécialisé, 10 candidatures ont été retenues pour cette compétition visant à encourager les projets innovants pour la promotion de l'exploitation des ressources maritimes et aquacoles et la protection des systèmes de l'environnement maritime conformément à la stratégie nationale de l'économie bleue pour l'horizon 2030.

APS

PROJET DE LA LIGNE FERROVIAIRE BECHAR-TINDOUF
L'ANESRIF entame le processus de préparation technique

Le processus de préparation technique en prévision du lancement des travaux de réalisation du premier tronçon de 200 km du projet de la ligne ferroviaire Bechar-Tindouf pour le transport du minerai de fer de Gara Djebilet (Tindouf) vient d'être entamé sous la direction de l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), principal maître d'ouvrage, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya de Bechar.

Le processus de préparation technique pour le lancement des travaux de la première phase du chantier de concrétisation de cette future voie ferrée de 1.000 km, a été entamé récemment sur le terrain par plusieurs entreprises publiques concernées par sa réalisation, sous la supervision de l'ANESRIF, avait-on annoncé lors d'une récente visite des autorités locales in situ.

Le wali de Bechar, Mohamed Saïd Benkamoun a, à cette occasion, appelé tant le



maître d'ouvrage que les entreprises réalisatrices à accélérer le rythme d'installation des différents équipements techniques et installations nécessaires avant le lancement officiel des travaux.

Au cours de cette visite, le chef de l'exécutif local, accompagné des responsables de l'ANESRIF et des entreprises intervenant dans ce projet, a inspecté les chantiers et sites de mise en place des ateliers et autres servitudes, notamment les bases de vie prévues tout au long

du tracé de cette première phase des travaux de ce projet, retenu par les pouvoirs publics au titre de l'exploitation du gisement de fer de Gara-Djebilet, dans le cadre d'un accord de partenariat entre la Société Nationale du Fer et de l'Acier, FERAAL, et le consortium chinois (CMH).

Selon des données fournies auparavant par des responsables de l'ANESRIF, cette première section du projet sera raccordée à une vingtaine d'ouvrages d'art,

dont un pont de 9 km et une gare au chef-lieu de la commune d'Abadla (88 km au sud de Bechar).

Le réseau disposera aussi d'une bretelle de 30 km qui reliera le futur complexe sidérurgique de Bechar à la ligne ferroviaire Bechar-Oran pour permettre l'acheminement des productions de ce complexe vers le port d'Arzew (Oran), a-t-on fait savoir.

Pour un coût d'un (1) milliard de dollars US, ce complexe industriel sera lancé en travaux, avant fin 2023, comme l'avait annoncé, juin dernier, le Président-directeur-général (P-dg), du groupe minier public Manajim El Djazair (MANAL), Mohamed Sakhr Harami, lors d'une visite de travail d'une délégation de responsables et experts du secteur de l'énergie et des mines dans la wilaya.

S'agissant de son impact social, ce projet d'envergure permettra de générer un millier d'emplois directs, a souligné la même source.

OUVERTURE DE BANQUES ET SHOWROOMS À NOUAKCHOTT ET À DAKAR

L'Algérie franchit de grands pas sur la voie de la coopération interafricaine

De grands pas dans les relations bilatérales algéro-mauritaniennes et algéro-sénégalaises mais aussi dans la coopération interafricaine viennent d'être concrétisés, à la faveur de l'ouverture de showrooms permanents de produits algériens à Nouakchott et à Dakar, et l'inauguration de l'Algerian Union Bank (AUB) dans la capitale mauritanienne et de l'Algerian Bank of Senegal à Dakar, constituant les premières banques algériennes ouvertes à l'étranger.

Découlant de la vision et de la volonté stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à s'ouvrir aux pays du continent africain et à contribuer activement à leurs développement et à leurs épanouissement, ces pas, franchis pour la première fois depuis l'indépendance, traduisent également la volonté de l'Algérie de stimuler une croissance équitable et inclusive en Afrique.

Ainsi, Algerian Union Bank (AUB), inaugurée mercredi dernier dans la capitale mauritanienne, avec un capital de 50 millions de dollars, fruit d'un partenariat entre quatre banques publiques (CPA, BEA, BNA, BADR), constitue un acteur de taille pour accompagner les investisseurs et les projets dans différents secteurs, tels les services, de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme. L'institution bancaire accompagnera également le processus de promotion des échanges commerciaux entre les deux pays et les investissements directs à venir en Mauritanie.

Après cette démarche historique, il est attendu la création d'une agence de l'AUB dans une autre ville mauritanienne, Zouerate, avant la fin de l'année, comme étant un autre pas pour favoriser "une vie économique" dans la région dont l'impact positif sera ressenti non seulement sur les institutions et opérateurs économiques, mais aussi sur les populations de la région.

Des experts économiques ont affirmé que l'ouverture de deux banques algériennes et de deux expositions commerciales permanentes en Mauritanie et au Sénégal, la fin de semaine écoulée, était une étape importante dans les efforts fournis par l'Algérie pour renforcer ses relations économiques avec les pays du continent africain, une démarche à même de soutenir la présence du produit national, qui bénéficie d'avantages concurrentiels, ce qui ouvre la porte à la concrétisation d'investissements algériens dans la région.

Dans des déclarations à l'APS au lendemain de l'inauguration de l'Algerian Union Bank (AUB) à Nouakchott, de l'Algerian Bank of Senegal (ABS) à Dakar, ainsi que deux expositions permanentes dans ces pays, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, des experts en économie ont estimé que ces structures commerciales et financières pourraient constituer des plateformes pour accompagner les entreprises algériennes, en particulier les PME exportatrices, avec la possibilité d'identifier des opportunités d'investissement algérien dans ces deux pays dans plusieurs secteurs, dont l'énergie.

Dans ce cadre, le professeur d'économie, Mohamed Achour, a déclaré que les deux banques inaugurées en Mauritanie et au Sénégal, ainsi que la banque qui devrait ouvrir en France par l'intermédiaire de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), se veulent des "outils d'accompagnement, de soutien technique et de conseil aux entreprises algériennes exportatrices. Elles permettront d'identifier les opportunités d'investissement et d'accompagnement dans la concrétisation de projets d'investissement algériens dans ces pays".

L'expert estime que l'ouverture de deux banques visait "d'abord de rattraper le retard que connaît l'Algérie dans l'ouverture de son système bancaire et financier sur les pays africains et même sur l'Europe".

Situé au cœur de la capitale Nouakchott, l'AUB est le fruit d'un partenariat entre quatre banques publiques algériennes, à savoir : le Crédit populaire d'Algérie (CPA, avec 40% du capital), la Banque extérieure d'Algérie (BEA, 20%), la Banque nationale d'Algérie (BNA,

En parallèle, à Dakar, l'Algerian Bank of Senegal (ABS) a été inaugurée sur la voie du développement des investissements dans la région et du soutien des actions des institutions financières des deux pays.

L'ABS, dont le capital social est de 100 millions USD, le plus important parmi les institutions bancaires installées au Sénégal, est aussi le fruit d'un partenariat entre les mêmes 4 banques publiques algériennes, à la solidité financière et compétences avérées.

La première opération de l'ABS a été déjà réalisée avec l'acquisition de titres du trésor sénégalais, une démarche qui montre que l'Algerian Bank of Senegal était bien un partenaire de l'Etat sénégalais.

"Au-delà de l'aspect économique de ce projet pour nos deux pays, l'ABS incarnera l'esprit d'amitié de coopération et de rassemblement pour une prospérité partagée pour nos deux nations et pour l'ensemble du continent", a déclaré le ministre des Finances, Laaziz Faïd à Dakar, en marge de l'inauguration de l'ABS.

Aux côtés des banques, deux expositions permanentes de produits algériens, relevant de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), ont été ouvertes à Nouakchott et à Dakar, représentant plusieurs secteurs, à même de booster l'échange commercial entre l'Algérie et ces deux pays mais aussi avec le reste des pays africains. A travers ces espaces permanents,

des opérateurs économiques algériens (une soixantaine dans chacune des deux capitales) vont œuvrer à mettre en avant le savoir-faire algérien et les potentialités de partenariat avec les pays du continent africain.

"C'est un exploit historique", a déclaré le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, qui était en visite à Nouakchott puis à Dakar, avec le ministre des finances et une délégation d'opérateurs économiques, pour superviser l'ouverture des banques et des showrooms dans ces deux villes africaines. "L'Algérie est ainsi passée de la parole à l'acte en termes d'ouverture sur les pays africains", s'est-il réjoui. Une commission mixte, chargée d'examiner les facilitations douanières et fiscales et d'éliminer les obstacles commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie a été créée à l'occasion de cette visite.

Les opérateurs algériens saluent la démarche

Les opérateurs algériens présents dans les deux showrooms ont salué, dans des déclarations à l'APS, cette démarche inédite, assurant qu'elle allait contribuer au développement des échanges commerciaux et du partenariat avec les autres pays du continent.

"Une banque et un salon permanent donnent beaucoup d'espoir



aux opérateurs. Nos objectifs d'exportation étaient justement entravés par le manque de représentativité de nos institutions bancaires à l'étranger. Grâce à ces réalisations, les opérateurs algériens pourront conquérir de nouveaux marchés dans les pays africains", s'est réjoui Kamel Moula, président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA). Pour Ahmed Mouissi, directeur du marketing au complexe sidérurgique Algerian Qatari Steel (AQS) de la zone industrielle de Belkara à El Milia (Jijel), "un salon d'exposition permanent renforce la présence de la société sur les marchés africains notamment sénégalais, alors que les banques algériennes rassurent les pas des opérateurs". "AQS est présent sur le marché sénégalais et les banques algériennes à Dakar et à Nouak-

chott apporteront de la valeur ajoutée à nos actions", souligne-t-il. Pour Nacerdine Belhadj, représentant de la société Juktal, spécialisée dans la fabrication des emballages plastiques alimentaires et non alimentaires, l'AUB et l'ABS représentent une "sécurité" pour tout opérateur algérien désireux d'accéder aux marchés des pays africains. "Ces banques incarnent désormais, pour les opérateurs, la sécurisation de paiement et l'accompagnement dans les projets d'expansion. C'est très important pour nous", a-t-il soutenu, en avis partagé par Mohamed Alouane, chargé de développement de la filiale commerciale du groupe Gica qui a souligné qu'une banque et un salon permanent donnent une meilleure visibilité et permettent de pénétrer de nouveaux marchés des pays africains".

L'importance de la démarche soulignée

20%) et la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR, 20%) avec un capital total de 50 millions de dollars.

L'ABS dont le capital social est de 100 millions USD, est le fruit d'un partenariat entre quatre banques publiques algériennes en l'occurrence la Banque nationale d'Algérie (BNA) (40%), le Crédit populaire algérien (CPA) (20%), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) (20%) et la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR) (20%).

Après avoir souligné l'importance de la présence des deux banques à l'avenir dans les principales villes des deux pays, M. Achour a indiqué que les banques algériennes à l'étranger jouent un rôle important pour aider l'investisseur algérien à explorer et à étudier les marchés et à mettre en place des projets dans les pays africains, outre le fait qu'elles constituent un facteur de garantie et d'assurance pour les transactions bancaires des entreprises algériennes.

Intégration algérienne dans le système financier régional

De son côté, Kamel Khafach, expert économique, a souligné que l'ouverture des deux banques et des expositions permanentes à Nouakchott et Dakar vient affirmer la nature

des relations solides entre l'Algérie, le Sénégal et la Mauritanie, qui ont connu "un bond qualitatif" ces dernières années. Cette démarche intervient compte tenu de "l'importance du positionnement stratégique des deux pays et de l'ampleur de leurs marchés au sein du marché de l'Afrique de l'Ouest qui compte environ 300 millions d'habitants".

Il a expliqué qu'il s'agit d'une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Algérie pour développer les exportations hors hydrocarbures et diversifier son économie, car l'ouverture de ces espaces commerciaux permanents ainsi que des banques est susceptible de "renforcer l'orientation internationale de nombreuses petites et moyennes entreprises algériennes qui accèderont aux pays d'Afrique de l'Ouest à moyen terme dans le cadre de partenariats mutuellement bénéfiques".

Quant à l'expert économique, Mohamed Cherif Droui, il estime que l'ouverture des banques et des expositions accompagne les efforts des autorités algériennes pour soutenir les exportations hors hydrocarbures, où un objectif de 15 milliards de dollars a été fixé pour 2025, un chiffre qui peut être atteint "en identifiant des points d'ancrage sur les marchés africains dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-

CAF)".

Mettant en exergue l'importance des relations algéro-mauritaniennes, le même expert a rappelé les liens commerciaux et culturels séculaires entre les pays de la région du sud-ouest.

Il a affirmé, dans ce contexte, que l'ouverture des banques développera les échanges commerciaux avec la Mauritanie et le Sénégal, en permettant à l'exportateur algérien de travailler avec davantage de "facilité". Elle permettra aussi de développer le partenariat d'investissement, qu'il soit public ou privé, avec "l'intégration des banques algériennes dans le réseau international et, en tant que première étape, dans le réseau régional africain".

Le lancement des activités des deux banques algériennes favorisera une réelle activation des échanges commerciaux, le développement du secteur privé et une nouvelle impulsion aux investissements algériens dans ces pays, a-t-il estimé.

C'est une opportunité pour réaliser d'importants investissements algériens, "notamment par le biais du géant énergétique africain Sonatrach dans le domaine de l'exploration et de la production de pétrole, et par Sonatrach dans la production d'électricité", a ajouté M. Droui.

BANQUE D'ALGÉRIE

Adoption d'un texte réglementaire régissant les bureaux de change

Le Conseil Monétaire et Bancaire vient d'adopter un projet de règlement relatif aux conditions d'autorisation, de constitution, d'agrément et d'exercice des bureaux de change, une démarche qui vise à créer les conditions idoines à même de favoriser le déploiement d'un vaste réseau national de ces bureaux, indique un communiqué de la Banque d'Algérie. "Le Conseil Monétaire et Bancaire, lors de sa session ordinaire tenue le 21 septembre 2023, sous la présidence de M. Saleh Eddine Taleb, Gouverneur de la Banque d'Algérie, a adopté le projet de règlement relatif aux conditions d'autorisation, de constitution, d'agrément et d'exercice des bureaux de change", informe le communiqué. L'adoption de ce texte s'inscrit, selon la BA, dans le cadre d'une démarche progressive qui vise, dans une première étape, à créer les conditions idoines à même de favoriser le déploiement d'un vaste réseau national de bureaux de change, pour faciliter les opérations de change au large public". A ce titre, le champ d'activités de ces bureaux "englobera plusieurs opérations, notamment, celles portant sur le droit ou l'allocation de change au profit des résidents, pour voyages touristiques ou professionnels à l'étranger, frais d'études et de stage, etc...", précise le communiqué. Cette étape cruciale de mise en place d'un "réseau organisé et régulé" d'établissements offrant des services de change sécurisés, sera suivie par une révision du corpus régissant ces opérations de change, en adéquation avec l'évolution économique et sociale de notre pays, ajoute la Banque d'Algérie. Ce règlement "constitue le premier d'une série de textes d'application de la Loi monétaire et bancaire n° 23-09 du 21 juin 2023 et sera suivi par d'autres règlements, qui seront promulgués successivement", précise-t-on de même source.

BOURSES

Wall Street termine en baisse, la Fed fait craindre pour l'économie américaine

La Bourse de New York a terminé en baisse vendredi, incapable de se défaire de l'impression laissée par la communication de la Réserve fédérale (Fed), qui pousse une partie du marché à craindre pour l'économie américaine.

Le Dow Jones a perdu 0,31%, l'indice Nasdaq a cédé 0,09% et l'indice élargi S&P 500 a rendu 0,23%. La séance avait pourtant démarré dans le vert, sur ce qui semblait un rebond technique, stimulé par un reflux des taux obligataires, montés à des sommets. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans s'est ainsi replié à 4,43%, contre 4,49% la veille en clôture. "Au départ, les traders espéraient voir les achats reprendre", a expliqué Steve Sosnick, d'Interactive Brokers. "On aurait pu s'atten-



dre à un sursaut après deux mauvaises séances, surtout celle d'hier. Mais la dynamique s'est évanouie."

Les déclarations offensives d'une gouverneure de la Fed, Michelle Bowman,

ont enfoncé le clou déjà planté par la Fed mercredi. La responsable a dit s'attendre à une nouvelle hausse de taux dans les mois à venir. Les indicateurs du jour ont confirmé l'impression d'une

économie américaine qui refuse de plier, ce qui est de nature à pousser la Fed à rester mobilisée contre l'inflation.

Aux Etats-Unis, l'indice composite PMI (tous secteurs confondus) a ainsi fait ressortir une économie américaine en expansion (50,1 points soit au-dessus des 50 qui indiquent la stabilité), même si son rythme ralentit. "Le risque s'accroît de les voir provoquer un atterrissage forcé de l'économie", selon Steve Sosnick, ce qui rend la place new-yorkaise nerveuse.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar reste conquérant, la Fed seule jugée crédible sur une possible hausse de taux

Le dollar continuait à gagner du terrain vendredi, toujours soutenu par la communication de la Réserve fédérale américaine (Fed), dont les cambistes estiment que parmi les banques centrales ayant laissé la porte ouverte à une hausse de taux, elle est la seule crédible. Vers 20h00 GMT, le billet vert avançait de 0,13% face à la monnaie unique, à dollar pour un euro. Quant à la livre, elle a plongé à son plus bas niveau depuis près de six mois face à la devise américaine, à 1,2231 dollar. "On entre dans une séquence centrée sur la différenciation entre banques centrales" et trajectoires monétaires, a commenté Brad Bechtel, de Jefferies, qui voit cette période durer au moins un an. Après près de deux ans de resserrement généralisé, pour juguler l'inflation, "les banques centrales font des choses différentes", poursuit l'analyste. "Ca part dans tous les sens. Cela va être une période très compliquée". Beaucoup d'institutions de politique monétaire ont affirmé, ces derniers jours, ne pas écarter une nouvelle hausse de taux, y compris celles qui ont opté pour un statu quo ce mois-ci. Parmi elles, la Fed apparaît comme la seule crédible, pour beaucoup d'économistes. "Une nouvelle hausse de taux de la Fed paraît clairement possible", selon Brad Bechtel, "alors que ce sera très dur pour la BCE (Banque centrale européenne) et la Banque d'Angleterre, ne serait-ce qu'en regardant leur croissance." Une série d'indicateurs ont montré, vendredi, que l'activité avait continué à se contracter en France, Allemagne et au Royaume-Uni en septembre. Aux Etats-Unis, l'indice composite PMI (tous secteurs confondus) a, lui, fait ressortir une économie américaine en expansion (50,1 points soit au-dessus des 50 qui indiquent la stabilité), même si son rythme ralentit. Vendredi la gouverneure de la Fed Michelle Bowman a dit s'attendre à une nouvelle hausse de taux dans les mois à venir. La présidente de l'antenne de la Fed à Boston, Susan Collins, lui a fait écho en assurant qu'un nouveau resserrement (n'était) clairement pas écarté. Pour les analystes de Brown Brothers Harriman, "les données économiques américaines et la posture de la Fed devraient offrir au dollar encore plus de force".

ETATS-UNIS

Les taux devraient probablement être encore relevés cette année (Fed)

Une responsable de la banque centrale américaine (Fed) a répété vendredi que les taux devraient probablement être encore relevés cette année pour parvenir à juguler l'inflation de façon durable, et rester à un niveau élevé pendant plus longtemps que prévu. "L'inflation est encore trop élevée, et je pense qu'il sera probablement approprié que le comité augmente encore les taux et les maintienne à un niveau restrictif pendant un certain temps afin de ramener l'inflation à notre objectif de 2,0%", a déclaré Michelle Bowman, une gouverneure de la Fed, lors d'un discours devant des banquiers à Vail, dans le Colorado. Le comité de politique monétaire de la Fed, le FOMC, s'est réuni mardi et mercredi, et a annoncé un maintien des taux à leur niveau actuel, dans la fourchette de 5,25-5,50%. Ils anticipent cependant une hausse supplémentaire d'ici fin-2023, et des taux légèrement supérieurs à 5,0% en 2024, un niveau plus élevé que prévu. Car le ralentissement de l'inflation pourrait être moins rapide qu'espéré, elle devrait rester "supérieure à 2% au moins jusqu'à la fin de 2025", a souligné Michelle Bowman. Après avoir ralenti pendant un an, l'inflation a rebondi cet été aux Etats-Unis, en raison notamment de la hausse mon-

diale des prix du pétrole. "Je vois un risque persistant que les prix de l'énergie augmentent encore et annulent certains des progrès que nous avons observés en matière d'inflation ces derniers mois", a averti la gouverneure. "Compte-tenu des données en demi-teinte - des dépenses solides mais une baisse de l'inflation et des révisions à la baisse des emplois créés au cours des mois précédents - j'ai soutenu la décision du FOMC de maintenir les taux" stables, mercredi, a-t-elle précisé. Cette membre du conseil des gouverneurs de la Fed a par ailleurs évoqué la crise bancaire du printemps, qui a suivi la faillite en mars de Silicon Valley Bank (SVB), et a conduit à un resserrement des conditions de crédit. "Malgré ce durcissement des normes d'octroi de crédit bancaire, nous n'avons pas observé de signes d'une forte contraction du crédit qui ralentirait considérablement l'activité économique", a-t-elle détaillé. Depuis mars 2022, le principal taux directeur de la Fed a été relevé à 11 reprises, un rythme très rapide. L'inflation s'est établie en août à 3,7% sur un an, selon l'indice CPI. L'indice PCE, privilégié par la Fed, était de 3,3% en juillet, les données d'août seront publiées le 29 septembre.

ZONE EURO

Le recul de l'activité s'atténue en septembre (indice)

L'activité du secteur privé en zone euro a continué de se replier en septembre, à un rythme toujours élevé mais un peu moins que le mois précédent, selon l'indice PMI Flash publié vendredi par l'agence S&P Global. L'indice, calculé sur la base de sondages d'entreprises, s'est redressé à 47,1 en septembre, après 46,7 en août (chiffre révisé). Mais il reste toujours dans le rouge: un chiffre inférieur à 50 signale une contraction de l'activité, tandis qu'un chiffre au-dessus indique une croissance. Le PMI se maintient en zone de contraction

pour le quatrième mois consécutif, sur fond de faiblesse de la demande. La baisse du volume global des nouvelles affaires des entreprises privées dans la zone euro est la plus forte depuis novembre 2020, en raison d'une accélération du recul dans le secteur des services, précise le communiqué de S&P. Dans les services, la chute des nouveaux contrats est la plus brutale depuis la pandémie de Covid-19. En excluant les périodes de confinements sanitaires, elle est même la plus importante depuis mai 2013. Sur la base des indices PMI, l'in-

dice anticipe une baisse du PIB de la zone euro de 0,4% au troisième trimestre, par rapport au trimestre précédent. Le produit intérieur brut des 20 pays partageant la monnaie unique avait seulement très légèrement progressé au premier trimestre (+0,1%) et au deuxième (-0,1%). La Commission européenne anticipe un ralentissement sur la deuxième partie de l'année. Elle a récemment revu en baisse sa prévision pour l'ensemble de 2023, tablant sur une croissance du PIB de 0,8%, avant un redressement à +1,3% en 2024.

Le yen s'effondre alors que la banque centrale maintient une politique ultra-libre

Le yen a fortement chuté vendredi après que la Banque du Japon (BOJ) a maintenu ses taux d'intérêt en territoire négatif, quelques jours après que la Réserve fédérale américaine a signalé que les coûts d'emprunt américains resteraient élevés, exerçant une pression sur la monnaie japonaise et augmentant le risque d'intervention. Le yen a chuté jusqu'à 148,42 pour un dollar, s'approchant de la barre des 150 à laquelle les analystes ont déclaré qu'une intervention du gouvernement pour soutenir la monnaie était probable. Le dollar était en hausse de 0,48% à 148,28 yens. Les spéculations selon lesquelles Tokyo pourrait intervenir pour soutenir le yen ont pris de l'ampleur. Le ministre japonais des finances, Shunichi Suzuki, a déclaré vendredi qu'il n'excluait aucune option, mettant en garde contre une vente de yens qui nuirait à l'économie dépendante du commerce. La Banque du Japon a maintenu ses taux d'intérêt à -0,1% vendredi et a réitéré sa promesse de continuer à soutenir l'économie jusqu'à ce qu'elle soit certaine que l'inflation restera à l'objectif de 2%. "Nous devons encore prévoir que l'inflation atteindra de manière stable et durable notre objectif de prix", a déclaré le gouverneur de la BOJ, Kazuo Ueda, lors d'une conférence de presse. "C'est pourquoi nous devons patiemment maintenir une politique monétaire ultra-libre. Cela dit, nous modifierons bien sûr notre politique si nous prévoyons d'atteindre notre objectif", a-t-il indiqué.

JAPON

La BoJ maintient sa politique monétaire, malgré l'inflation et la faiblesse du yen

La Banque du Japon (BoJ) a maintenu vendredi sans surprise sa politique monétaire ultra-accommodante, malgré l'inflation dans le pays qui demeure largement au-delà de sa cible de 2% et la grande faiblesse du yen face au dollar. La BoJ va poursuivre ses achats obligataires illimités afin que les rendements japonais à dix ans ne dépassent pas 1%, sa nouvelle ligne rouge fixée en juillet, et a elle conservé son taux directeur négatif de court terme à -0,1%. Soulignant "un contexte d'incertitudes extrêmement élevées", entourant l'économie et les marchés financiers au Japon comme dans le reste du monde, la BoJ compte poursuivre "patiemment" son assouplissement monétaire, tout en réagissant "avec souplesse" à l'évolution de l'économie, des prix et des conditions financières, selon son communiqué.

La BoJ a aussi réaffirmé qu'elle n'hésiterait pas à prendre de nouvelles mesures d'assouplissement monétaire si nécessaire, alors que certains observateurs pensaient qu'elle cesserait dorénavant d'employer cette formulation.

Ce statu quo a immédiatement tiré le yen vers le bas face

au dollar et à l'euro: vers 03h30 GMT le billet vert valait 148,16 yens alors qu'il évoluait autour de 147,74 yens juste avant les annonces de la BoJ.

L'institution continue aussi de penser que la hausse des prix à la consommation au Japon va probablement décoller dans les mois à venir, une perspective

qui justifie pour elle le maintien de son cap ultra-accommodant. L'inflation dans l'archipel est cependant restée stable en août, à 3,1% sur un an hors produits frais comme en juillet, selon des données du gouvernement publiées plus tôt ce vendredi, alors que les économistes misaient sur un petit ralentissement.

ROYAUME UNI

L'activité britannique se contracte encore en septembre

L'activité au Royaume-Uni s'est encore contractée en septembre, au rythme le plus rapide observé depuis janvier 2021, en plein confinement, selon l'indicateur avancé PMI Flash Composite publié vendredi. L'indice Flash PMI Composite et S&P Global CIPS a reculé à 46,8 points en septembre, un plus bas depuis 32 mois, soit près de trois ans, contre 48,6 points en août. Un indicateur à plus de 50 points indique une expansion économique, et moins de 50 points une contraction. Les directeurs d'achat interrogés pour compiler cet indicateur attribuent cette activité en berne à une demande plombée par les pressions sur le budget des ménages comme des entreprises à cause de la crise du coût de la vie, de l'inflation et de taux d'intérêts en hausse. Jeudi, la Banque d'Angleterre a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 5,25%, au regard d'une inflation qui a enregistré un recul inattendu en août, à 6,7%, et de signes négatifs qui se multiplient sur l'économie britannique. Le taux de chômage progresse en effet, et le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté en juillet. L'indice PMI "décevant" pour septembre "signifie qu'une récession semble de plus en plus probable au Royaume-Uni", commente Chris Williamson, économiste de S&P Global, cité dans le communiqué. Seule consolation: les coûts de production ont connu leur plus fort repli de l'année, malgré un rebond des prix du carburant, note le communiqué.

APS

TIARET

Tabi ordonne l'exploitation des établissements pénitentiaires de milieu ouvert de Tiaret dès fin octobre

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a ordonné, lundi à Tiaret, de commencer à exploiter l'établissement pénitentiaire en milieu ouvert du chef-lieu de la wilaya, dès fin octobre prochain.

Au cours de la deuxième journée de sa visite dans la wilaya de Tiaret, le ministre a insisté auprès des responsables de la réalisation de ce projet, soit la direction des équipements publics et le dispositif judiciaire local, de veiller à la finalisation des travaux et la mise en place des équipements acquis pour pouvoir mettre en service cet établissement dans les délais impartis.

M.Tabi a souligné l'importance de cette structure, mitoyenne à l'établissement de rééducation et de réadaptation de la ville de Tiaret, notant que "tant qu'elle est prête, il faut la mettre en service".

"Nous avons besoin de cette structure pour la réinsertion des détenus, afin qu'ils puissent retrouver leur place dans la société", a-t-il souligné, ajoutant qu'il faut "élargir ce programme, qui a prouvé son efficacité, puisque les moyens le permettent".

M.Tabi a également donné des instructions pour préparer, en parallèle, les dossiers des détenus qui peuvent bénéficier de travail dans cette structure jusqu'à la fin de leurs peines.

Cette structure, qui s'étend sur une superficie de 16,5 hectares, sera en mesure d'assurer du travail dans le domaine de l'agriculture pour 200 détenus, qui seront sélectionnés parmi ceux qui n'ont que deux ans ou moins à passer en prison et qui détiennent des diplômes dans le domaine, pour bénéficier du système en milieu ouvert.

La réalisation de ce projet, qui dispose, en plus de la superficie réservée aux activités agricoles, de 12 bureaux et 20 salles de détention, ainsi que 13 salles polyvalentes, a mobilisé une enveloppe de 346,4 millions de DA.

Au siège de la Cour de Tiaret que le ministre a visitée et où il a échangé avec des employés, des juges et des avocats, le ministre a souligné l'importance de promouvoir les services fournis aux citoyens, comme l'accueil et l'orientation, en plus d'établir les jugements à distance, en l'occurrence les vieux jugements, comme un résultat inévitable de l'opération de modernisation que connaît le secteur de la justice dans le domaine de la numérisation.

M.Tabi a également visité, à cette occasion, une bâtisse au centre-ville de Tiaret, proposée pour accueillir le siège du tribunal administratif, qui sera réhabilitée pour être fonctionnelle dans quelques mois.

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux a, par ailleurs, présidé l'inauguration du nouveau siège du tribunal de Kasr Chellala, disposant de 49 bureaux, de salles d'audience, d'une salle d'archives et autres, offrant ainsi de meilleures conditions tant aux fonctionnaires et aux justiciables.

ENVIRONNEMENT

Dahleb préside l'atelier de lancement du projet de renforcement du PNC

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb a présidé, jeudi à Alger, un atelier de travail en vue de mettre en place un plan de travail concret pour renforcer le plan national d'adaptation aux changements climatiques, connu sous l'appellation de "Plan national Climat" (PNC), et examiner ses objectifs sur le moyen et long terme.

L'atelier s'est tenu au siège du ministère, en présence de la représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la représentante du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et les membres de la Commission nationale du climat ainsi que des cadres du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables.

Cet atelier organisé sous le thème "Booster le chemin du Plan national Climat en Algérie pour répondre aux besoins à court et le moyen terme et asseoir les bases d'adaptation à long terme", vise à mettre en place un plan de travail concret pour le PNC et l'étude de ses objectifs, en plus de déterminer les responsabilités des dirigeants afin d'assurer la réalisation des objectifs fixés.

Dans son allocution, Mme Dahleb a souligné le rôle de ce plan dans "la création d'une société, une économie et des systèmes environnementaux en mesure de résister aux effets négatifs du changement climatique, l'encouragement de la remise en valeur des terres dans le cadre de la politique algérienne de lutte contre la désertification, en sus de l'intégration des effets des changements climatiques dans les stratégies du secteurs, notamment pour le secteur des ressources en eau, de l'agriculture, des transports et de la santé".

À cet égard, la ministre a insisté sur l'impératif "de procéder à une évaluation globale des dangers en Algérie", relevant que les "secteurs les plus touchés par les effets négatifs des changements climatiques sont déterminés, à savoir, l'agriculture, la santé, les ressources en eau et l'infrastructure vitale".

Aussi, et pour garantir une bonne gestion de ces phénomènes, Mme Dahleb a précisé que son ministère "est en passe d'établir, avec l'aide de l'Agence de coopération pour le développement, un descriptif de projet concernant l'établissement d'un système de prévision des phénomènes climatiques extrêmes dans le but de déposer une requête de financement auprès de la Caisse des fonds vert pour le climat", un programme qui permettra aux responsables "d'adopter les bonnes décisions en cas de catastrophe naturelle", selon la ministre.

La ministre a également fait état de l'existence "d'une étude nationale sur les instabilités climatique, visant à identifier les zones les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques", précisant que "3 plans climatiques sont actuellement en cours d'établissement dans les wilayas d'El-Bayadh, de M'sila et de Sidi Bel Abbès, dans l'attente de généraliser ces études vers d'autres wilayas".

En ce qui concerne le cadre légal, il a été décidé "l'introduction des phénomènes climatiques extrêmes dans la nouvelle loi relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable, un fait, qui reflète l'engagement du Gouvernement à trouver des solutions pour une adaptation adéquate aux changements climatiques et leurs retombées", ajoute Mme Dahleb.

De son côté, la représentante résidente



matiques extrêmes dans le but de déposer une requête de financement auprès de la Caisse des fonds vert pour le climat", un programme qui permettra aux responsables "d'adopter les bonnes décisions en cas de catastrophe naturelle", selon la ministre.

La ministre a également fait état de l'existence "d'une étude nationale sur les instabilités climatique, visant à identifier les zones les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques", précisant que "3 plans climatiques sont actuellement en cours d'établissement dans les wilayas d'El-Bayadh, de M'sila et de Sidi Bel Abbès, dans l'attente de généraliser ces études vers d'autres wilayas".

En ce qui concerne le cadre légal, il a été décidé "l'introduction des phénomènes climatiques extrêmes dans la nouvelle loi relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable, un fait, qui reflète l'engagement du Gouvernement à trouver des solutions pour une adaptation adéquate aux changements climatiques et leurs retombées", ajoute Mme Dahleb.

De son côté, la représentante résidente

du Programme des Nations Unies pour le Développement, Mme Blerta Aliko a insisté sur l'impératif de "renforcer les moyens pour s'adapter plus efficacement aux changements climatiques, et afin de trouver des outils pour une lutte efficace à court et à moyen termes".

Il est, également, à noter que le Plan National Climat (PNC) s'inscrit dans le cadre de l'exécution des engagements de l'Etat, que ce soit dans le cadre de la convention des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ou de l'accord de Paris, après que l'Algérie a réussi à collecter un financement de 3 millions de dollars auprès de la Caisse des fonds vert pour le climat.

Le plan en question sera mis en oeuvre par une étroite collaboration entre le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, et le programme de développement des nations unies pour le développement, et comprendra 155 projets parmi lesquels 76 projets prévoyant la réduction des gaz à effets de serre, et 63 projets en lien avec les changements.

MAWLID ENNABAOU

Campagne de sensibilisation sur les dangers des produits pyrotechniques

Une campagne de sensibilisation sur les dangers de l'utilisation des produits pyrotechniques, à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, sera lancée vendredi prochain, indique mercredi un communiqué de la Protection civile.

La Direction générale de la Protection civile "lance une campagne de sensibilisation de proximité sur les différents risques générés par l'utilisation des produits pyrotechniques et

les bougies à partir du 22 septembre 2023", précise la même source.

Cette campagne vise à "mettre en garde contre les dangers de l'usage des produits pyrotechniques, notamment par les enfants, à travers l'organisation d'activités de sensibilisation en direction de la population scolaire, dans les mosquées, les places publiques et au niveau des lieux de vente de ces produits, en privilégiant l'utilisation des réseaux sociaux

comme support, ainsi que les différents médias".

La Protection civile rappelle, à cet égard, "la responsabilité des parents, qui doivent expliquer à leurs enfants les dangers de ces produits prohibés comme le risque d'explosion dans la main, brûlure des yeux, perte de l'audition, blessures graves, amputation, et les risques d'incendie".

Lire aussi: Le Mawlid Ennabaoui célébré le jeudi 28 septembre 2023 Elle déconseille, en

outre, de "projeter les produits pyrotechniques sur les personnes, les voitures, les stations d'essence, les habitations et les établissements hospitaliers, tout en mettant en avant les consignes de sécurité lors de la manipulation des bougies et cierges".

En cas d'accident ou d'incendie, la Protection civile invite les citoyens à appeler le numéro de secours (14) ou le numéro vert (1021), en précisant la nature du risque et l'adresse exacte.

COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER

Les camps d'été ont permis aux enfants de la communauté nationale à l'étranger de découvrir les sites touristiques du pays

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a affirmé jeudi à Alger, que les camps d'été organisés au profit des enfants de la communauté nationale à l'étranger lors de la saison estivale 2023 leur ont permis de découvrir les différents sites touristiques et historiques du pays.

Dans une allocution à l'occasion d'une rencontre d'évaluation des camps destinés aux enfants de la communauté nationale à l'étranger à laquelle a assisté, en visioconférence, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, M. Chemseddine Hafiz, le ministre a indiqué que "les enfants de la communauté nationale à l'étranger ayant participé aux camps organisés dans les wilayas de Boumerdes, Mostaganem, Chlef et Ain Timouchent, ont bénéficié d'un programme touristique, culturel et de loisirs,

qui leur a permis de passer d'agréables séjours en découvrant les différents sites touristiques et historiques dont regorge le pays".

Il s'est félicité, par la même occasion, "des conditions et des moyens matériels et humains mobilisés afin d'assurer un séjour confortable aux enfants en sus de l'ambiance fraternelle qui a régné dans ces camps", présentant, au nom des enfants de la communauté, leurs remerciements au Président Abdelmadjid Tebboune, pour l'intérêt qu'il accorde à notre communauté à l'étranger, en réservant notamment un quota en faveur de 900 enfants pour participer aux camps d'été 2023 pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie". Lors de cette rencontre, le ministre a salué "la contribution du recteur de la Grande Mosquée de Paris et des cadres de cette institution

dans la diffusion de la culture de la paix, de la tolérance, de la solidarité, le rejet de l'extrémisme et la transmission du véritable message de l'islam".

Il a également tenu à remercier "tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réussite de cette opération nationale", en citant notamment les salis des wilayas hôtes ainsi que les sociétés "Sonatrach", "Tassili Airlines" et "Mobilis", exprimant son espoir de voir de telles initiatives positives se reproduire à l'avenir au profit des enfants de ce pays.

Le ministre a exprimé le souhait de voir cette rencontre sanctionnée par des propositions visant à "renforcer le partenariat avec la Mosquée de Paris pour concrétiser d'autres opérations tout le long de l'année", et ce, dans le souci de permettre "au plus grand nombre

de jeunes de différentes catégories de bénéficier de ces opérations d'une part, et de renforcer les liens avec la mère patrie d'autre part".

M. Hammad a annoncé, par ailleurs, que "50 jeunes de la communauté nationale résidant à l'étranger devront bénéficier de la caravane de la mémoire nationale en décembre prochain". Pour sa part, le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz, a salué cette initiative qui a "permis aux enfants de la communauté algérienne établie en France de découvrir leur pays d'origine", exprimant ses remerciements et sa gratitude aux autorités algériennes pour "avoir mis en place tous les moyens matériels et humains nécessaires pour passer des vacances estivales en toute tranquillité".

BÉNIN

34 morts dans l'incendie d'un dépôt de carburant (nouveau bilan)

Au moins 34 personnes ont été tuées samedi dans l'incendie d'un dépôt de carburant dans le sud du Bénin près de la frontière avec le Nigeria, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Alassane Seidou dans un nouveau bilan.

"Ce matin un incendie grave est survenu dans la ville de Seme Podji. Nous avons malheureusement enregistré 34 morts dont deux bébés", a-t-il dit à des journalistes, précisant que "la cause de l'incendie c'est le carburant de la contrebande". Vingt personnes ont en outre été blessées, certaines grièvement, et admises à l'hôpital, a-t-il précisé.



GHANA

Neuf morts suite à une attaque armée d'un convoi d'autocars

Au moins neuf personnes ont été tuées par balles et plusieurs autres blessées par un groupe d'inconnus armés ayant attaqué un convoi d'autocars dans la région du Haut Ghana oriental, ont indiqué jeudi en fin de journée les autorités locales. Les victimes

ont été attaquées alors qu'elles se rendaient de Bawku, une communauté urbaine troublée de cette région, vers un grand marché au Burkina Faso voisin, a rapporté l'agence Chine Nouvelle citant le chef exécutif du district de Pusiga, Zubeiru Abdulai. "Les

commerçants se trouvaient dans un convoi escorté par la police en raison d'attaques armées à Bawku et ses environs quand des inconnus armés ont soudainement tiré à bout portant sur les autocars dans les environs de Pusiga, faisant neuf morts et plu-

sieurs blessés", a précisé M. Abdulai. Il a ajouté que les services de sécurité avaient rapidement réagi et lancé des recherches pour retrouver les assaillants tout en renforçant la sécurité. Aucun groupe n'a encore revendiqué l'attaque, selon la même source.

ETATS UNIS

Deux morts dans un accident d'autocar dans l'Etat de New York

Au moins deux adultes ont été tués et des dizaines d'adolescents blessés après qu'un autocar se soit renversé jeudi après-midi sur une autoroute du comté d'Orange, dans l'Etat américain de New York, ont annoncé les autorités. Un porte-parole de la police de cet Etat a confirmé que deux femmes adultes à bord du véhicule étaient décédées et qu'au

moins cinq enfants se trouvaient dans un état critique. Selon les autorités, l'autocar, qui transportait les membres d'un groupe de musique d'une école secondaire de Long Island, se rendait à un camp de musique en Pennsylvanie lorsque l'accident s'est produit. Des images aériennes ont montré l'autocar couché sur le flanc, au milieu d'arbres et de

broussailles, en bas d'un talus. Des secouristes ont été vus sur les lieux de l'accident et un hélicoptère médical était stationné sur l'autoroute à proximité. Il semble qu'un pneu avant défectueux ait contribué à l'accident", a déclaré la gouverneure de l'Etat de New York, Kathy Hochul, lors d'une conférence de presse. Une enquête est en cours.

ITALIE

Deux morts et 700 touristes évacués d'un hôtel dans des incendies en Sicile

Deux personnes sont décédées vendredi à la suite d'incendies de forêt dans le nord de la Sicile, où un hôtel hébergeant 700 touristes a en outre été évacué durant quelques heures, ont indiqué des responsables de protection civile et des médias.

Une femme de 42 ans est morte après avoir tenté de sauver ses chevaux à Cefalù, à l'est de Palerme, a annoncé vendredi soir la protection civile italienne. Elle était accompagnée de son père et de ses frères, mais a été éliminée désorientée par la chaleur et la fumée, avant de glisser dans un ravin. Un homme de 68 ans est également décédé

après avoir fui sa maison en flammes près de Balestrate, à l'ouest de Palerme, a indiqué samedi l'agence de presse italienne Ansa. Environ 700 clients de l'hôtel Costa Verde, près de Cefalù, ont été évacués vers une salle de sport locale vendredi en fin de journée, mais ils ont pu regagner leur hébergement vers 2 heures du matin samedi une fois le danger des incendies écarté, a aussi précisé l'agence Ansa. Des pluies sont prévues à partir de samedi pour plusieurs jours, de quoi aider le travail des pompiers très actifs dans la nuit de vendredi à samedi dans tout le nord de la Sicile.

SUÈDE

Une autoroute s'effondre sur une centaine de mètres

Une autoroute s'est effondrée samedi sur une centaine de mètres près de Göteborg dans le sud-ouest de la Suède, renversant des véhicules et faisant trois blessés légers, ont indiqué les secours et la police. "Le glissement de terrain s'est produit sur une zone d'environ 100 mètres par 150 mètres, touchant une dizaine de véhicules, une zone forestière et une zone commerciale comprenant une station-service et un restaurant rapide", a indiqué Daniel Lyckelid, un responsable des services d'urgence de la ré-

gion de Göteborg dans un communiqué. Trois personnes ont été transportées à l'hôpital pour "des blessures légères" suite à l'effondrement, a dit de son côté un porte-parole de la police, August Brandt. Une large brèche court sur une centaine de mètres, avec plusieurs camions endommagés et inclinés tandis qu'un bus a pratiquement disparu dans un trou, selon les images des médias locaux. D'importantes fissures lézardent le parking d'une station-service et du restaurant rapide tandis qu'une partie d'une zone boisée s'est

fortement affaissée. "Plusieurs personnes ont été aidées à sortir de leurs véhicules dans la zone du glissement de terrain avec l'aide des pompiers et des hélicoptères", ajoutent les services d'urgence. Le glissement de terrain s'est produit peu avant 02h00 du matin dans cette zone touchée par d'importantes pluies ces derniers jours mais les autorités n'étaient pas en mesure d'expliquer ce qui s'est passé dans l'immédiat. Le risque d'autres glissements de terrain ne peut être exclu à ce stade, selon les secours.

GOLFE DE GUINÉE

2,4 tonnes de cocaïne saisies sur un bateau de pêche

Plus de 2,4 tonnes de cocaïne ont été saisies jeudi dans l'ouest du golfe de Guinée, sur un bateau de pêche sans pavillon parti du Brésil, a annoncé vendredi la préfecture maritime de l'Atlantique. "Au total, 2.435 kilogrammes de cocaïne ont été découverts à bord, puis transbordés sur la frégate de surveillance Ventose pour y être détruits. Le bateau de pêche de 20 mètres de long avait quitté les côtes brésiliennes quelques jours auparavant", détaille la préfecture maritime française, dans un communiqué.

"La route maritime empruntée pouvait présager de l'arrivée de la cocaïne en Europe", ajoute-t-elle. Cette opération "de vaste ampleur", intervenue jeudi à l'aube en haute mer, a été lancée sur la base d'une enquête de la police fédérale brésilienne en coopération avec des services d'enquête britanniques (NCA) et américains (DEA).

VENEZUELA

11.000 membres des forces de l'ordre déployés pour une opération contre des gangs en prison

Plus de 11.000 membres des forces de sécurité vénézuéliennes ont été déployés mercredi matin dans le cadre d'une opération visant à "démanteler" les gangs qui opèrent depuis l'une des plus violentes prisons du pays, a annoncé le gouvernement dans un communiqué.

"L'opération de libération (baptisée) +Cacique Guacaipuro+ (chef indien historique) est en cours depuis les premières heures (...) pour démanteler et mettre fin aux bandes du crime organisé et autres réseaux criminels qui opèrent depuis le centre pénitentiaire de Tocoron", dans l'Aragua (centre-nord), indique le communiqué diffusé par le ministre de l'Information. "Plus de 11.000 soldats ont été déployés, prêts à restaurer et à rendre sa dignité au système pénitentiaire national",

ajoute le communiqué. Le gang du Tren de Aragua, qui a étendu ses tentacules dans tout le Venezuela et plusieurs pays d'Amérique latine, opère depuis la prison Tocoron. Le Tren de Aragua, qui tient son nom de la région, est apparu en 2014, opérant dans des activités mafieuses "classiques" : enlèvements, braquages, drogue, extorsion. Il a étendu son emprise à d'autres activités, certaines même légales, mais aussi à l'orpaillage et l'exploitation minière illégale dans un pays qui dispose de gisements d'or parmi les plus importants du monde. Selon les médias, le chef de la prison et chef du Tren de Aragua est Hector Guerrero Flores dit "Nino guerrero" (enfant guerrier). Il a été condamné à 17 ans de prison pour des homicides et trafic de drogue notamment.

GRÈCE

Opération de sauvetage de 90 migrants au large de la côte sud-ouest

Une opération a été lancée mercredi pour secourir 90 migrants à bord d'un bateau en difficulté au large de la côte sud-ouest de la Grèce, ont annoncé les autorités.

Les garde-côtes ont déclaré que le bateau qui transportait environ 90 personnes, avait été repéré à environ 40 milles marins (74 kilomètres) à l'ouest de la petite ville de Pyllos.

Six des personnes à bord ont été récupérées par un autre bateau naviguant dans la région et transportées à Pyllos, où une femme a été transférée dans un hôpital de la ville méridionale de Kalamata. Vingt-cinq autres personnes ont été récupérées par un navire-citerne de passage et ont été transportées vers Kalamata, tandis que les passagers restants ont été transférés vers un autre cargo de passage, ont indiqué les garde-côtes. Un canot de sauvetage de la Garde côtière était sur place et un autre en route. Aucun passager disparu n'a été signalé.

La Grèce se trouve le long d'une route utilisée par les passeurs pour transporter vers l'Europe des personnes fuyant les conflits et la pauvreté.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Evacuations d'habitants après des inondations

Les secours néo-zélandais ont ordonné l'évacuation d'une centaine de personnes de la ville touristique de Queenstown où l'état d'urgence a été déclaré après des inondations sur l'île du Sud causées par de fortes précipitations, ont annoncé, vendredi, les autorités. L'équivalent d'un mois de pluie est tombé pendant une nuit sur Queenstown, qui a enregistré ses plus fortes précipitations en 24 heures depuis plus de deux décennies", ont indiqué les météorologues.

Des inondations et des débris ont balayé des parties du centre de Queenstown, et des habitants ont dû fuir leur domicile, selon les autorités. Plusieurs écoles ont été fermées. L'état d'urgence a été déclaré pendant sept jours à Queenstown, ainsi que dans le district de Southland sur l'île du Sud en Nouvelle-Zélande. Des inondations généralisées ont également endommagé les routes de la région. Aucune victime n'a été signalée.

ROYAUME-UNI

Les vagues de chaleur ont tué plus de 4 500 personnes en 2022 (étude)

Une étude de l'Office britannique des statistiques nationales (ONS) a révélé, vendredi, que 4 507 personnes sont mortes à cause de la chaleur en 2022.

Le nombre de décès liés à la chaleur a plus que doublé en 32 ans, selon l'analyse.

Durant les jours les plus chauds de 2022, lorsque les thermomètres du pays indiquaient que les 40 degrés étaient dépassés, 4 507 personnes sont mortes à cause de la chaleur, indique la même source qui précise qu'il s'agit du "chiffre le plus élevé jamais enregistré".

Il a été rapporté que le risque de décès le plus élevé a été observé dans la capitale Londres, où les températures dépassaient les 29 degrés. Dans une étude publiée l'année dernière par un groupe d'experts internationaux en santé publique, il a été noté que 61 672 personnes sont mortes de causes liées à la chaleur en Europe entre le 30 mai et le 4 septembre 2022, le plus grand nombre de décès ayant été observé en Italie, en Grèce, en Espagne et au Portugal. Dans la déclaration faite par l'Agence météorologique britannique (Met Office) du 19 juillet 2022, il a été indiqué que la température de l'air dans le pays a atteint 40,2 degrés, et qu'il s'agissait de "la température la plus élevée mesurée jusqu'à présent dans l'histoire de l'Angleterre".

TOUGGOURT

Caravane médicale au profit des habitants des zones enclavées (association)

Pas moins de 271 consultations médicales gratuites ont été effectuées au profit de malades de la localité de Ghamra, Nord de la wilaya de Tougourt, dans le cadre d'une caravane médicale initiée par l'association humanitaire "Nejda" pour la prise en charge des malades des zones enclavées et déshéritées, ont indiqué samedi des organisateurs.

Encadrée d'un staff médical pluridisciplinaire et paramédical, composé de praticiens spécialistes et généralistes, psychologues, infirmiers et pharmaciens, cette action de solidarité qu'a abritée le collège "Chahid Bouhafis H'mida" de cette localité, a permis d'offrir 168 consultations générales, 18 autres spécialisées en gynécologie-obstétrique, et pas moins de 36 autres au profit des malades chroniques.

De même, 40 consultations en pédiatrie, 9 autres en psychologie et orthophonie notamment ont été prodiguées au profit des malades de la région, en plus de la remise des médicaments gratuits au profit des malades défavorisés.

Cette caravane qui s'est déroulée dans de bonnes conditions à la faveur de la mobilisation des moyens et équipements nécessaires tend à assister les catégories défavorisées, en les accompagnant et en prenant en charge les malades chroniques.

Le programme de l'association "Nejda" prévoit également en plus des opérations médicochirurgicales, des conférences et journées de formation en direction des praticiens locaux et l'initiation des campagnes de don et de collecte de sang.

INFRASTRUCTURES HOSPITALIÈRES

L'opération de réalisation et d'aménagement de certains établissements hospitaliers confiée au secteur de l'habitat

Dans le cadre de la coopération intersectorielle, des opérations liées à la réalisation et à l'aménagement de certains établissements hospitaliers ont été confiées au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, étant le secteur le plus qualifié en la matière, a annoncé le ministère de la Santé dans un communiqué rendu public mercredi.

"Dans le cadre de la coopération intersectorielle, l'opération liée à la réalisation d'établissements hospitaliers (60 lits, 120 lits, 240 lits, 400 lits et polycliniques) a été confiée au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, au vu de son expertise dans la concrétisation de ces projets selon les normes internationales et dans les délais fixés", précise le communiqué.

Le ministère de la Santé a, également, mis en avant la coordination avec le ministère de l'Habitat pour "fournir toutes les données concernant les exigences et les normes de travail dans le domaine de la santé qui doivent être garanties dans chaque structure médicale", sachant que l'opération de transfert de ces projets se trouve actuellement dans "sa phase finale".

Après avoir souligné qu'il "était nécessaire de procéder au transfert de la réalisation et de l'aménagement de ces structures sanitaires au secteur spécialisé, à savoir celui du bâtiment et de l'habitat, étant le plus qualifié en la matière", le ministère de la Santé a indiqué que "sa noble mission consiste à prendre en charge le patient, mobiliser tous les efforts à son service et satisfaire ses besoins".

ORAN

Le salon Pharmex 2023 en octobre

Plus d'une centaine d'exposants prendront part à la 7ème édition du salon professionnel de la pharmacie, de la parapharmacie (Pharmex 2023), qui sera organisé du 19 au 21 octobre prochain au Centre des conventions d'Oran Mohamed Benahmed", a-t-on appris, lundi, auprès des organisateurs.

Le salon, organisé sous le thème "Le Merchandising, la Fiscalité et la Gestion de l'officine" est l'un des événements les plus attendus dans le domaine de la santé et du bien-être, accueillera des participants des différentes régions du pays pour explorer les dernières tendances, innovations et opportunités dans

l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique, a fait savoir l'Agence organisatrice "Pharmex Communication" dans un communiqué. Cet événement s'avère être une plateforme inestimable pour les pharmaciens, les professionnels de la santé, les fournisseurs de produits pharmaceutiques et de parapharmacie, ainsi que pour toute personne intéressée par les développements de ce secteur dynamique, a-t-on ajouté.

Plus de 100 exposants présenteront leurs derniers produits et services, des médicaments aux dispositifs médicaux, en passant par les produits de beauté et de bien-être, notamment des opérateurs dans le domaine pharmaceutique, dont des laboratoires, distributeurs, parapharmacies et phytothérapies, dispositifs médicaux, services (logiciels, édition, référentiel des médicaments).

Outre ces opérateurs, Pharmex réunira également d'autres acteurs des domaines de la santé et de la pharmacie tels que les Enseignants, les chercheurs, les résidents et étudiants en pharmacie, ainsi que des institutions publiques à l'image de la direction de la Santé, CNAS, entre autres).

Un riche programme de conférences et d'ateliers a été concocté, où des experts animeront des sessions sur les tendances actuelles, les nouvelles réglementations et les avancées technologiques dans le secteur pharmaceutique, dans des thèmes comme "l'innovation dans l'industrie pharmaceutique Algérienne", et "La rentabilité linéaire: un objectif de développement du chiffre d'affaire de l'officine", entre autres.

Un espace de réseautage sera aussi mis en place, où les participants auront l'occasion de rencontrer des professionnels de l'industrie, d'échanger des idées et de développer des partenariats stratégiques, a-t-on indiqué.

APS

78^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le président de la République appelle la communauté internationale à élaborer une convention sur la stratégie de lutte antiépidémique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé mercredi à New York (Etats Unis) la communauté internationale à élaborer une nouvelle convention sur la stratégie antiépidémique, avec la participation de tous les pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a indiqué le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi.

"J'ai été honoré aujourd'hui de prononcer l'allocution du président de la République au forum sur la stratégie de lutte contre les épidémies, organisé en marge des travaux de la 78^e Assemblée générale de l'Onu, a déclaré M. Saihi à la presse, affirmant que "le président de la République a appelé la communauté internationale à élaborer une convention sur la stratégie à adopter en matière de lutte contre les épidémies et leurs conséquences". "L'initiative proposée par le président de la République se fera avec la participation de tous les Etats membres de l'OMS", a-t-il ajouté.

M. Saihi a mis en avant l'importance de "l'adhésion de la communauté internationale à la proposition formulée par l'Algérie pour une prise en charge effi-



cace des épidémies et des problèmes qui en découlent", d'autant que "le monde avait connu récemment la pandémie du nouveau coronavirus".

MAWLID ENNABAOU

Le ministère de la Santé met en garde contre les dangers des produits pyrotechniques

Le ministère de la Santé a mis en garde, jeudi dans un communiqué, contre les dangers que présente l'utilisation des produits pyrotechniques durant la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, invitant les parents à protéger et sensibiliser leurs enfants contre ces pratiques. Le ministère a rappelé, à cet effet, que les produits pyrotechniques, tels que les pétards, les feux d'artifices et les fusées, représentent un "danger réel et peuvent provoquer de graves accidents".

Les produits pyrotechniques "sont responsables d'incendies et de pollution

sonore causée par la déflagration des pétards", ajoute-t-il, mettant en garde contre "l'impact de leurs bruits forts et répétés sur le bien-être physique, particulièrement les personnes âgées, les malades, les femmes enceintes et les enfants". Ces produits peuvent également causer des brûlures graves, voire irréversibles, relève la même source, ajoutant que la puissance de certaines déflagrations endommage les oreilles et peut entraîner la détérioration de l'ouïe, tandis que l'explosion d'un pétard dans la main d'un individu peut provoquer la perte de quelques doigts.

La même source relève que "la projection d'un pétard dans les yeux provoque des traumatismes oculaires avec des blessures sérieuses entraînant des complications et des séquelles graves comme la cécité", faisant observer qu'un pétard n'est pas jouet et qu'une bougie allumée peut provoquer un incendie".

Les enfants et les adolescents sont les plus touchés par ce type d'accidents et les plus vulnérables, indique le ministère, invitant les parents à faire attention et à protéger leur progéniture des dangers des produits pyrotechniques.

PRISE EN CHARGE DE L'ALZHEIMER

Ouvrir des unités de soins au sein des grands hôpitaux (cheffe de service)

La cheffe de service de neurologie à l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) de Blida, Pr Souhila Amalou, a souligné, mardi à Alger, la nécessité d'ouvrir des unités d'hospitalisation au sein des grands établissements hospitaliers afin d'optimiser la prise en charge des personnes atteintes d'Alzheimer.

Lors d'une journée de sensibilisation à la maladie d'Alzheimer, Pr Amalou a jugé impératif d'ouvrir des unités de soins dans les grands établissements hospitaliers afin d'optimiser la prise en charge des personnes atteintes de cette maladie et atténuer, sur les plans socioéconomique et psychologique, la charge sur les familles dont les membres

en souffrent. Pour ce faire, il faudra sensibiliser davantage à la maladie d'Alzheimer, dans le but d'effectuer un diagnostic précoce avant que les cas n'évoluent vers une dépendance du patient due à des pannes mnésiques, a-t-elle souligné.

Selon les chiffres, beaucoup de patients se dirigent vers le médecin 24 mois après avoir été atteints, et quelque 50% sont diagnostiqués précocement, tandis que d'autres patients se perdent entre les différentes spécialités, ne sachant pas à quel saint se vouer. Plus explicitement, Pr Amalou a fait savoir que cette maladie touche 6% des personnes âgées de 65 ans et plus, en ce sens qu'elle est liée au facteur du vieillissement,

outre les facteurs de diabète, l'hypertension artérielle et le cholestérol, sans exclure le facteur génétique qui représente un pourcentage très faible.

Connue sous l'appellation de "perte de mémoire", cette pathologie est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes, a-t-elle indiqué, citant, dans le détail, les signes et symptômes de la maladie d'Alzheimer, notamment les troubles cognitifs, suivis de troubles comportementaux qui constituent des signes précurseurs avérés. Pour freiner, autant que faire se peut, l'évolution de la maladie, le spécialiste a recommandé de "prendre régulièrement les médicaments prescrits et de s'occuper par des activités de

jardinage, la lecture et la pratique sportive". De son côté, la présidente de l'Association nationale Alzheimer, Parkinson et maladies assimilées (Matensanich), Mme Dalila Abdelli, a déploré le manque d'informations, mais aussi de sensibilisation et de couverture médiatiques sur la maladie, ou encore le manque d'assistance aux familles dont les membres souffrent de cette maladie. Les activités menées par l'Association sont "infimes" par rapport aux besoins exprimés, a-t-elle martelé, proposant ainsi la création de clubs pour les malades et leurs familles, l'élargissement du cercle de soins à domicile et l'offre d'équipements médicaux aux malades nécessitant.

EST DE LA RD CONGO

La vie de millions de personnes menacée (OMS)

La crise dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) dévaste la vie de millions de personnes, et met le système de santé au bord du gouffre, a alerté vendredi l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

L'Agence sanitaire mondiale de l'ONU s'inquiète de la hausse de la violence due aux conflits armés et aux affrontements intercommunautaires, avec des villages entiers réduits en cendres, mais aussi des déplacements forcés, laissant des millions de personnes dans des conditions précaires, sans abri, sans nourriture et sans moyens de survie.

Des inondations et des glissements de terrain dévastateurs entravent encore davantage l'acheminement de l'aide.

"Tous ces facteurs augmentent le risque d'épidémies mortelles de rougeole, de choléra, de malaria, de Covid-19, de polio, de méningite, de varicelle et de peste", a détaillé le Représentant de l'OMS, Boureima Hama Sambo.

Depuis le début de 2023 et jusqu'au 10 septembre, l'OMS a ainsi recensé plus de 29.000 cas suspects de choléra dans les six provinces de l'est de la RDC, dont 121 décès, contre un peu plus de 5.000 l'année dernière pour la même période.



Depuis le début de l'année et au 10 septembre, près de 126.000 cas de rougeole ont été signalés dans les six provinces de l'Est, avec 2.169 décès, contre 15.000 l'année dernière et 166 décès à la même période.

Face à cette situation, l'OMS a récemment achevé une campagne de vaccination dans la province d'Ituri, qui a touché plus d'un million d'enfants de moins de cinq

ans, soit une couverture vaccinale de 88%. D'autres campagnes de vaccination suivront dans d'autres provinces, notamment au Kasai et à Mai-Ndombe.

Ces défis sanitaires interviennent dans des zones impactées par la violence, qui entrave la fourniture de services de santé sur le terrain.

Les installations sanitaires sont incendiées, les travailleurs de la santé sont tués et

font face à des menaces physiques et psychologiques constantes, les fournitures sont pillées.

Alors que la situation se détériore et quelque 6,3 millions de personnes ont été déplacées au cours des 18 derniers mois dans l'est de la RDC, dont un million ont été forcées de fuir au cours des six derniers mois, 7,4 millions de personnes ont besoin d'une aide sanitaire en RDC.

UNICEF

14 millions d'enfants soudanais ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a déclaré vendredi que 14 millions d'enfants soudanais ont besoin d'une "aide humanitaire urgente" dans un contexte de combats continus dans le pays.

"A l'occasion de la Journée internationale de la paix correspondant au 21 septembre de chaque année, nous appelons à la fin immédiate des combats au Soudan et au respect et à la protection des droits de chaque enfant", a indiqué un communiqué du bureau de l'UNI-

CEF au Soudan. L'organisation internationale a ajouté que "14 millions d'enfants au Soudan ont besoin d'une aide humanitaire urgente", mettant en avant la nécessité de "prendre des mesures urgentes et immédiates pour sauver des vies et permettre aux enfants de s'épanouir". Le 18 août, l'UNICEF a déclaré avoir un besoin urgent de 400 millions de dollars pour venir en aide à 9 millions d'enfants au Soudan, tandis que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a si-

gnalé au début du même mois que plus de 20 millions de personnes souffrent de diabète, avertissant que le pays connaît une insécurité alimentaire aiguë. Depuis la mi-avril, l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide sont engagées dans des affrontements qu'une série de trêves n'a pas pu arrêter, faisant plus de 3 000 morts, pour la plupart des civils, ainsi que plus de 5 millions de déplacés et réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, selon les Nations unies.

LIBYE

L'OMS affirme qu'aucune épidémie n'a été détectée en Libye suite aux inondations

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a affirmé vendredi qu'aucune épidémie n'avait été détectée en Libye après les inondations catastrophiques dues au passage de la tempête Daniel.

Le représentant de l'organisation en Libye, Ahmed Zuwaiten, s'est dit "profondément affecté" par la scène laissée par les inondations catastrophiques, notamment dans la ville de Derna, où

"des milliers de personnes ont perdu leurs proches et leurs maisons".

"Il est impossible de décrire l'étendue du traumatisme psychologique que subissent les gens à la suite des inondations catastrophiques", a-t-il dit, avant d'ajouter que l'OMS "a distribué des médicaments d'urgence, notamment des traitements contre le choléra, et travaille avec les autorités locales pour garantir l'accès

aux services de santé, et nous utiliserons des cliniques mobiles dans certaines zones difficiles d'accès".

Zouiten a indiqué que "les préparatifs et les inspections se poursuivent contre l'apparition d'une éventuelle épidémie", précisant toutefois qu'à l'heure actuelle, "aucune épidémie n'a été détectée en Libye après les inondations catastrophiques".

"Des centaines de cas de

diarrhée ont été signalés à Derna, mais il ne s'agit pas d'une situation inhabituelle pour une grande ville", selon lui.

Le 10 septembre, la tempête méditerranéenne Daniel a causé les pires inondations que la Libye ait connues depuis des décennies.

Les crues ont fait des milliers de morts et ont causé de graves dommages aux infrastructures dans l'est du pays.

IRAN

Trois morts et des centaines d'hospitalisations dans des tempêtes de poussière

Au moins trois personnes sont mortes et des centaines ont reçu des soins au Sistan-Balouchistan, une province du sud-est de l'Iran balayée par des tempêtes de poussière, a rapporté vendredi un média local.

Les victimes ont été recensées ces trois derniers jours et le centre météorologique de la province a prévu que les vents violents et les tempêtes de poussière allaient continuer à frapper cette région ces prochains jours.

1.346 personnes des villes de Zabul, Zahak, Hamun, Hirmand et Nimruz sont venues chercher une aide médicale auprès

d'hôpitaux et de centres médicaux", a indiqué le chef de la cellule de crise de la province, Majid Mohebi, cité par l'agence officielle Irna.

La plupart des patients souffraient de problèmes de respiration, de cœur, et d'yeux, a-t-il ajouté, précisant que "trois personnes sont mortes dans des accidents (de la route) causés par un manque de visibilité".

Le sud-est de l'Iran connaît de plus en plus de tempêtes de ce genre, alors que les rares zones humides s'assèchent à un rythme alarmant. Ce dossier a provoqué

au printemps des tensions diplomatiques avec l'Afghanistan voisin, accusé par Téhéran de réduire considérablement le volume d'eau de la rivière Helmand qui coule dans les deux pays.

L'Iran, qui compte plus de 85 millions d'habitants, est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique.

La province du Sistan-Balouchistan fait partie des régions qui souffrent le plus de la chaleur, avec un millier de personnes hospitalisées cet été en raison de problèmes liés à la hausse des températures et à des nuages de poussière, selon Irna.

GLYPHOSATE

Berlin plaide pour une interdiction dans l'UE

L'Allemagne souhaite l'abandon du glyphosate dans l'UE et met en garde contre le risque d'une réglementation hétérogène après la proposition cette semaine de la Commission européenne de reconduire pour dix ans l'autorisation de cet herbicide.

"Dans le contexte des menaces sur la biodiversité, le gouvernement allemand a plaidé pour une sortie européenne du glyphosate et a mis en garde contre des niveaux de protection hétérogènes dans l'UE", a communiqué vendredi soir le ministère de l'Agriculture à l'issue d'une réunion entre représentants des 27 Etats membres pour examiner la proposition de l'exécutif européen.

La Commission européenne a proposé mercredi de renouveler pour dix ans l'autorisation du glyphosate dans l'UE, sous conditions, après le rapport d'un régulateur estimant que le niveau de risque ne justifiait pas d'interdire cet herbicide controversé.

Les Etats membres devront se prononcer à la majorité qualifiée lors d'un vote le 13 octobre.

Pour l'Allemagne, l'autorisation du glyphosate doit prendre fin "tant que des dommages à la biodiversité, base d'une agriculture durable, ne peuvent être exclus".

Par ailleurs, souligne Berlin, la proposition de la Commission prévoit des dispositions plus précises pour une nouvelle autorisation.

"Mais celles-ci ne sont que partiellement contraignantes pour les Etats membres et il n'y aurait donc pas de règles harmonisées".

Le contrat de coalition signé fin 2021 par les sociaux-démocrates (SPD) du chancelier Olaf Scholz, les Verts, qui détiennent le portefeuille de l'agriculture, et les libéraux (FDP) stipule que le glyphosate "sera retiré du marché d'ici à la fin 2023" en Allemagne.

Le pays devrait en principe voter, le 13 octobre, contre le renouvellement de l'autorisation dans l'UE de cet herbicide.

Plusieurs élus du parti libéral se sont cependant exprimés contre un abandon total.

La proposition de la Commission s'appuie sur une évaluation scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Le glyphosate, la substance active du célèbre Roundup de Monsanto - racheté par l'allemand Bayer en 2018 -, très largement utilisé dans le monde, avait été classé en 2015 comme "un "cancérogène probable" pour les humains par le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé.

CAMEROUN

2,9 millions d'enfants seront vaccinés contre la poliomyélite

2,9 millions d'enfants âgés de 0 à 5 ans seront vaccinés lors du premier tour de campagne de vaccination contre la poliomyélite au Cameroun, ont indiqué vendredi les autorités locales à l'occasion du lancement officiel de la campagne de vaccination contre cette maladie.

Cette campagne, qui va être effectuée entre le 22 et le 24 septembre, concerne six régions sur les dix que compte le pays, selon le Programme élargi de vaccination (PEV). Les enfants vont recevoir 2 gouttes du vaccin polio oral au cours de cette campagne, précise le PEV.

Les spécialistes camerounais de la santé de l'enfant appellent à une participation massive à la campagne de vaccination.

APS

DÉPRESSION

9 SYMPTÔMES À NE PAS IGNORER

La dépression est une maladie qui se soigne bien lorsqu'elle est prise en charge précocement. A l'occasion de la Journée européenne de la dépression, on rappelle les différents symptômes qui doivent faire penser à une dépression et conduire chez le médecin.

Contrairement à une idée répandue, la dépression, ce n'est pas qu'un simple "coup de mou" : il s'agit d'une véritable maladie qui correspond à un déséquilibre des neurotransmetteurs, ces substances chimiques qui transmettent les informations dans le cerveau. La dépression (que l'on appelle aussi "épisode dépressif caractérisé" en langage médical) n'est pas, non plus, une maladie rare : l'Inserm estime ainsi qu'en France sur 5 environ en souffre ou en souffrira au cours de sa vie.

Toutes les catégories de la population peuvent être atteintes par la dépression : enfants, adolescents, femmes enceintes, seniors... Il existe toutefois certains facteurs de risque : ainsi, un événement traumatique (rupture, licenciement, deuil...) peut favoriser le développement de cette pathologie. Il existe également une vulnérabilité génétique.

COMMENT FAIRE LA DIFFÉRENCE ENTRE UNE DÉPRIME ET UNE DÉPRESSION ?

La dépression est une maladie qui se caractérise par des symptômes spécifiques : le plus important d'entre eux est un sentiment de tristesse constant pendant au moins 2 semaines. A contrario, une personne "simplement" déprimée sera en mesure de ressentir d'autres émotions : elle pourra, par exemple, avoir des moments de gaieté avec ses proches, sourire de façon sincère, voir le positif autour d'elle.

Bonne nouvelle : la dépression est une maladie que l'on peut traiter, à la fois avec des médicaments (antidépresseurs) et avec une psychothérapie (par exemple : une thérapie cognitive et comportementale). Selon l'Inserm, les traitements contre la dépression sont efficaces dans environ 70 % des cas. Il est toutefois indispensable de consulter au plus tôt : en effet, plus la maladie est prise en charge précocement (par un médecin psychiatre ou généraliste), moins le traitement est long et moins le risque de rechute est important.

À QUI PEUT-ON S'ADRESSER ?

Le médecin généraliste : c'est le premier interlocuteur, car il existe une relation de confiance avec le médecin traitant. Celui-ci peut traiter les premiers épisodes dépressifs sans gravité et sait vers qui orienter le patient lorsque c'est nécessaire. Le psychiatre : c'est un médecin spécialisé dans les mala-



dies mentales, dont la dépression. Il prescrit les antidépresseurs et peut mener une psychothérapie. Le psychologue : il n'est pas médecin et ne délivre donc pas de médicaments. Son rôle est d'offrir une écoute empathique, de conseiller, mais aussi de conduire des psychothérapies, les thérapies comportementales et cognitives... En cas de dépression, on peut se tourner vers un psychologue clinicien, formé aux pathologies mentales.

L'intervention des psychologues sera développée dès la fin de cette année dans les cellules d'urgence médico-psychologique (CUMPS) : des 2021 dans les centres médico-psychologiques (CMP) et les maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP).

Le psychanalyste : il conduit une psychanalyse selon une approche développée par Freud. Cette thérapie cherche à faire ré-émerger des causes lointaines et devenues

inconscientes, qui seraient à l'origine d'une souffrance psychique. Il s'agit d'une démarche de longue haleine qui ne peut pas être entreprise au cours de l'épisode dépressif.

1/9 - tristesse

LA TRISTESSE. En cas de dépression, la tristesse balaye toutes les autres émotions. La personne se sent constamment triste (depuis au moins 2 semaines), elle est dans l'incapacité de ressentir autre chose, elle pleure facilement sans raison évidente. Elle se sent "vide" à l'exception de ce "nuage noir".

2/9 - anxiété

L'ASTHÉNIE. La dépression se caractérise souvent par une fatigue persistante : la personne éprouve en permanence une sensation de "manque d'énergie" qui n'est améliorée ni par le repos, ni par le sommeil.

"D'autres travaux seraient nécessaires pour bien comprendre l'impact des écrans et d'Internet sur la santé mentale des jeunes, concluent les chercheurs qui ont publié leurs recherches dans la revue spécialisée Psychological Medicine. Toutefois, il ne nous paraît pas pertinent de couper complètement les adolescents des écrans car certaines pratiques (les jeux vidéo chez les garçons par exemple) peuvent s'avérer bénéfiques."

3/9 - anhédonie

L'ANHÉDONIE. La dépression s'attaque directement aux petits plaisirs de la vie. La personne n'éprouve plus de plaisir vis-à-vis des activités qu'elle aimait autrefois - sortir avec ses amis, faire du shopping, aller au restaurant, pratiquer une activité manuelle, lire, écouter de la musique... Tout lui paraît désormais "sans intérêt".

4/9 - apathie

L'APATHIE. La dépression supprime la motivation. La personne n'a plus d'élan pour les actes du quotidien (cuisiner, se laver, s'habiller, aller travailler) : elle se force à les accomplir ou ne les accomplit pas. Elle n'a plus de projets et ne se projette pas dans l'avenir.

5/9 - ralentissement

LE RALENTISSEMENT GÉNÉRAL. La dépression est responsable d'un ralentissement autant physique que psychique - la personne parle lentement, se déplace lentement, réfléchit lentement, a du mal à trouver ses mots, a la sensation que tout va trop vite autour d'elle, ne prend pas d'initiatives...

6/9 - angouisses

LES ANGOISSES. La personne dépressive se sent constamment anxieuse, inquiète ou angoissée, en particulier le matin au réveil.

7/9 - dévalorisation

LA DÉVALORISATION. La personne qui souffre de dépression se sent "nulle", "sans valeur", "bonne à rien". Elle se sent responsable de son état ; elle culpabilise beaucoup ; elle se juge durement.

8/9 - symptômes physiques

LES SYMPTÔMES PHYSIQUES. La dépression s'accompagne souvent de symptômes physiques : troubles du transit et/ou de la digestion, troubles sexuels et/ou de la libido, troubles du sommeil (réveils nocturnes, insomnies...), perte ou prise de poids, douleurs chroniques, maux de tête...

9/9 - idées suicidaires

LES PENSÉES ET PROPOS SUICIDAIRES. La personne qui souffre de dépression pourra avoir des propos/des pensées suicidaires : elle évoquera l'idée "d'en finir", aura la sensation que le monde serait meilleur "sans elle", voit la mort comme une "libération", ne voit plus l'intérêt de "continuer"...

"D'autres travaux seraient nécessaires pour bien comprendre l'impact des écrans et d'Internet sur la santé mentale des jeunes, concluent les chercheurs qui ont publié leurs recherches dans la revue spécialisée Psychological Medicine. Toutefois, il ne nous paraît pas pertinent de couper complètement les adolescents des écrans car certaines pratiques (les jeux vidéo chez les garçons par exemple) peuvent s'avérer bénéfiques."

préjugés terribles lorsqu'on sait que près de 800 000 Français mettent fin à leurs jours chaque année, dans 70 % des cas à cause de la dépression !

Pour remettre les pendules à l'heure, la Fondation Pierre Deniker a mis en ligne une vidéo, intitulée "Et toi, ça va ?". On y suit Antoine, un trentenaire touché de plein fouet par la dépression qui raconte son quotidien... et ses difficultés à évoquer la pathologie taboue. À avoir !

LES JEUX VIDÉO, UN REMPART CONTRE LA DÉPRESSION CHEZ LES ADOLESCENTS

Non, les jeux vidéo n'ont pas que des conséquences négatives sur la santé des adolescents. Selon une récente étude britannique, les garçons qui jouent chaque jour auraient un risque de dépression moins élevé.

Les jeux vidéo ont mauvaise réputation : on les accuse de ruiner le sommeil des adolescents, d'abîmer leur cerveau, de nuire à leurs résultats scolaires, d'abaisser leur vision, de les rendre violents et irritables.

Mais les jeux vidéo ne sont pas uniquement mauvais pour les ados - et heureusement ! Une récente étude conduite par la University College London (au Royaume-Uni) vient ainsi de montrer que les garçons qui jouent régulièrement ont moins de risques de développer une dépression à l'adolescence.

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs britanniques ont suivi 11 341 garçons et filles initialement âgés de 11 ans entre 2000 et 2002. Résultat ? Les chercheurs ont constaté que les garçons qui jouaient chaque jour (ou presque) aux jeux vidéo avaient un risque moins élevé de 24 % environ de développer des symptômes dépressifs vers 14 ans, par rapport aux garçons qui jouaient moins d'une fois par mois.

Les scientifiques mettent toutefois à un bémol à cette conclusion : la sédentarité (c'est-à-dire : le fait de rester assis durant de longues heures, chaque jour) constitue un facteur de risque majeur pour la maladie dépressive. Cet impact bénéfique du jeu vidéo sur la santé mentale ne fonctionne donc pas en l'absence d'une activité physique quotidienne...

Et les filles ? Les chercheurs n'ont pas observé les mêmes résultats chez les filles. En revanche, on découvre que les adolescents qui utilisent chaque jour les réseaux sociaux avaient un risque accru de dépression (d'environ 13 % à l'âge de 14 ans par rapport aux filles qui n'allaient sur Facebook ou Twitter qu'une fois par mois).

"D'autres travaux seraient nécessaires pour bien comprendre l'impact des écrans et d'Internet sur la santé mentale des jeunes, concluent les chercheurs qui ont publié leurs recherches dans la revue spécialisée Psychological Medicine. Toutefois, il ne nous paraît pas pertinent de couper complètement les adolescents des écrans car certaines pratiques (les jeux vidéo chez les garçons par exemple) peuvent s'avérer bénéfiques."

B. HENRIOT

1 PERSONNE SUR 5 SOUFFRE D'UN ÉTAT DÉPRESSIF

Selon l'enquête CoviPrev de Santé publique, le nombre de personnes qui souffrent d'un état anxieux ou de dépression a doublé entre fin septembre et début novembre.

Depuis le mois de mars dernier, Santé publique mène des enquêtes internet répétées (baptisées CoviPrev) auprès de personnes âgées de 18 ans et plus, pour suivre les effets du Covid-19 sur la population, et notamment sur sa santé mentale. Début novembre, pour la deuxième fois consécutive les analystes ont observé une augmentation significative des états dépressifs (< 5 points). La prévalence a doublé entre fin septembre (11%) et début novembre (21%). Les hausses les plus importantes ont été observées chez les jeunes : +16 points chez les 18-24 ans et +15 points chez les 25-34 ans. Mais aussi les inactifs (< 15 points) et les personnes dans une situation financière très difficile (+14 points). L'étude observe également une augmentation continue et globalement significative des états anxieux (+3 points). Principales causes avancées :

UN SENTIMENT D'ISOLEMENT ET DE SOLITUDE

Le fait de se sentir vulnérable au risque d'infection par le SARS-CoV-2. L'inquiétude sur les conséquences financières du confinement. Le fait que les proches adoptent et approuvent moins les mesures de prévention.

UNE AUGMENTATION DES ARRÊTS MALADIE DE LONGUE DURÉE

Une seconde enquête, menée cette fois par l'hopital Malakoff Humanis et dévoilée aujourd'hui dans Le Parisien, fait également état de ce sentiment croissant d'anxiété chez les Français en raison du Covid-19 et du confinement. Conséquence : le nombre des arrêts maladie de longue durée (plus de 30 jours) a fortement augmenté dans le secteur privé de septembre 2019 à août 2020, progressant de 33 % par rapport aux douze mois précédents. Principaux motifs,



outre la maladie ordinaire : les troubles musculo-squelettiques (TMS) liés au télétravail (17%) et les troubles psychologiques (15%). Ces troubles psychologiques déjà rencontrés lors du premier confinement, sont essentiellement des troubles de la concentration, un sommeil perturbé, de l'irritabilité, de la nervosité, une fatigue importante, des palpitations... L'INRS rappelle

en janvier dernier qu'ils concernent de nombreux Français : 45% déclarent avoir l'impression de toujours devoir se dépêcher, 30% signalent avoir subi au moins un comportement hostile dans leur travail au cours des 12 derniers mois, 25% craignent de perdre leur emploi, 25% toujours déclarent devoir cacher leurs émotions, prétendre à la bonne humeur...

COMMENT DIFFÉRENCIER UNE DÉPRIME D'UNE DÉPRESSION ? LES CONSEILS DES EXPERTS

Vous vous sentez triste, fatigué, vous n'avez plus envie de rien ? Peut-être souffrez-vous d'une dépression. On fait le point.

QU'EST-CE QU'UNE DÉPRESSION ?

Contrairement aux idées reçues, la dépression n'est pas un simple "coup de mou" ! Il s'agit d'une véritable pathologie qui survient à cause d'un dysfonctionnement de la transmission de l'information entre des neurones dans une zone du cerveau. Ce trouble psychiatrique résulte d'un dérèglement de la production et de la transmission de 3 neurotransmetteurs majeurs : La sérotonine qui a pour fonction d'équilibrer le sommeil, l'appétit et l'humeur, "sans elle", responsable de la régulation de l'humeur et de la motivation, La noradrénaline qui gère l'attention et le sommeil.

La dépression, c'est fréquent ? Oui : les experts* estiment qu'une personne sur 5 sera touchée au cours de sa vie, avec un ratio de 2 femmes pour 1 homme. Chaque année, on enregistre 1 000 nouveaux cas de dépression en France : 3 % des enfants (1) sont concernés.

JE NE ME SENS PAS BIEN : C'EST UNE DÉPRIME OU UNE DÉPRESSION ?

La principale différence entre une "simple" déprime et une véritable dépression, c'est l'impact sur le quotidien : une dépression a généralement un retentissement majeur sur la

vie personnelle, professionnelle et sociale des patients.

À savoir. Il est également à noter que la dépression (contrairement à la déprime) ne prend pas de "pause" : la personne qui souffre de dépression ressent une tristesse permanente et ne peut pas "se changer les idées".

On peut parler de dépression lorsque 4 symptômes sur les 7 symptômes suivants durent depuis (au moins) 15 jours : Un trouble de l'appétit : on mange plus, on mange moins...

Des troubles du sommeil : des insomnies ou, au contraire, une envie de dormir quasi-permanente.

Une difficulté à s'adapter aux situations nouvelles ou inhabituelles : un voyage, une nouvelle rencontre, un nouveau travail... Une hyperactivité ou un ralentissement moteur. Une fatigue sévère.

Un sentiment de culpabilité ou de dévalorisation : "Je ne vaux rien", "Je ne suis pas important", "tout est de ma faute"... Des idées suicidaires.

À savoir. Une dépression est plus susceptible d'apparaître lorsqu'il existe des prédispositions. Ainsi, les experts* estiment qu'une personne dont l'un des deux parents a souffert d'une dépression présente 2 à 4 fois plus de risque d'être dépressive que la population générale. Des facteurs environnementaux peuvent aussi contribuer au développement d'une dépression

: décès d'un proche, rupture amoureuse, perte d'emploi...

JE SOUFFRE (PEUT-ÊTRE) DE DÉPRESSION : VERS QUI ME TOURNER ?

Attention ! Une dépression - ou un soupçon de dépression ! - ne doit jamais être prise à la légère. Ainsi, le risque de décès par suicide est 10 fois plus élevé chez les personnes dépressives que pour le reste de la population. Et la dépression ne disparaît pas "toute seule" : d'après les experts*, le risque de rechute après un premier épisode dépressif est de 60 %. Il grimpe à 90 % après le troisième épisode dépressif.

Vers qui se tourner ? Si vous pensez souffrir de dépression, ne tardez pas : votre premier interlocuteur est (bien sûr) votre médecin généraliste. Celui-ci pourra vous rediriger vers un spécialiste (psychiatre...) ou vous prescrire des médicaments adaptés à votre situation. Il est à noter qu'en association avec les traitements "classiques", on peut également se tourner vers une psychothérapie : une thérapie comportementale et cognitive (TCC) ou encore vers la méditation : ces prises en charges thérapeutiques se sont avérées très bénéfiques pour la prévention des récurrences d'épisode dépressif majeurs.

DÉPRESSION : NON, CE N'EST PAS «JUSTE UN COUP DE MOU» !

Découvrez un petit court-métrage pour mieux comprendre la dépression... et en finir avec les idées reçues !

On le dit, on le répète, on le martèle : la dépression est une véritable maladie. Celle-ci qui consiste en un dysfonctionnement du cerveau : les neurotransmetteurs chargés de la communication entre les différentes zones cérébrales ne circulent plus correctement.

Résultat ? La personne dépressive est

bloquée en mode tristesse : elle se trouve dans l'incapacité de moduler ses émotions (comprendre : de ressentir autre chose que du chagrin), elle présente une anhédonie (ce qui signifie qu'elle ne prend plus de plaisir à faire ce qu'elle appréciait auparavant), elle n'a plus de motivation et peut également souffrir d'un ralentissement psychomoteur (fatigue persistante, parole et gestes plus lents...).

Dans le monde, l'Organisation Mon-

diale de la Santé (OMS) estime que la dépression concerne 300 millions de personnes. En France, les autorités sanitaires estiment qu'une personne sur 10 sera touchée par la maladie durant sa vie - celle-ci n'a donc rien de rare !

Problème : la dépression souffre encore de nombreuses idées reçues. "Il suffit de se bouger pour en sortir", "il faut se changer les idées", "c'est une faiblesse, pas une maladie", "c'est juste un caprice"... Des

préjugés terribles lorsqu'on sait que près de 800 000 Français mettent fin à leurs jours chaque année, dans 70 % des cas à cause de la dépression !

Pour remettre les pendules à l'heure, la Fondation Pierre Deniker a mis en ligne une vidéo, intitulée "Et toi, ça va ?". On y suit Antoine, un trentenaire touché de plein fouet par la dépression qui raconte son quotidien... et ses difficultés à évoquer la pathologie taboue. À avoir !

TUNISIE

Un nouveau découpage territorial réparti en 5 districts

Le président tunisien Kaïs Saïed a signé un décret présidentiel, paru vendredi dans le Journal officiel de la République tunisienne (JORT), portant sur la répartition du pays en 5 districts, a rapporté l'agence de presse TAP.

Cet arrêté stipule dans son premier chapitre que "le territoire de la République tunisienne est composé de cinq districts". La première région comprend les provinces de Bizerte (extrême nord), Béja, Jendouba et Kef (nord-ouest) et la deuxième région compte celles de Tunis, Ariana, Ben Arous, Manouba (grand-Tunis), Zaghouan (sièges de Tunis) et Nabeul (nord-est).

La troisième région comprend les provinces de Siliana (nord-ouest), Sousse, Monastir, Mahdia (centre-est), Kasserine (centre-ouest) et Kairouan (centre). Quant au quatrième district, il inclut les provinces de Tozeur, Gafsa (sud-ouest), Sidi Bouzid (centre) et Sfax (sud-est). Le dernier district se compose des provinces de Tataouine, Gabès, Kébili et Médenine (sud-est).

Le chapitre II de l'arrêté présidentiel indique que le Conseil régional "se réunit en permutation entre les provinces qui composent le district et que les réunions se tiennent au chef-lieu de la province".



Quant au chapitre III de l'arrêté présidentiel, il a souligné la nécessité pour les provinces qui composent le district de doter les conseils régionaux de tous les moyens humains et logistiques nécessaires pour assurer la bonne exécution de leurs missions.

Il est à noter que cette division s'inscrit dans le cadre de la nouvelle organisation politique inscrite dans la nouvelle Constitution tunisienne ratifiée en 2022, et intervient également en préparation de la création du Conseil national des provinces et régions (une deuxième chambre parlementaire), qui a été stipulée dans la Constitution de 2022.

BARRAGE SUR LE NIL
L'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan reprennent les négociations

L'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan ont lancé un nouveau round de négociations, samedi, concernant l'épineuse question du barrage de la Renaissance, construit par Addis-Abeba sur le Nil et source de tensions entre les trois pays, ont annoncé les autorités éthiopiennes. L'Ethiopie a fait état le 10 septembre de la fin du remplissage du Grand barrage de la Renaissance, suscitant les critiques immédiates du Caire, qui considère la démarche "illégitime". L'Egypte et le Soudan considèrent le

gigantesque barrage, qui a coûté 4,2 milliards de dollars, comme une menace pour leur approvisionnement en eau.

Ils ont demandé à plusieurs reprises à Addis-Abeba de cesser de le remplir jusqu'à ce qu'un accord soit conclu sur ses modalités de fonctionnement. Des négociations entre les trois pays, interrompues depuis avril 2021, avaient repris le 27 août. Le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi et le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed ont

convenu en juillet de finaliser un accord dans les quatre mois. "Le deuxième cycle de la négociation tripartite entre l'Ethiopie, l'Egypte et le Soudan concernant (...) l'exploitation annuelle du Grand barrage éthiopien de la Renaissance (GERD) a débuté samedi, le 23 septembre 2023, à Addis-Abeba", a déclaré le ministère éthiopien des Affaires étrangères sur X (anciennement Twitter). "L'Ethiopie s'est engagée à trouver une solution négociée et à l'amiable dans

le cadre du processus trilatéral en cours", a-t-il ajouté.

Le barrage est au cœur d'un conflit régional depuis que l'Ethiopie a commencé sa construction en 2011. L'Egypte considère le barrage comme une menace existentielle, car elle dépend du Nil pour 97% de ses besoins en eau. Le barrage est au cœur des plans de développement de l'Ethiopie et, en février 2022, le pays a annoncé qu'il avait commencé à produire de l'électricité pour la première fois.

NIGER

Une intervention militaire serait une "faute" (ex-président Issoufou)

L'ancien président du Niger, Mahamadou Issoufou (2011-2021), a affirmé samedi qu'une intervention militaire extérieure contre son pays pour rétablir l'ordre constitutionnel serait une "faute", appelant à une "solution négociée".

"Toujours préoccupé par la grave crise que connaît mon pays, le Niger, je réaffirme que seule une solution négociée ouvrira la voie au retour rapide à un ordre démocratique stable", a écrit M. Issoufou dans une série de publications sur X (anciennement Twitter). "Une intervention militaire

extérieure, dont les conséquences humaines et matérielles sont incalculables, y sera une source d'instabilité durable (...). Plus qu'une erreur, y recourir serait une faute.

Je suis sûr que les chefs d'Etat de la Cédéao puiseront dans leur immense sagesse pour ne pas commettre une telle faute", a-t-il ajouté. La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cédéao) menace depuis plusieurs semaines les auteurs du changement anticonstitutionnel au Niger d'une intervention militaire pour rétablir le président

renversé, Mohamed Bazoum, qui avait succédé à M. Issoufou, priorisant toutefois la voie diplomatique. Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté une initiative pour le règlement politique de la crise au Niger qui s'articule autour de six axes et s'inscrit dans le cadre d'une vision garantissant le respect du principe de rejet des changements anticonstitutionnels, d'une part, et l'adhésion de toutes les parties autour de l'option pacifique, loin de toute intervention militaire, d'autre part.

SOUDAN

Le conflit fait 5,3 millions de déplacés (OCHA)

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a déclaré vendredi que quelque 5,3 millions de personnes avaient fui la guerre au Soudan depuis le début du conflit entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR) à la mi-avril. "Alors que les combats entre les FAS et les FSR en sont à leur cinquième mois

depuis avril, quelque 5,3 millions de personnes ont fui leur foyer et cherché refuge au Soudan ou dans les pays voisins", a déclaré l'OCHA dans son dernier rapport. "Au Soudan, plus de 4,2 millions de personnes ont été déplacées vers 3,929 sites dans les 18 Etats du pays en date du 19 septembre", selon l'agence onusienne. En outre, plus d'un million de personnes

ont fui vers les pays voisins, notamment en Centrafrique, au Tchad, en Egypte, en Ethiopie et au Soudan du Sud, a indiqué l'OCHA en citant le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). L'appel humanitaire lancé par l'ONU n'est financé qu'à hauteur de 31%. "Les donateurs devraient augmenter le financement humanitaire des organisations lo-

cales et internationales qui fournissent une aide vitale au Soudan et dans les pays voisins", selon le rapport. Le Soudan est le théâtre d'affrontements meurtriers entre les FAS et les FSR à Khartoum et dans d'autres régions du pays depuis le 15 avril. Les combats ont fait au moins 3.000 morts et plus de 6.000 blessés, selon le ministère soudanais de la Santé.

SÉNÉGAL

1,3 million de passagers enregistrés à l'aéroport international de Dakar au 1^{er} trimestre 2023

Le trafic aérien au Sénégal a retrouvé son niveau d'avant Covid, a annoncé vendredi l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM), précisant que 1.393.093 passagers ont ainsi été enregistrés à l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) au premier trimestre 2023.

Ce chiffre représente une hausse de 18% par rapport à la même période en 2022, où l'on a recensé 1.185.452 passagers, a-t-elle fait savoir dans un communiqué.

De même, il est en hausse de 19% par rapport à 2019 où le nombre de passagers transportés durant les trois premiers mois était de 1.185.452.

"Le fait marquant est que, pour la première fois depuis la crise sanitaire, toutes les activités de transport aérien ont retrouvé leur niveau d'avant Covid", s'est réjoui l'ANACIM.

Ainsi, a-t-elle souligné, "la quantité de fret transporté au 1^{er} semestre 2023 est de 19.696 tonnes contre 18.786 tonnes en 2022 à la même période, soit une hausse de 5%. Ce volume de fret dépasse de 3% celui traité avant la crise". Les mouvements d'avions suivent la même tendance haussière avec 13.

725 vols enregistrés contre 12.833 vols au premier semestre 2022, soit une augmentation de 7%, a ajouté l'ANACIM, soulignant que le nombre de mouvements en 2019 est désormais quasiment atteint à hauteur de 99%.

RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE
Accord avec le FMI sur un titre de la première revue du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit

Le gouvernement de la République centrafricaine (RCA) et les services du Fonds Monétaire International (FMI) sont parvenus à un accord sur les politiques qui soutiennent la première revue du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC), a annoncé vendredi le ministère centrafricain des Finances et du Budget sur sa page officielle.

Une équipe du FMI a séjourné à Bangui, capitale centrafricaine, du 29 août au 9 septembre pour une mission dans le cadre de la première revue du programme de la RCA soutenu par la Facilité élargie de crédit.

Au terme de cette mission, l'équipe du FMI a estimé que "la situation économique en République centrafricaine est en voie de stabilisation".

Les perspectives de croissance tout comme les ambitions de mobilisation des recettes fiscales dépendent de la réussite des campagnes d'importation de carburants", a indiqué Touna Mama, chef de la mission du FMI. Selon M. Mama, le gouvernement centrafricain ambitionne d'améliorer la mobilisation des recettes au cours de l'exercice budgétaire 2024, en augmentant de près de 20 milliards de CFA les recettes propres de l'Etat.

Il a salué l'adoption de la nouvelle loi organique portant prévention et répression de la corruption, qui est une avancée importante dans le processus d'assainissement du cadre de gestion des finances publiques. L'équipe du FMI a rencontré lors de cette mission plusieurs autorités du pays dont le président et le premier ministre centrafricains.

PALESTINE 14 Palestiniens tombent en martyrs au cours des 14 derniers jours (association)

Quatorze Palestiniens sont tombés en martyrs au cours des deux dernières semaines après une série d'agressions menées par l'armée sioniste, rapporte une association. Selon l'Association France Palestine solidarité (AFPS), sept Palestiniens sont tombés en martyrs au cours de la répression des manifestations à Gaza la dernière semaine.

Cinq autres sont tombés en martyrs au cours de raids dans le gouvernorat de Jénine. Les deux autres ont été assassinés autour des villes d'Al-Khalil et de Ariha. Sur les quatorze martyrs, six ont été tués dans des camps de réfugiés, à Jénine, Al-Arroub (El-Khalil) et Aqbat Jaber (Ariha). Après

neuf mois passés, l'année 2023 s'inscrit comme l'une des plus meurtrières du XXI^e siècle avec plus de 230 palestiniens tués par l'armée sioniste ou les groupes de colons armés. Parmi les zones les plus touchées, l'association cite Jénine (79), Naplouse (49) et Gaza (43), Al-Khalil (11), El Qods-Est oc-

cupée (10), Ramallah (11), Ariha et la Vallée du Jourdain (13) ont aussi été sévèrement touchées. Viennent ensuite Qalqiliya (8), Tulkarem (7) et Beitlhem (4). Deux personnes ont aussi été tuées à Tubas ainsi qu'à Salfit et un Palestinien originaire du Naqab a été assassiné par l'armée de l'occupation.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX Célébration sur fond de persistance de conflits

La célébration, jeudi, de la Journée internationale de la paix intervient, cette année, dans un contexte marqué par la persistance des conflits dans le monde, notamment en Palestine et au Sahara occidental occupés, tandis que plusieurs pays africains ont connu des changements anticonstitutionnels ayant suscité l'inquiétude de la communauté internationale. L'Assemblée générale (AG) des Nations unies avait proclamé en 1981 la Journée internationale de la paix pour la célébration et le renforcement des idéaux de paix au sein de toutes les

nations et chez tous les peuples, en observant 24 heures de non-violence et de cessez-le-feu. Le thème de cette année est "Action en faveur de la paix: nos ambitions pour les objectifs mondiaux". C'est un appel à l'action qui reconnaît la responsabilité individuelle et collective dans la promotion de la paix. La promotion de la paix contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), laquelle créera une culture de la paix pour tous, explique l'ONU. En effet, l'année 2023 marque le mi-parcours de la mise en

œuvre des ODD. Ces derniers visent notamment à rapprocher les peuples de sociétés plus pacifiques, plus justes et plus inclusives, exemptes de peur et de violence. Lire aussi: Journée internationale de la paix: plusieurs initiatives menées par l'Algérie pour consacrer les idéaux de la paix Le 13 septembre, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé la communauté internationale à se rassembler pour intensifier les efforts en faveur de la paix. "La paix est une tâche qui incombe à chacun d'entre nous. Mais alors que nous

sommes réunis aujourd'hui, la paix est attaquée dans les communautés, les pays et les régions", a dit M. Guterres lors de la cérémonie traditionnelle de la cloche de la paix de l'ONU qui s'inscrit dans le cadre de la célébration par les Nations unies de la Journée internationale de la paix.

"Ouvrer pour la paix, c'est se concentrer sur la prévention, le dialogue et la médiation afin d'apaiser les divisions, de désamorcer les conflits et de veiller à ce que chaque communauté ait un intérêt dans un avenir commun", a-t-il fait remarquer.

L'Algérie contribue sans relâche aux efforts visant à réaliser la paix

Cela signifie également se rallier aux outils qui soutiennent la confiance et la solidarité mondiales, y compris la Déclaration universelle des droits de l'Homme et la Charte des Nations unies, a-t-il ajouté.

En effet, l'année 2023 marque également le 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Dans ce contexte, la nécessité de contraindre les occupants marocain et sioniste à se conformer à la légalité internationale, en appliquant les résolutions onusiennes à même de permettre aux peuples sahraoui et palestinien d'exercer leur droit à l'autodétermination, est plus que jamais nécessaire.

Le peuple sahraoui résiste à l'occupation marocaine sans pour autant parvenir à exercer son droit à l'autodétermination qui demeure un droit fondamental par la force de la loi et de l'ONU.

De son côté, la Palestine subit l'occupation sioniste depuis 1948, mais l'entité sioniste continue à faire fi de toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de procéder à l'annexion d'autres territoires palestiniens, sur fond d'indifférence de la communauté internationale.

En Afrique, l'année 2023 a été marquée par des changements anticonstitutionnels au Niger et au Gabon. Des situations qui soulignent l'importance d'une approche pacifique pour résoudre les conflits et promouvoir la stabilité dans le continent. C'est

ainsi que dans son discours sur la paix et la sécurité en Afrique, lors de la 36^e session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, tenue à Addis-Abeba en février dernier, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait exprimé sa conviction que "la résolution des crises africaines devait reposer sur la solution pacifique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale sans ingérence étrangère". Il a souligné que l'Algérie "contribuera sans relâche au renforcement des efforts visant à réaliser la paix et la sécurité internationales et poursuivra le soutien aux initiatives visant à dénouer les crises et à défendre les causes justes des peuples qui luttent pour recouvrer leurs droits fondamentaux à l'autodétermination et à la liberté".

COLOMBIE 5 blessés dans un nouvel attentat à la voiture piégée dans le sud-ouest

Au moins cinq personnes ont été blessées dans un nouvel attentat à la voiture piégée vendredi, dans le département du Cauca, au sud-ouest de la Colombie, théâtre mercredi d'une attaque similaire qui avait fait deux morts, rapportent des médias, citant des sources

concordantes. L'attentat a eu lieu dans la localité de Jamundi, à moins de 10 kilomètres au sud de la ville de Cali, et a fait au moins cinq blessés civils, dont un grave, a annoncé la police colombienne, citée par les médias.

La voiture piégée visait une station de police qui a été endommagée

ainsi que des habitations environnantes, toujours selon la même source.

"Nous condamnons l'attaque de Jamundi", a réagi sur le réseau social X (anciennement Twitter) le président Gustavo Petro. "Nous continuons de porter des coups à l'économie illégale, et la réaction est la violence.

Nous ne céderons pas. Les forces de sécurité doivent reprendre le territoire militairement", a affirmé M. Petro.

Mercredi, un attentat à la voiture piégée avait visé une station de police dans une localité voisine de ce même département du Cauca, tuant deux civils.

ONU Une réunion sur les opérations de maintien de la paix prévue au Ghana en décembre

La réunion ministérielle des Nations unies sur le maintien de la paix se tiendra cette année au Ghana, les 5 et 6 décembre prochain, ont annoncé vendredi l'ONU et Accra. L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse à New York, par la ministre des Affaires étrangères du Ghana, Shirley Ayorkor Botchwey, accompagnée de hauts responsables des Nations unies. Au milieu des défis et des menaces sans précédent auxquels sont confrontées les opérations de maintien de la paix, la conférence de cette année explorera, selon l'ONU, des questions cruciales telles que "la protection des civils, la lutte contre la désinformation, la sécurité, la santé mentale des soldats de maintien de la paix et le rôle essentiel des femmes dans le maintien de la paix". "Le Ghana reconnaît le long et positif bilan du maintien de la paix en Afrique et estime que le maintien de la paix de l'ONU a un avenir et reste nécessaire et très précieux pour développer la paix dans le pays et dans zones de conflit dans le monde. Il est donc important que le monde reste fort dans notre engagement commun à protéger cet organisme international et à soutenir pleinement les plans du secrétaire général", a déclaré la ministre ghanéenne. De son côté, Jean-Pierre Lacroix, chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU a déclaré: "Le maintien de la paix de l'ONU est un partenariat international, et des soldats de la paix de plus de 120 pays ont été envoyés dans certains des endroits les plus difficiles au monde pour sauver des vies, prévenir les conflits et créer un environnement de paix durable. Le Sommet de 2023 est une occasion importante pour les dirigeants de confirmer leur engagement et leur promesse en faveur du maintien de la paix de l'ONU, qui reste l'un des outils internationaux les plus importants pour parvenir à la paix et au développement durable".

ROYAUME-UNI Ouverture de la saison des congrès avant la campagne électorale

La saison des congrès des partis politiques s'ouvre samedi au Royaume-Uni avant les élections attendues l'année prochaine, le petit parti libéral démocrate ouvrant le bal samedi dans le sud de l'Angleterre.

Dans la perspective des prochaines législatives, les sondages annoncent une large victoire de l'opposition travailliste, qui devance les conservateurs, au pouvoir depuis 13 ans, d'une vingtaine de points (actuellement 45% contre 26%). Parmi les thèmes qui s'annoncent pour la campagne, crise du coût de la vie, lutte contre l'immigration illégale, contre le réchauffement climatique et les relations avec l'Union européenne.

Les "Lib Dems", dirigés par Ed Davey, sont quant à eux crédités d'une dizaine de points lors du scrutin qui doit se tenir au plus tard début 2025, mais qui, selon la presse, est envisagé pour l'automne 2024. Ils disposent actuellement de 15 députés à la Chambre des Communes - sur 650 - derrière les conservateurs (352), les travaillistes (196) et les indépendantistes écossais du SNP (44).

Fort de plusieurs victoires récentes lors d'élections législatives partielles, le parti centriste entend tirer le "pistollet de départ" de sa campagne pour "démolir le mur bleu", c'est à dire les bastions conservateurs du sud de l'Angleterre, a déclaré Daisy Cooper, numéro deux du parti, avant l'ouverture du congrès à Bournemouth. Le chef du parti Ed Davey, a quant à lui, écarté "à 100%" tout accord pré-électoral avec les travaillistes.

"J'ai dit lors de toutes les élections partielles depuis que j'ai accédé à la tête du parti qu'il n'y aurait aucun accord", a-t-il déclaré vendredi dans l'émission 5 News. Sur la BBC, il a en outre rappelé le changement de ligne du parti sur le Brexit, les "Lib Dems" excluant désormais de plaider pour que le Royaume-Uni réintègre l'UE. "Nous voulons que la Grande-Bretagne soit de retour au coeur de l'Europe, mais nous sommes réalistes sur le fait que ça prendra du temps", a déclaré Ed Davey. Dans le paysage politique britannique, seuls les indépendantistes du SNP plaident pour un retour au sein de l'Union européenne. Mais celui-ci ne concernerait qu'une Ecosse qui deviendrait indépendante, perspective qui semble actuellement très lointaine. Menés par le Premier ministre Rishi Sunak, les conservateurs organisent quant à eux leur congrès du 1^{er} au 4 octobre à Manchester, avant les travaillistes, qui se rassembleront autour de leur chef Keir Starmer du 8 au 11 octobre à Liverpool.

APS

VILLE MÉDIATIQUE "DZAIIR MEDIA CITY" Belaribi préside une réunion sur le projet

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé une réunion technique avec l'entreprise chargée de la réalisation de la ville médiatique "Dzair Media City", indique jeudi un communiqué du ministère.

La réunion, tenue mercredi, a débuté par la projection d'une courte vidéo sur les directives générales pour fixer le plan de masse, qui comprend une zone médiatique composée de 5 tours et d'une base principale assurant la connexion et la mobilité entre les étages inférieurs, destinée à tous les acteurs du domaine des médias, précise le communiqué.

La zone s'étend sur une superficie totale de près de 630.000 m² en tant qu'infrastructure supérieure, en plus d'une deuxième zone réservée aux bâtiments des studios des opérateurs publics.

Le plan de circulation à l'intérieur de l'installation a également été évoqué pour réserver des

voies pavées et des entrées et les raccorder à l'espace extérieur afin d'assurer l'efficacité des déplacements des personnes et d'éviter les bouchons à travers une simulation très précise, la surface du parking étant estimée à plus de 164.000 m². L'étude préliminaire est conforme aux exigences et conditions des opérateurs comme stipulées dans le cahier des charges, notamment en termes d'aménagement fonctionnel et opérationnel de la superficie et des espaces de travail, ajoutent-ils de même source.

Dix suggestions ont été présentées pour les plans structurels des tours, notamment le système de résistance et les éléments essentiels des bâtiments et de leur

conception (pour leur rigidité, leur stabilité et leur solidité) afin de supporter toutes les charges et forces internes et externes sous différentes formes et combinaisons de béton armé et d'acier (éléments métalliques), sachant que le projet sera construit selon le système de fondations parasismiques (RPA 99 version 2003).

Les systèmes mis en place, tels que les systèmes de climatisation et de chauffage, le système anti-incendies, l'alimentation électrique et le système de protection contre la foudre, et leur gestion automatique à distance ont également été présentés, outre le réseau d'approvisionnement en eau, conclut le communiqué.

CINÉMA

"Desert rose", un court métrage sur le drame des essais nucléaires français en Algérie

Le court métrage "Desert rose", une nouvelle œuvre cinématographique du réalisateur Oussama Benhassine, sur le drame des essais nucléaires français dans le désert algérien, a été projeté samedi en avant-première à la Cinémathèque d'Alger, dans le cadre du programme du soixantenaire de l'indépendance.

L'avant-première de ce film de 26 mn, qui traite de la sombre histoire des essais nucléaires français à Reggane au sud de l'Algérie, et des crimes successifs perpétrés contre cette région depuis février 1960, s'est déroulée en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji et d'un public nombreux. Le film raconte la vie sereine et les espoirs de la population de cette région du sud et comment la France coloniale a planifié dans le plus grand secret les essais nucléaires dont les conséquences ont été désastreuses pour les citoyens et l'environnement durant de nombreuses années.

L'histoire commence avec Abbas, un enfant dynamique et joyeux, courant dans les artères d'une vieille ville faite de murs en terre, et jouant avec sa chienne Zina qui lui tient compagnie pendant de longues journées guettant le retour de son père de voyage ou une lettre de lui pour apaiser son quotidien. Le décor met en scène des personnalités aux humeurs et aux idées contradictoires comme c'est le cas du grand-père qui assume l'éducation de son petit-fils, la mère d'Abbas, enceinte, patiente et douce, ou encore les personnages du moudjahid otage, interprété par Slimane Benouari, et l'officier français campé par Idir Benaïbouche, incarnant la cruauté et la violence et l'un des planificateurs du crime contre les populations de cette région paisible.

Dans la foulée des événements, Abbas découvre que son père était un moudjahid tombé en martyr dans

l'une des batailles et que son grand-père et sa mère avait gardé la nouvelle secrète par peur qu'elle ne se répande dans la région et que les forces coloniales ne se vengent sur la famille.

Ce fut alors un choc pour l'enfant qui décide à la veille de l'explosion d'aller à la recherche de sa chienne égarée. Une autre scène montre le moudjahid et d'autres de ses compagnons capturés, attachés à des piliers pour faire partie de l'expérience nucléaire planifiée par le colonisateur.

Entre la douleur de l'accouchement et le cri de la naissance, règne un silence déchirant avec la survenue d'une catastrophe humanitaire dont les retombées persistent à ce jour.

Les scènes qui se sont rapidement accélérées étaient capturées avec précision par le directeur de photographie, Mohamed Saadi qui a su ajuster leur rythme dans un cadre précis digne d'un décor désertique authentique qui a donné esthétique et valeur à l'image aussi bien dans les scènes intérieures qu'extérieures. A travers cette histoire humaine émouvante, le réalisateur affirme que le 13 février 1960 marque la date du premier essai nucléaire avec l'explosion de la bombe dénommée "Gerboise bleue" lancée par la France sur le site de Reggane.

Il a ajouté qu'il existe de nombreuses histoires douloureuses vécues par des Algériens dans le Sahara, victimes de 17 autres essais nucléaires aériens et souterrains entre février 1960 et février 1967 dans les régions de Reggane et de l'Ahaggar. Il convient de noter que le film a été tourné dans la région de Timimoune, dans l'un des anciens ksar, au cours du mois de juin dernier, et l'équipe technique a réussi à refléter les conditions sociales et climatiques de cette période en se basant sur des périodes de tournage spécifiques dans le temps pour obtenir un résultat artistique acceptable.

ALGER

Le Ballet de Suzhou en spectacle

Le Suzhou ballet, une troupe chinoise de danse professionnelle des plus créatives, a gratifié, vendredi à Alger, le public par une performance fascinante à l'occasion de la célébration du 65^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Algérie et la Chine.

Accueilli à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, un établissement symbole de la coopération et de l'amitié entre les deux pays, le spectacle servi par une pléiade de danseurs issus de compagnies de premier ordre, a dévoilé une facette de la culture chinoise déclinée par le geste, le mouvement du corps et la musique.

Présente à l'événement, la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a souligné dans son allocution "la profondeur des relations algéro-chinoises", rappelant à ce titre que "la Chine était un des pays qui ont soutenu le combat libérateur des Algériens contre le colonialisme". Premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA), la Chine, a ajouté Mme. Mouloudji, "avait aussi accompagné l'Algérie dans le processus d'édification de l'Etat après l'indépendance dans divers domaines".

Pour sa part, l'ambassadeur chinois en Algérie, Li Jian, a salué "l'excellence des relations entre son pays et l'Algérie notamment dans le domaine culturel", relevant à ce propos que "le spectacle du ballet de Suzhou marque la célébration des relations diplomatiques entre les deux pays", établies il y a 65 ans.

Servi par une quarantaine de danseurs, le spectacle s'abreuve dans la culture traditionnelle chinoise, remise au goût du jour à travers la danse et la mu-

sique, dans une symbiose performante et fascinante, très applaudie par le public, venu nombreux assisté à cette performance. Durant une heure et demi de temps, les danseurs ont interprété par la grâce du mouvement et la finesse du geste l'union, le rapprochement et la séparation. Sous le suivi artistique de Wang Quan Xing, danseur et également directeur artistique du Suzhou ballet, les danseuses ont subjugué le public avec Le lac des cygnes, une recreation de ce chef d'oeuvre du ballet classique, avec une chorégraphie innovante et des costumes distingués. Avec une scène nue, la musique accompagnant la chorégraphie puise dans les registres classique et contemporain, donnant ainsi au mouvement une certaine dimension temporelle. Pour mieux s'imprégner de la culture chinoise, le Ballet de Suzhou a choisi de revisiter des pièces originales de "Kunqu", vieille forme d'opéra chinois encore jouée et inscrit en 2008 la liste du patrimoine culturel de l'humanité.

Fondé en 2007, le Suzhou Ballet Théâtre, seule compagnie de ballet professionnel de la province du Jiangsu, réunit des danseurs issus de compagnies de ballet de renommée nationale et internationale. Depuis sa création, la troupe compte à son actif plusieurs productions de haute facture notamment "Roméo et Juliette", "Légende de la beauté", "Tang Yin", "Je m'appelle Ding" ou encore "Le Lac des Cygnes", une recreation innovante d'une pièce du ballet classique. Après une première représentation à la salle Ahmed-Bey de Constantine, le spectacle du ballet de Suzhou est reprogrammé samedi à l'Opéra d'Alger.

"Wissal, Rentrée en Nouba", un récital de Lila Borsali présenté

"Wissal, Rentrée en Nouba", spectacle de musique andalouse et de poésie célébrant l'amour et le bonheur de se retrouver, a été présenté, jeudi soir à Alger, par la cantatrice à la voix suave, Lila Borsali, devant un public nombreux.

Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), le spectacle, qui marque également la rentrée artistique de ce bel établissement dédié aux arts de la scène, célèbre dans une exploration de l'être aux contours philosophiques qui invite à l'introspection, les grands poètes qui ont peint avec leurs mots ciselés, la vie dans ses joies et ses peines.

Durant près de deux heures de temps, "Wissal, Rentrée en Nouba", aborde, entre autres thématiques, la joie des retrouvailles, la douleur de la séparation, la cruauté de l'absence, les longs moments de solitude, l'attente et l'espoir, la quête de délivrance qui aboutira au salut, trouvé dans "cette rencontre avec l'autre qui redonne des couleurs luxuriantes à la vie et permet à la nature de se réveiller et s'égarer à nouveau". Dans une randonnée onirique présentée en deux parties, Lila Borsali a su "doser" son spectacle, tant sur le plan de la rythmicité de ses différents

moments, aux atmosphères conviviales montées en crescendo, que dans le contenu de son programme qui n'a pas manqué de surprises.

Dans son beau costume aux coutures et broderies traditionnelles, la soprane illustrait la profondeur des textes poétiques qu'elle déclamait, avec des chants andalous et soufis, rendus dans l'esthétique des formes métaphoriques et allusives, ainsi que dans de belles variations modales et des cadences rythmiques composées. Le public a, ainsi pu apprécier lors de la première partie, Noubet Raml El Maya, "bâtie dans la féminité du mode mineur", avec notamment les pièces, "Betna fi hanae", "Hobbi yazid koulla yawm", "kam li fi çabil", "Bi Allahi ya hamam", "ya achiqin", "Bin Dh'louâi", "Lahbet chems el assail", "Harramtou bik nouâssi", et "chiyatoun".

Rendant hommage au musicien-poète et également président de l'association "Slam" de musique andalouse de Tlemcen Toufik Benghabrit, présent au spectacle, Lila Borsali est apparue lors de la deuxième partie du récital avec une trentaine d'enfants choristes de l'Ensemble "Slam", qui a rendu avec elle une série de M'dihs entamés dans le mode Sika. Mis en valeur

par la cantatrice pour lui avoir prêté main forte, alors qu'elle entamait un retour difficile à la chanson, plusieurs mois après le décès, en 2013, de son mari Salim Borsali, Toufik Benghabrit a, à son tour, rendu hommage à Lila Borsali à travers la voix pure et cristalline de la jeune choriste Zoulikha Bensahla qui a brillamment entonné "Lila ya Lila", une pièce écrite et composée par Toufik Benghabrit pour Lila Borsali, qui avait bien avant, accepté d'être la marraine de l'association "Slam".

Un orchestre de virtuoses, dirigé par Leïla El Kebir au violon alto, a accompagné Lila Borsali soutenue par, Ghouti Hadjil à la derbouka, Saïd Gaoua aux percussions, Mohamed El Amine Cheikh au ney, Fethy Benabdesadok au luth, Rassi Bouabdallah à la koutira, Djilali Rahmoun au rebab, Djihad Labri au qanun, Hamza Bellouti au violoncelle et Sidali Bouzar au violon.

Autre spectacle de Lila Borsali, précurseuse de ce nouveau registre des arts de la scène, qui allie la sagesse de la poésie à la musique savante que représente le genre andalou, "Wissal, Rentrée en Nouba" est attendu vendredi à Mostaganem et samedi à Oran.

APS

INFRASTRUCTURES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Des sauts qualitatifs ces dernières années en Algérie (ministère)

L'Algérie, qui connaît une grande dynamique économique ces dernières années, a réalisé des avancées considérables en matière d'infrastructures de télécommunications et services internet.

En effet, à l'ère du numérique, toute économie se doit d'être adossée à une solide infrastructure relative aux technologies de l'information et de la communication (TIC) qui offre tous les outils nécessaires aux différents intervenants sur le marché algérien, a-t-on indiqué auprès du ministère de la Poste et des Télécommunications.

Depuis 2020, l'Algérie a réalisé des "progrès notables" en matière d'infrastructures de Télécommunications, à travers notamment l'accélération du déploiement de la fibre optique dans tout le pays.

Le nombre d'abonnés à la technologie FTTH (Fibre optique jusqu'au domicile) a enregistré une évolution importante, "passant de 53.000 au début 2020 à 900.000 en septembre 2023", et devrait "dépasser le seuil du million d'ici la fin de l'année", selon les objectifs intermédiaires tracés dans le plan d'action du secteur.

En parallèle, un raccordement des nouveaux pôles urbains en utilisant prioritairement le FTTH a été entamé afin de faire basculer graduellement les abonnés ADSL (technologie basée sur le cuivre) vers des technologies plus performantes: FTTB (VDSL) et FTTH. L'accès des foyers à l'internet fixe très



haut débit est un "élément clé" dans toute transformation numérique, raison pour laquelle le secteur a arrêté un objectif stratégique dans son plan d'action ciblant la connexion des 2/3 des foyers (6 millions de foyers) à l'internet fixe d'ici fin 2024.

Là aussi, les résultats intermédiaires sont "probants", puisque le nombre d'abonnés est passé "de 3,5 millions en début 2020 à plus de 5,3 millions en septembre 2023". La hausse du nombre d'abonnés a été accompagnée par l'"amélioration" du service fourni, à travers l'augmentation du débit internet fixe minimum de 2 à 10 Mbps et ce, sans impact financier sur le citoyen. La modernisation des infrastructures de base a permis de fournir une connexion internet de très haut débit pouvant atteindre 300 Mbps. En matière d'Internet mobile, la li-

bération de bandes de fréquences supplémentaires au profit des opérateurs de téléphonie mobile, a permis une couverture dépassant les 85% de la population par cette technologie.

Grâce à ces efforts, le nombre d'abonnés a atteint 45 millions en Internet mobile (3G/4G), alors qu'il était de 37 millions en 2020. Enfin, afin de permettre un accès équitable, notamment au niveau des zones enclavées, l'Etat a mis en place "un mécanisme qui permet de faire bénéficier les localités de moins de 2000 habitants des services de télécommunications".

A ce titre, une procédure en vue de concrétiser un nouveau programme "visant à couvrir 1400 localités à travers le pays, par des services de communications électroniques mobiles (téléphone et internet), a été lancée en juillet dernier".

Ces améliorations du taux de pénétration de l'Internet, d'une part, et de la performance des réseaux fixe et mobile, d'autre part, ont été rendues possibles grâce à l'augmentation de la bande passante internationale, dont la capacité équipée est passée de 1,5 Terabit par seconde (Tbps) au début de 2020 à 7,8 Tbps actuellement.

ROYAUME-UNI

Officialisation d'un accord de transfert de données avec les Etats-Unis

Le gouvernement britannique a officialisé jeudi un accord autorisant les transferts de données informatiques entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, qui doit entrer en vigueur le 12 octobre, dans la foulée de celui conclu entre Bruxelles et Washington.

Cet accord établira un "pont de données" avec les Etats-Unis "à travers une extension britannique" à l'accord UE-Etats-Unis, selon un document publié jeudi sur le site du gouvernement britannique.

L'exécutif assure que le nouveau régime "ne portera pas atteinte au niveau de protection des données des personnes concernées au Royaume-Uni". Le Royaume-Uni et les Etats-Unis avaient annoncé en juin dans un communiqué avoir conclu un engagement de principe en vue de cet accord qui permettra "aux entreprises américaines autorisées (...) de recevoir des données personnelles britanniques". L'accord de transfert de données entre l'Union européenne et les Etats-Unis ("Data Privacy Framework"), adopté en juillet, est un dispositif crucial pour l'économie numérique après des décisions de la justice européenne ayant invalidé les cadres précédents.

Le dernier en date, "Privacy Shield", avait été annulé en 2020, avant la sortie effective du Royaume-Uni de l'Union européenne en janvier 2021. "Privacy Shield" ainsi que le dispositif précédent avaient fait l'objet de recours introduits par le militant autrichien pour le respect de la vie privée, Max Schrems, en réponse à des préoccupations concernant la protection des données de l'UE transférées aux Etats-Unis, où elles pourraient être soumises à la surveillance des services de renseignement américains. L'activiste a déjà annoncé son souhait de dénoncer le troisième accord devant la Cour de justice de l'Union européenne, une procédure qui prendra plusieurs mois.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

L'Etat accorde un intérêt majeur aux sportifs d'élite à travers des textes de loi en vigueur

a affirmé jeudi que l'Etat accordait une importance majeure aux sportifs d'élite et de haut niveau à travers des textes de loi en vigueur, outre le recrutement exceptionnel de 569 sportifs comme première étape.

Répondant à une question de la députée Ben Torki Aïcha, lors d'une séance plénière dédiée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), sur les mesures prises pour mettre fin à la souffrance des sportifs d'élite et de haut niveau et leur garantir une vie décente, M. Hammad a souligné que "l'Etat accorde une importance majeure aux sportifs d'élite et de haut niveau à travers des textes de loi et réglementaires en vigueur dont le décret exécutif 15-213 d'août 2015". "Ces textes sont déjà appliqués et ce à travers le recrutement exceptionnel de 569 sportifs comme première étape d'une opération en cours", a-t-il ajouté.

Le ministre a mis en avant, dans ce sillage, les mesures prises en faveur des sportifs de haut niveau appliquées "de manière urgente" dont la promotion de cette catégorie à travers la révision des primes de résultats accordées pour les compétitions internationales et celles relatives à la formation et l'entraînement à l'étranger, tout en leur facilitant les conditions d'obtention d'un logement décent ou d'autres avantages.

Pour sa part, le député Lazhar Degla s'est interrogé sur les modalités de nomination d'un commissaire aux comptes ainsi

que "les abus" qui entourent ce poste, appelant à l'envoi de contrôleurs de l'inspection générale des finances pour contrôler les comptes des clubs. A ce propos, M. Hammad a relevé que "ce choix obéit à des lois, des dispositions et des statuts applicables aux clubs sportifs amateurs notamment l'article 56", ajoutant que "le contrôle des aides financières se fait sur la base d'un programme et d'un cahier de charges sous la supervision de l'inspecteur de la Jeunesse et des Sports".

Dans le même contexte, le ministre a fait état de 86 clubs contrôlés, comme première étape, par une commission ministérielle, outre la publication du rapport financier de chaque club et l'obligation pour l'ensemble des associations sportives, clubs et ligues de nommer un commissaire aux comptes.

De son côté, le parlementaire Abdelkader Merabet (Saïda) s'est interrogé sur les raisons de l'annulation du projet du centre de formation des équipes nationales dans la wilaya.

A l'instar des projets de développement gélés par le passé, le ministre a indiqué que celui du centre de formation des équipes nationales de Saïda sera "réinscrit et relancé", et a suggéré l'inscription, le suivi et



l'équipement dudit centre au sein du programme 2023", soulignant que son secteur "consentira davantage d'efforts afin de réinscrire ce projet au titre du programme d'investissement de 2024 ou au plus tard en 2026". Pour sa part, le député Abderezzak Touati (Jijel) a plaidé pour la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sportives, notamment les stades de football, pour la pratique du sport et afin d'éviter aux athlètes la contrainte de déplacement à l'extérieur pour leurs préparatifs. A noter que le ministère de la Jeunesse et des Sports "avait inscrit des opéra-

tions de réhabilitation de plusieurs stades, en particulier dans les communes de Djemila, El Ancer et Settara, dans le cadre du programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales-2023".

Répondant à une question du représentant de la wilaya de Jijel, le ministre a fait savoir qu'une "enveloppe de 70 millions DA a été débloquée pour la réhabilitation et le revêtement en gazon synthétique de chaque stade des communes mentionnées, outre l'aménagement de six (6) stades communaux et la réalisation en cours

de quatre (4) autres. L'opération est en cours pour répondre aux besoins des jeunes, a-t-il dit.

De son côté, le député Kouda Samir Ouribi s'est interrogé sur la disponibilité du pôle sportif de Mascara, qui a abrité de nombreuses compétitions internationales à l'occasion de l'organisation des Jeux méditerranéens à Oran, avec neuf (9) matchs officiels de football pour la catégorie des moins de 17 ans, lors des Jeux arabes. Le ministre s'est engagé à ériger cette wilaya en "pôle sportif à même d'abriter des événements internationaux".

HANDBALL / CAN 2023 DES CADETTES L'Egypte sacrée



La sélection égyptienne cadette de handball a conservé son titre de Championne d'Afrique des nations, en battant son homologue guinéenne (29-16), en finale de la 19e édition de la catégorie, disputée samedi à Monastir (Tunisie).

La troisième place du podium est revenue au Nigeria, vainqueur de l'Angola (28-24), en match de classement, disputé peu plus tôt dans l'après-midi.

La sélection du pays hôte, la Tunisie, a terminé cinquième, après sa victoire (34-17) face au Maroc (6e), tandis que la 7e place est revenue à l'Algérie, victorieuse de la RD Congo (29-20).

Les quatre demi-finalistes, à savoir l'Egypte, la Guinée, le Nigeria et l'Angola sont qualifiés pour le championnat du monde des cadettes, prévu en 2024.

CHAMPIONNAT DU MONDE JEUNES DE BOULES Médaille d'argent pour l'Algérien Bada Houssem en rafle

L'Algérien Bada Houssem a remporté la médaille d'argent en individuel dans la discipline du rafle, dans le cadre du championnat du monde de boules des moins de 19 ans, samedi au Palais des sports Hamou Boulélis à Oran.

Le jeune algérien s'est incliné en finale face à l'Italien Federico Alimante sur le score de 9 à 2.

Dans une déclaration à L'APS, Bada Houssem s'est dit très heureux de réaliser cet exploit historique, la première médaille d'argent dans cette discipline



chez les moins de 19 ans et la deuxième médaille pour l'Algérie dans ce championnat du monde après la

médaille de bronze qu'il a remportée en double mixte avec sa coéquipière El Meddah Yasmine.

"C'était un match difficile contre l'adversaire italien, qui est champion du monde. J'ai bien essayé de remporter le titre, mais en vain. Je remercie Dieu d'avoir remporté la médaille d'argent après un parcours positif dans cette compétition".

"Nous remercions le sélectionneur, le directeur technique national et le président de la Fédération algérienne de rafle et billard pour tout ce qu'il nous ont apporté comme soutien lors de la préparation et du tournoi", a-t-il conclu.

AVIRON / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2023 La sélection algérienne en stage de préparation à Mila

La sélection nationale (messieurs/dames) d'aviron effectuera un stage de préparation du 24 septembre au 18 octobre, dans le barrage de Béni Haroun, dans la wilaya de Mila, en vue des championnats d'Afrique 2023 (toutes catégories), qui auront lieu du 23 au 29 octobre en Tunisie, a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération algérienne de la spécialité (FASACK).

Seize rameurs ont été convoqués pour ce stage, qui sera dirigé par l'entraîneur Riad Garidi. Il s'agit de Belhadj Mohamed Boucif, Aymen Fateh, Bouchama Yacine, Chérif Boukhous, Lahlou Yacine, Zouad Abdenour, Boudjemaâ Chems-Eddine, Hafsaoui

Mouloud, Guennouche Seif-Eddine et Aymen Akram chez les messieurs, ainsi que Zitouni Ferial, Sabria Boukhous, Bouderbala Fatima-Zahra, Chaïma Hellal-Berraouane, Meguedad Lylia Ikram et Nihed Benchadli chez les dames.

Ces championnats d'Afrique d'aviron, ouverts aux catégories U19, U23 et, seniors seront qualificatifs aux prochains Jeux olympiques d'été, prévus en 2024 à Paris (France). "Les courses qualificatives aux JO de Paris sont le Skiff Poids Lourds (messieurs), le Skiff Poids Lourds (dames), le Double Poids Léger (messieurs), et le Double Poids Léger (dames)", a précisé la même source.



Les seize rameurs algériens comptent "profiter au maximum" de leur prochain stage de préparation à Mila et "se surpasser pendant les entraînements" afin d'augmenter leurs chances de performance en Tunisie.

APS

2^E TOUR PRÉLIMINAIRE DE LA COUPE DE LA CAF Farid Zemiti : "Assurer la qualification au match retour"

L'USM Alger, auteur d'un bon résultat nul (1-1) chez le FUS Rabat, en match comptant pour le deuxième tour préliminaire "aller" de la Coupe de la Confédération africaine de football, disputé samedi soir au Maroc, "fera le maximum au match retour, pour gagner et assurer la qualification", a assuré l'entraîneur adjoint des Rouge et Noir, Farid Zemiti.

"Le nul ramené de Rabat représente un bon résultat pour notre équipe, surtout qu'elle n'était pas dans des conditions optimales pour espérer mieux, et nous allons faire le maximum pour assurer la qualification au match retour" a déclaré le coach usmiste devant les journalistes, juste après la fin du match de samedi. Les gars de Soustara avaient ouvert le score juste avant la fin de la première mi-temps, par l'intermédiaire de leur capitaine Zineddine Belaïd, auteur d'une belle tête croisée à la 45'. Mais à force d'insister, l'adversaire a fini par arracher l'égalisation en toute fin de rencontre, grâce au Nigérian Ajako James, qui avait réussi à tromper la vigilance du gardien Benbot à la 84'. "Non sans regret" selon Zemiti, car si l'USMA s'était présentée dans de meilleures conditions à Rabat, elle aurait pu "prétendre à la victoire", ce qui aurait augmenté encore plus ses chances de qualification. "Nous sommes encore au tout début de la saison et notre équipe n'a pas encore trouvé son rythme de croisière. Notre premier match officiel de la saison a été une Supercoupe d'Afrique, contre Al Ahly d'Egypte, et qui de surcroît s'était joué en déplacement. Autrement dit, en plus du manque de compétition, notre équipe a souffert de la fatigue à cause des voyages en aller et retour en Arabie saoudite, puis au Maroc. Tout cela a fait que notre



équipe ne soit pas vraiment à son meilleur niveau lors de ce match aller de la Coupe de la CAF, mais nous montons crescendo, faisant que notre rendement devrait s'améliorer au fil des matchs" a-t-il rassuré. Le match "retour" se jouera le premier octobre prochain, au stade Miloud Hadeï d'Oran, car les stades d'Alger sont actuellement en travaux. Pour rappel, au premier tour prélimi-

naire, le FUS s'était qualifié aux dépens de la formation béninoise Loto-Popo (aller : 3-0, retour : 0-2), alors que l'USM Alger, en sa qualité de tenante du titre, en avait été exemptée. Les Usmistes avaient remporté cette Coupe de la CAF il y a trois mois, face aux Tanzaniens de Young Africans (aller : 2-1, retour : 0-1), et il s'agissait du tout premier titre continental pour les Rouge et Noir, ayant

remporté dans la foulée la Supercoupe d'Afrique des clubs, en dominant le Ahly d'Egypte (1-0).

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE (2^E TOUR PRÉLIMINAIRE/ALLER) L'USM Alger se neutralise avec le FUS (1-1)

L'USM Alger, sur sa bonne lancée continentale, a ramené un résultat nul (1-1, mi-temps 0-1) de son déplacement chez le FUS Rabat, en match comptant pour le deuxième tour préliminaire (aller) de la Coupe de la Confédération africaine de football, disputé samedi soir. Le capitaine Usmiste Zineddine Belaïd a été le premier à trouver le chemin des filets, d'une belle tête croisée

à la 45', après un coup franc indirect magistralement bien botté.

Mais à force d'insister, l'adversaire a fini par arracher l'égalisation en toute fin de rencontre.

C'était par l'intermédiaire du Nigérian Ajako James, qui avait réussi à tromper la vigilance du gardien Benbot à la 84'.

Le rencontre a été dirigée par l'arbitre libyen Moha-

med Al Mabrouk, assisté de ses compatriotes Mohamed Issa Atiya et Wahid Al Djahawi.

Le match retour aura lieu le premier octobre prochain, au stade Miloud Hadeï d'Oran.

Au premier tour préliminaire, le FUS s'était qualifié aux dépens de la formation béninoise Loto-Popo (aller : 3-0, retour : 0-2), alors que l'USM Alger, en sa qualité de

tenante du titre, en avait été exemptée.

Les Usmistes avaient remporté cette Coupe de la CAF il y a trois mois, face aux Tanzaniens de Young Africans (aller : 2-1, retour : 0-1).

Il s'agissait du tout premier titre continental pour les Rouge et Noir, ayant remporté dans la foulée la Supercoupe d'Afrique des clubs, en dominant le Ahly d'Egypte (1-0).

CHAMPIONNAT SUISSE (7^E J) YVERDON-SPORTS FC Mahious signe son deuxième but de la saison

L'attaquant international algérien d'Yverdon-Sports FC Aymen Mahious, a signé son deuxième but de la saison, lors de la victoire décrochée dimanche après-midi à domicile face au FC Bâle (3-2), à l'occasion de la 7^e journée du championnat suisse de football.

Titularisé par l'entraîneur Marco Shalibaum, Mahious s'est mis en évidence en seconde période en marquant le troisième but de son équipe d'une reprise de la tête suite à un corner (78e).

Le joueur algérien a marqué son premier but en championnat le 24 août dernier, lors du large succès décroché à la maison face au Servette Genève (4-1).

Il compte au total 5 buts toutes compétitions confondues, après le triplé inscrit pour ses débuts avec Yverdon, en déplacement face à Haute-Grüyère FC (2^e Ligue fribourgeoise) 9-0, lors des 1/32es de finale de la Coupe de Suisse.

A l'issue de ce succès, Yverdon-Sports FC se hisse provisoirement à la 3^e place au tableau avec 11 points, en compagnie des Young Boys, Lucerne, et Winterthur.

Mahious (25 ans), en fin de contrat avec le détenteur de la Coupe de la Confédération de la CAF l'USM Alger, s'est engagé pour trois saisons avec Yverdon Sport FC, nouveau promu en Super League suisse.

L'enfant de Jijel, meilleur buteur du dernier Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) avec 5 buts, était convoité par de nombreux clubs en Belgique et en France, mais c'est finalement dans le championnat suisse que l'ancien joueur du CA Batna a atterri.

Mahious a été rejoint par son ancien coéquipier à l'USMA le latéral droit Haitham Loucif, qui a paraphé également un contrat de trois saisons avec les "Vert et Blanc".

APS

LIGUE 1 MOBILIS (2^E JOURNÉE) La JSS rejoint l'ASO et la JSK en tête

La JS Saoura a rejoint l'ASO Chlef et la JS Kabylie en tête du classement provisoire de la Ligue 1 algérienne de football, avec quatre points pour chaque club, après le bon résultat nul (1-1), ramené samedi soir de son déplacement chez le MC Oran pour le compte de la deuxième journée, ayant vu l'US Biskra et l'ES Sétif s'imposer à domicile, respectivement contre l'US Souf (3-1) et le MC El Bayadh (2-1).

Le club de Bécharr a été le premier à trouver le chemin des filets, grâce à Oussama Bellatrèche, qui avait transformé un pénalty à la quatrième minute de jeu, et c'est Abdelhafid Benamara qui a réussi à arracher l'égalisation pour le MCO à la 36'.

De son côté, l'US Biskra a commencé par concéder l'ouverture du score devant Abdelmoudji Bassou, auteur d'une belle tête plongeante à la 5' minute de jeu, avant de se révolter et de s'inscrire trois buts, qui ont changé complètement l'issue de ce derby du Sud.

En effet, après l'égalisation de Ryad Rahmoun à la 10', l'USB a ajouté deux autres réalisations, respectivement par Mohamed El Seddik Baâli (12') et Mus-

tapha Zeghnoun (32'), l'emportant ainsi (3-1) au final.

Un précieux succès qui offre aux Zibans leurs premiers points en Ligue 1 cette saison, tout comme cela a été le cas pour l'Entente de Sétif, ayant empoché son premier succès lors de cet exercice 2023-2024 face au MCEB.

Une victoire qui a quelque peu tardé à se dessiner, car tout s'est joué en deuxième mi-temps, avec tout d'abord l'ouverture du score par Aïmen Lahemri à la 67', avant que Souleymane Coulibaly ne double la mise à la 78' sur pénalty.

A noter que les Sétifiens s'étaient un peu relâchés après ce deuxième but, ce qui a permis aux visiteurs de réduire le score à la 80', par l'intermédiaire de Ramdane Hitala.

Un peu plutôt dans l'après-midi, le champion sortant, le CR Belouizdad avait éprouvé les pires difficultés pour venir à bout du NC Magra, et ce, malgré l'avantage du terrain et le soutien d'un public relativement nombreux.

Il a d'ailleurs fallu attendre l'ultime seconde du temps additionnel, soit la 90'+6, pour voir le meneur de jeu Talal Boussof inscrire l'unique but de la

rencontre, alors que l'adversaire était réduit à dix, suite à l'expulsion d'Aïmen Attou.

Le bal de cette deuxième journée s'était ouvert la veille (vendredi) et l'ASO Chlef en a été le principal bénéficiaire, notamment, en s'emparant provisoirement du leadership de la Ligue 1, après le bon nul (2-2) qu'il a ramené de son déplacement chez le nouveau promu, l'ES Ben Aknoun.

Un bon résultat à l'extérieur, qui a été bonifié par les faux pas de ses principaux concurrents pour la première place, à savoir : le MC Alger et la JS Kabylie.

En effet, le Mouloudia a été battu (2-1) chez le CS Constantine, alors que les Canaris ont été tenus en échec à domicile (0-0) par le Paradou AC, ce qui a permis aux Chélifiens de s'emparer provisoirement du leadership, avec quatre points.

Les péripéties de cette deuxième journée s'achèveront avec le déroulement du match USM Alger - USM Khenchela, reporté à une date ultérieure en raison de la participation des Rouge et Noir à la Coupe de la Confédération africaine.

ITALIE

Soulagement pour l'AC Milan, cauchemar pour la Juve

L'AC Milan a difficilement renoué avec la victoire face à Vérone (1-0) tandis que la Juventus a concédé sa première défaite au terme d'un match cauchemardesque à Sassuolo (4-2), samedi lors de la 5e journée du Championnat d'Italie. Une semaine après sa déroute dans le derby milanais (5-1), trois jours après son nul à domicile contre Newcastle (0-0), l'AC Milan a gagné. C'est le principal enseignement de l'après-midi pour les Rossoneri, bien décevants, dans un match disputé sur un terrain détrempé par un violent orage qui a retardé de 25 minutes le coup d'envoi. La Juve, elle, n'a pas l'excuse du calendrier surchargé, puisqu'elle est privée cette saison de compétitions européennes après avoir été sanctionnée par les autorités sportives italiennes, puis par l'UEFA. Les Piémontais ont pris l'eau à Sassuolo, en concédant deux buts sur d'énormes bourdes, le premier sur une erreur de main de leur gardien polonais Wojciech Szczesny (12e) et le dernier sur un incroyable but contre son camp de Federico Gatti (90+5) qui a renvoyé dans son but vide un coup franc tiré près du poteau de corner par son... gardien. L'international italien Domenico Berardi, convoité tout l'été par la Juve, a tourmenté la défense piémontaise, notamment en marquant le 2e but (41e). L'addition aurait pu être plus salée, Szczesny étant sauvé par sa transversale juste avant la fin du temps réglementaire.

L'Inter Milan enchaîne un cinquième succès de rang

L'Inter Milan a enchaîné dimanche un cinquième succès de rang, en déplacement face à la lanterne rouge Empoli (1-0), à l'occasion de la 5e journée de Serie A italienne de football.

Tenus mercredi en échec en Ligue des champions par la Real Sociedad (1-1), les Lombards ont passé la vitesse supérieure au retour des vestiaires face à une équipe qui a limogé son entraîneur en début de semaine.

Federico Dimarco a concrétisé la domination milanaise d'une superbe demi-volée dans la lucarne gauche (51e).

"C'est une victoire importante, cela n'a pas été facile, mais cela nous permet d'envoyer un message aux autres équipes", a insisté Dimarco sur la plateforme DAZN. "Il a fallu attendre la deuxième période pour qu'on prenne le dessus, mais on a bien géré ce match, avec la bonne approche. On en est qu'à la 5e journée, on sait que tout peut changer rapidement en football, mais je suis satisfait de mes joueurs, de leur état d'esprit", a renchéri l'entraîneur Simone Inzaghi. L'Inter, seule équipe de Série A à faire le plein jusque-là, totalise 15 points, soit trois de plus que son grand rival, l'AC Milan (2e) vainqueur samedi à Vérone (1-0). La Juventus, 4e après sa lourde défaite à Sassuolo (4-2) samedi, accuse déjà cinq points de retard. Mercredi, dans le cadre de la 6e journée programmée en milieu de semaine, l'Inter peut poursuivre son sans-faute, puisqu'il reçoit Sassuolo (11e). Inzaghi sera privé de son attaquant autrichien Marko Arnautovic qui a quitté le terrain peu après son entrée en jeu en raison d'une "blessure grave" à la cuisse gauche, a annoncé l'entraîneur italien.

ANGLETERRE

Manchester City s'impose à dix, United gagne enfin

Manchester City, en infériorité numérique, a poursuivi samedi sa moisson de points contre Nottingham Forest (2-0), une sixième victoire en six matches qui accroît la pression sur Tottenham et Arsenal, ses poursuivants qui s'affrontent dimanche à l'Emirates.



Le rival voisin, Manchester United, a lui repris quelques couleurs à la faveur d'un court succès contre Burnley (1-0), le premier après deux défaites d'affilée en championnat.

Les Red Devils ont dominé le promu et nouvelle lanterne rouge grâce à une superbe reprise de volée du capitaine Bruno Fernandes (45e), idéalement servi par Jonny Evans, titulaire surprise à 35 ans au sein d'une défense fortement diminuée.

L'arrière espagnol Sergio Reguilón, aligné à gauche, semble avoir rejoint la longue liste des blessés.

Il a été remplacé à la 79e minute par Raphaël Varane, de retour après un mois d'absence.

Le sursaut est timide pour Manchester United mais il lui permet de remonter à la 8e place avant les derniers matches de la sixième journée.

FC BARCELONE Frenkie De Jong blessé à la cheville et absent au moins cinq semaines

Le milieu de terrain néerlandais du FC Barcelone Frenkie De Jong sera absent pendant au moins cinq semaines en raison d'une blessure à la cheville, ont rapporté les médias espagnols samedi après la victoire 3-2 du Barça sur le Celta Vigo.

"Les tests effectués ce soir ont montré que le joueur de l'équipe première De Jong souffre d'une lésion de la syndesmose tibio-péronière distale de la cheville droite.

Il est forfait et son retour dépendra de son évolution", a indiqué par la suite le FC Barcelone sur ses réseaux sociaux.

De Jong s'est blessé lors de la première mi-temps de la remontada 3-2 du FC Barcelone dans les dix dernières minutes contre le Celta, après avoir été mené 2-0.

"Il n'a pas été en mesure de continuer. Il est fort mentalement, c'est difficile pour Frenkie de demander à sortir.

J'espère que cela sera le moins grave possible", a déclaré son entraîneur Xavi Hernandez en conférence de presse.

Si l'absence de De Jong pendant cinq semaines se confirme, il manquera le déplacement à Porto en Ligue des champions le 4 octobre et probablement le Clasico contre le Real Madrid le 28 octobre.

Manchester City, lui, a creusé l'écart en tête du classement grâce à une belle volée de Phil Foden (7e, 1-0) et une tête smashée d'Erling Haaland (14e, 2-0), avant de faire le dos rond lors d'une seconde période disputée intégralement à dix contre onze.

La maîtrise parfaite des Citizens a été mise à mal par un geste d'humeur inhabituel et assez incompréhensible du milieu espagnol Rodri à l'encontre de Morgan Gibbs-White (46e), moins de 30 secondes après la reprise.

"Ce n'était pas idéal, mais nous avons montré une autre facette de nous-

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة الاتصال
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

COMMUNIQUÉ

Sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Le Ministère de la Communication annonce le lancement de la neuvième édition du «Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel». Le prix est décerné le 22 octobre 2023, Journée nationale de la Presse.

LES THÈMES RETENUS POUR CETTE NEUVIÈME ÉDITION SONT:

- «La Nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique»
- «La Nouvelle Algérie : Renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse»
- «La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques»

Le prix vise à encourager et promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme et à instaurer la culture du mérite, en récompensant le meilleur travail journalistique en lien avec les sujets proposés, réalisés individuellement ou collectivement.

La candidature pour la participation au prix du «Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel», est ouverte dans les catégories suivantes :

- Presse écrite** : article de fond, reportage et enquête
- Information télévisuelle** : reportage, enquête, documentaire.
- Information radiophonique** : reportage, et enquête.
- Presse électronique** : œuvre d'information diffusée sur le net.
- Illustration** : photographique, dessin et caricature de presse.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

- Les œuvres présentées doivent avoir fait l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période allant du 22 octobre 2022 au 10 octobre 2023.
- Être de nationalité Algérienne ;
- Justifier d'au moins 03 ans d'exercice de la profession,
- Ne pas être membre du jury,
- La participation peut être à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre
- Le candidat dans la catégorie photo peut participer avec plus d'une œuvre,
- Les lauréats du Prix du Journaliste Professionnel dans les différentes catégories ne sont pas autorisés à participer au concours pour une durée de 03 années consécutives.

LE DOSSIER DE CANDIDATURE SE COMPOSE DE :

- 03 exemplaires des œuvres proposées,
- Une copie de la carte nationale d'identité,
- Une copie de la carte professionnelle,
- Un certificat de travail attestant de trois années d'expérience.
- Le formulaire dûment rempli (Téléchargeable sur le site Web du ministère) : <https://ministerecommunication.gov.dz>

Les dossiers de participation sont adressés à Monsieur le Président du jury du «Prix du Président de la République du Journaliste professionnel», par courrier ordinaire à l'adresse suivante : Ministère de la Communication, B.P. No. 474, Bir Mourad Rais, Alger, ou Déposés au siège du Ministère de la Communication, Bureau No. 701, 7ème étage. La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 10 octobre 2023

ARGENTINE : PAPU GOMEZ VERS LA RETRAITE ?

Libre depuis la résiliation de son contrat avec le FC Séville, Alejandro Gomez (35 ans) n'a toujours pas trouvé preneur. Une situation qui pourrait pousser l'attaquant argentin à prendre une décision radicale.

"J'ai tout donné pour le football et je ne veux pas finir amer. Je regarde derrière moi et je me rends compte qu'avoir gagné la Coupe du Monde est juste surréaliste, c'est le fruit de mon travail qui a payé d'une manière inimaginable. Mais aujourd'hui, je profite de mon séjour à Séville. Je suis toujours en train d'attendre la bonne opportunité. Si elle n'arrive pas, je pourrais envisager de me retirer, oui", a indiqué le champion du monde pour L'Eco di Bergamo.

ARSENAL ØDEGAARD JUSTIFIE SA PROLONGATION

Leader technique et capitaine d'Arsenal, Martin Ødegaard (24 ans, 7 matchs et 3 buts toutes compétitions cette saison) a prolongé son contrat jusqu'en juin 2028 avec les Gunners. Une décision justifiée par le milieu offensif norvégien.

"Je me suis senti connecté et chez moi ici dès le premier jour. J'avais besoin d'un endroit où m'installer. C'est ce que j'ai fait ici. À Arsenal, j'ai toujours eu ce sentiment spécial. Les gens veulent être ici dans le cadre du projet. Ce que nous faisons est vraiment spécial et les joueurs voient ce que le manager veut faire, comment le club progresse, le lien que nous avons désormais avec les supporters. C'est une évidence pour les joueurs d'en faire partie", a expliqué le meneur de jeu londonien pour le site officiel d'Arsenal.

MAN CITY DOKU COMPARÉ À STERLING ET SANÉ

Recruté pour environ 65 millions d'euros, Jérémy Doku (21 ans, 4 matchs et 1 but toutes compétitions avec Manchester City cette saison) réalise des premiers pas intéressants avec Manchester City. L'ailier belge a d'ailleurs été comparé à deux anciens du club par son entraîneur, Pep Guardiola.

"Je dirais que les ailiers que nous avons eus par le passé n'étaient pas ce type d'ailiers. Ils avaient des compétences et des qualités incroyables, mais ils n'étaient pas aussi rapides. La vitesse que nous avions avec Raheem Sterling, nous ne l'avions pas dans le passé. Cole Palmer, Riyad Mahrez, Bernardo Silva, Phil Foden et Jack Grealish ont bien sûr de la vitesse, mais ils misent surtout sur leur qualité technique, leur intelligence de jeu. Jérémy Doku est explosif. Avec sa vitesse, il a des qualités similaires à Leroy Sané et Raheem Sterling", a indiqué le manager catalan face aux journalistes.

AL ETIFAQ LINGARD POURRAIT SIGNER

Libre depuis la fin de son contrat avec Nottingham Forest, Jesse Lingard (30 ans) pourrait rebondir à Al Ettifaq. Le club saoudien a indiqué que le milieu offensif anglais s'entraîne avec le groupe de Steven Gerrard depuis quelques jours.

"Avec l'accord de la direction, Al Ettifaq a accepté la demande du joueur anglais Jesse Lingard d'intégrer les séances d'entraînement de l'équipe première, et ce pour la durée d'un mois", peut-on lire dans un communiqué de la formation saoudienne.

NAPLES GARCIA SENT LES SUPPORTERS AVEC LUI

Fortement critiqué par les observateurs depuis son arrivée sur le banc de Naples, Rudi Garcia n'a pas l'intention de baisser les bras. L'entraîneur français estime que les supporters du club italien sont à fond avec lui. "Chaque fois que je rencontre les supporters dans la ville, ils m'encouragent, ils me disent qu'ils sont avec moi, j'ai des discussions franches avec eux. Nous devons faire mieux et nous travaillons tous les jours dans ce sens. En Ligue des Champions, la victoire était méritée à Braga (2-1), mais nous aurions pu nous mettre un peu plus à l'abri en marquant plus de buts", a jugé le manager napolitain face aux journalistes.

BARCELONE CANELO FAIT SON AUTO-CRITIQUE

Une passe décisive, un but, João Cancelo (29 ans, 4 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) a activement participé à la remontada du FC Barcelone contre le Celta (3-2), dimanche en Liga. Malgré tout, le latéral droit portugais estime avoir raté son match.

"Si je veux rester, je dois être bon. Espérons que ça continue. Personnellement, j'ai fait un très mauvais match, j'ai fait beaucoup d'erreurs, mais au final, il faut être concentré et y croire jusqu'au bout pour aller chercher ces trois points", a indiqué le joueur prêté par Manchester City en zone mixte.

Une sortie qui a dû plaire à son entraîneur, Xavi.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97 »
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT GIORGIO NAPOLITANO

Condoléances du Président de la République à son homologue italien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, samedi, un message de condoléances à son homologue italien, M. Sergio Mattarella, suite au décès de l'ancien président de la République d'Italie, Giorgio Napolitano.

"Excellence Monsieur le président de la République d'Italie, M. Sergio Mattarella, c'est avec une grande affliction que j'ai appris la nouvelle du décès de l'ancien président de la

République d'Italie, M. Giorgio Napolitano", a écrit le président de la République. "En cette douloureuse circonstance, je vous présente, Excellence, ainsi qu'à la famille du défunt et au

peuple italien ami, mes sincères condoléances, et vous exprime ma profonde sympathie, en vous souhaitant patience et réconfort", lit-on dans le message de condoléances. "Veuillez

agréer, Excellence Monsieur le président, l'expression de mes profonds sentiments de considération et de respect", lit-on dans le message du président de la République.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'importance d'accélérer les négociations internationales pour une réforme soulignée par Tebboune

République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi à New York, que l'accélération des négociations internationales concernant la réforme du Conseil de sécurité selon une approche globale et intégrée devrait être une priorité pour la communauté internationale, afin d'aboutir à un consensus sur une véritable réforme garantissant une représentation plus transparente. "Face aux conflits géopolitiques et aux multiples crises, le Conseil de sécurité a reculé dans l'accomplissement de son rôle central au cours des dernières années, ce rôle qui était au cœur de l'ONU et dont les principales finalités ont été résumées par la Charte onusienne qui confie au Conseil la responsabilité de main-

tenir la paix et la sécurité internationales, notamment en prohibant le recours à la force et en éliminant les causes menaçant la paix", a souligné le président de la République dans son intervention lors de la 78^e session de l'Assemblée générale (AG) ordinaire des Nations Unies (ONU). Le Président Tebboune a également fait remarquer que "toute démarche visant à renforcer l'action internationale commune doit répondre aux appels croissants en faveur d'une plus grande dynamique à un ordre multipolaire". Cet objectif, poursuit-il, passe par "une réforme globale des principaux organes de l'Organisation de manière à les rendre plus transparents, assurant l'équilibre nécessaire entre

ces organes et garantissant une répartition géographique équitable entre les Etats".

Le président de la République a évoqué, en outre, "l'engagement de l'Algérie en faveur de la position africaine commune" pour "mettre un terme à l'injustice historique qui a touché le continent africain". C'est pourquoi, poursuit le Président Tebboune, la réactivation du rôle pivot de l'Assemblée générale de l'ONU, "en tant qu'organe véritablement représentatif de la diversité des membres de la communauté internationale", constitue "un élément clé pour renforcer l'égalité entre Etats et asseoir les fondements d'une véritable démocratie". Dans cette optique, le président de la République a af-

firmé que l'Algérie œuvrait pour que "le dialogue et le débat entre nous soient une revendication cruciale pour laquelle nos peuples ont lutté en vue d'un monde marqué par la coexistence, la solidarité, la coopération et l'égalité entre les nations". En outre, il a mis en lumière les conséquences des conflits et des crises dans le monde, qui ont atteint un niveau "sans précédent", avec des millions de personnes déplacées et une transformation des relations internationales, passant de la coopération et de la convergence à l'affrontement, mettant ainsi les organisations et les institutions internationales à l'épreuve dans un contexte mondial marqué par une urgence multidimensionnelle.

L'Algérie ne ménagera aucun effort pour renforcer la voix africaine au sein du Conseil de sécurité de l'ONU (Attaf)

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a réaffirmé à New York, le ferme engagement pris par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à savoir que l'Algérie ne ménagera aucun effort pour renforcer la voix africaine au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. "Je tiens tout d'abord à saluer et à apprécier tout particulièrement l'invitation faite à mon pays de participer à cette réunion, en tant que membre africain entrant au Conseil de sécurité des Nations unies", a déclaré M. Attaf dans une allocution prononcée samedi à New York, lors d'une réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) ayant pour thème: "Garantir un financement durable et permanent aux opérations de maintien de la paix relevant de l'organisation continentale".

"Permettez-moi de réaffirmer devant vous le ferme engagement pris par le président Abdelmadjid Tebboune lui-même, à savoir que l'Algérie ne ménagera aucun effort pour renforcer la voix africaine au sein du Conseil et pour refléter fidèlement les vues, les préoccupations et les aspirations de notre continent au sein de cet organe majeur des Nations unies", a-t-il souligné. "C'est très bénéfique pour nous qui nous préparons à assumer la responsabilité de servir l'Afrique et d'honorer le mandat que nous avons aimablement reçu de notre organisation continentale, l'Union afri-

caine. Nous nous engageons à être à la hauteur de la confiance qui nous a été accordée", a-t-il poursuivi. Et d'ajouter: "Nous serons plus qu'honorés de le faire, en comptant sur les efforts sincères et les progrès remarquables accomplis par nos chers frères et sœurs du Ghana, du Gabon et du Mozambique, les membres africains actuels du Conseil de sécurité qui ont si bien défendu nos causes communes".

La voix africaine est très nécessaire dans le contexte mondial actuel

En outre, M. Attaf a souligné que la voix africaine, sage et engagée, "est en effet très nécessaire dans ce contexte mondial critique et difficile, pour aider à combler les divisions croissantes et à surmonter la polarisation croissante qui a un impact lourd et négatif sur l'efficacité du Conseil dans la lutte contre les menaces à la paix et à la sécurité". Deuxièmement, elle offre une alternative au modèle de paix actuel des Nations unies, qui a atteint les limites de ce qu'il peut ou ne peut pas faire", a-t-il enchaîné. Et aussi "elle démontre l'engagement et la volonté de l'Afrique d'apporter sa propre contribution et d'apporter sa juste part au système de sécurité collective tel que prévu par la Charte des Nations unies", a encore dit le ministre. Par ailleurs, il a grandement salué "les progrès accomplis jusqu'à présent dans la définition de la position africaine

commune sur cette question", et "le travail accompli par la Commission de l'UA et l'A3 (les trois membres africains du Conseil: Gabon, Ghana et Mozambique) pour ouvrir la voie à l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité, en attente depuis longtemps, visant à assurer un financement adéquat, prévisible et durable des opérations de maintien de la paix de l'UA". M. Attaf a, dans ce sillage, ajouté que "l'Afrique a tout à fait le droit de bénéficier des ressources de l'ONU, pour financer ses opérations de paix". "Nous pensons également que le système de sécurité collective gagnera en efficacité et en efficacité en adoptant ce changement fondamental attendu depuis longtemps", a-t-il poursuivi dans ce sens.

Enfin, a-t-il encore dit, "nous pensons que la communauté internationale a tout intérêt à cet objectif susceptible d'alléger la pression croissante qui pèse sur les opérations de paix des Nations unies, tout en apportant des réponses plus efficaces aux défis complexes qui se posent". Et de conclure: "Je souhaite à nos frères et sœurs africains du Conseil de sécurité beaucoup de succès alors qu'ils s'engagent dans des négociations de fond pour faire avancer ce dossier". A cet effet, il a réitéré une fois de plus le "soutien total de l'Algérie à cette entreprise novatrice, créative et enrichissante". L'Algérie a été conviée à la réunion du CPS de l'UA dans le cadre de sa prochaine adhésion au Conseil de sécurité de l'ONU en tant qu'un des trois membres africains de ce conseil.

78^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

M. Attaf tient des entretiens bilatéraux avec Moussa Faki à New York

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a, au terme de sa participation aux travaux du segment ministé-

riel de la 78^e session de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU, des entretiens bilatéraux avec le Président de la Commission de l'Union Africaine (UA), M. Moussa Faki

Mahamat, et a également reçu le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA, M. Bankole Adeoye, indique dimanche un communiqué du mi-

nistère. Ces deux rencontres ont porté sur "l'examen des relations bilatérales entre l'Algérie et l'UA dans divers domaines, ainsi que l'échange de points de vue sur les

développements de la situation politique et sécuritaire dans le continent notamment dans la région du Sahel", conclut le communiqué.

Attaf rencontre des hauts responsables de plusieurs organisations internationales et régionales

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu vendredi à New York avec des hauts responsables de plusieurs organisations internationales et régionales, et ce dans le cadre de sa participation aux travaux du segment ministériel de la 78^e session de l'Assemblée générale

(AG) de l'ONU, indique samedi un communiqué du ministère.

M. Attaf a rencontré successivement le président de la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Omar Touray, le secrétaire général de la Ligue Arabe, Ahmed Aboul Gheit, le vice-président de la Com-

mission européenne, Josep Borrell, et le secrétaire général adjoint des Nations unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, précise la même source. Ces entretiens ont porté sur "les relations de coopération et de partenariat qui lient l'Algérie à ces organisations et les perspectives de leur renforcement afin de contribuer de

manière effective et efficace à la réalisation des objectifs de paix, de sécurité et de développement dans la région, à la lumière des efforts déployés par notre pays pour faire prévaloir le dialogue afin d'apaiser les situations et de résoudre les crises en cours en Libye, au Mali et au Niger", conclut le ministère.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Cérémonie d'ouverture de l'exercice "Chemex Afrique"

Mohamed Salah Benbicha, a supervisé samedi à Alger la cérémonie d'ouverture de l'exercice, à composantes multiples, de renforcement des capacités d'intervention en cas d'urgence chimique, intitulé "Chemex Afrique", indique un communiqué du MDN. "Monsieur le secrétaire général du ministère de la Défense nationale (MDN), le général-major Mohamed Salah Benbicha, a supervisé ce samedi 23 septembre au niveau du Cercle de Garnison de l'Armée nationale populaire de Aïn Naâdja, Alger/ie RM, la cérémonie d'ouverture de l'exercice, à composantes multiples, de renforcement des capacités d'intervention en cas d'urgence chimique, intitulé "Chemex Afrique", destiné aux représentants des Etats-Parties à la Convention sur l'Interdiction des

Armes chimiques (CIAC) de la région d'Afrique", souligne le communiqué. Selon la même source, cet événement régional qu'abrite l'Algérie en collaboration avec l'Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques (OIAC) durant la période du 23 septembre au 4 octobre 2023, "sera animé par des instructeurs nationaux et étrangers, et sous la supervision d'observateurs et d'évaluateurs internationaux". "L'exercice en question vise le renforcement des capacités de réponse des Etats-Parties d'Afrique aux urgences chimiques et la consolidation de l'appui technique de l'OIAC en matière d'assistance et de protection concernant l'emploi ou la menace d'emploi d'armes chimiques ou de produits chimiques et toxiques, et la promotion du dia-

logue entre les spécialistes des Etats-Parties à la CIAC appartenant à différentes communautés régionales d'Afrique", explique le communiqué. Le Secrétaire Général du MDN a mis en avant, à l'occasion, "le rôle leader de notre Pays dans l'application de ladite Convention". "Sans aucun doute, l'Algérie depuis son adhésion à l'Organisation, a œuvré à l'application rigoureuse de la Convention sur l'Interdiction des Armes chimiques et a joué un rôle actif, en sa qualité de membre du Conseil exécutif de l'Organisation, dans le renforcement de la position de l'Afrique et la défense de ses intérêts, consolidant ses capacités dans les différents volets ayant trait à l'application de la Convention", a-t-il affirmé. Au programme de cet exercice, le premier de son genre en Algérie et en Afrique,

des formations avancées en matière de protocoles d'intervention en cas d'attaque ou d'incident chimiques, avec utilisation de moyens sophistiqués de reconnaissance, de détection, d'échantillonnage, de décontamination et d'évacuation sanitaire, en plus d'un exercice de simulation d'une attaque terroriste chimique, exécuté par les stagiaires africains.

Il est à signaler que "l'Algérie participe activement à cet événement, à travers l'ensemble des entités concernées, à l'instar, de l'Armée nationale populaire, la Protection civile et la Sûreté nationale, en sus des ministères de l'Industrie et celui de l'Energie et des différents centres de recherche et laboratoires spécialisés", conclut le communiqué du MDN.